



PREFECTURE REGION LANGUEDOC- ROUSSILLON

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**N ° 4 - FEVRIER 2015**

# SOMMAIRE

## DIRECCTE

Arrêté N °2015033-0001 - Arrêté portant subdélégation de signature de Philippe Merle, DIRECCTE LR, dans le cadre de ses attributions et compétences générales .....	1
Décision N °2015033-0002 - Décision de subdélégation de signature de Philippe Merle, DIRECCTE LR, pour la validation des actes CHORUS des programmes 102 103 111 134 155 333 309 788 FSE et FEDER .....	6

## DRAAF

Autre N °2015028-0006 - Avenant n °2 à l'avenant n °1 du 14 janvier 2015 et à l'arrêté n ° 2015007-0003 du 7 janvier 2015 et fixant la composition définitive relatif aux élections MSA : composition de la commission électorale départementale de l'Hérault. ....	9
---	---

## DRAC

Arrêté N °2015027-0001 - ARRÊTÉ portant inscription au titre des monuments historiques de la maison Douzans 1 rue Thomas Pascal à BANYULS- SUR- MER (Pyrénées- Orientales) .....	12
--	----

## Mission Nationale de Contrôle

Arrêté N °2015022-0002 - Arrêté modifiant l'arrêté n ° 2011294-0007 du 21 octobre 2011 portant nomination des membres du conseil d'administration de la caisse d'assurance retraite et de la santé au travail du Languedoc- Roussillon .....	15
--	----

## Préfecture de région - Secrétariat Général pour les Affaires Régionales

Arrêté N °2015028-0004 - Arrêté portant création du Groupement Européen de Coopération Territoriale «Pays d'art et d'histoire transfrontalier Les Vallées Catalanes du Tech et du Ter ». ....	21
Arrêté N °2015030-0001 - Arrêté portant la liste régionale par établissement ou par organisme des premières formations technologiques et professionnelles hors quota «ouvrant droit à la taxe d'apprentissage » pour l'année 2015 .....	71

## Rectorat

Arrêté N °2015001-0001 - Arrêté de délégation de signature du recteur de l'académie de Montpellier aux secrétaires généraux et aux chefs de service .....	74
Arrêté N °2015001-0002 - Arrêté portant subdélégation de signature financière du Recteur et subdélégation consentie à des fonctionnaires placés sous son autorité .....	81
Arrêté N °2015001-0003 - Arrêté portant subdélégation de signature financière du recteur et subdélégation consentie à des fonctionnaires placés sous son autorité pour le BOP 309 .....	90

Arrêté N °2015001-0004 - Arrêté portant subdélégation de signature financière du recteur et subdélégation consentie à des fonctionnaires placés sous son autorité pour le BOP 723	.....	94
Arrêté N °2015006-0001 - Arrêté de nomination de l'administrateur provisoire de la communauté d'universités et d'établissements "Languedoc- Roussillon Universités"	.....	98



PREFECTURE REGION LANGUEDOC- ROUSSILLON

## **Arrêté n °2015033-0001**

**signé par**  
**Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi LR**

**le 02 Février 2015**

**DIRECCTE**

Arrêté portant subdélégation de signature de  
Philippe Merle, DIRECCTE LR, dans le cadre  
de ses attributions et compétences générales



## PREFECTURE DE LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON

### ARRETE DIRECCTE LANGUEDOC-ROUSSILLON

**PORTANT SUBDELEGATION DE SIGNATURE de Monsieur Philippe MERLE, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Languedoc-Roussillon dans le cadre de ses attributions et compétences générales**

#### **LE DIRECTEUR REGIONAL DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LANGUEDOC-ROUSSILLON**

Vu l'arrêté du 23 novembre 2011 nommant Philippe MERLE, ingénieur général des mines, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Languedoc-Roussillon ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2013 de Monsieur le préfet de la région Languedoc-Roussillon portant délégation de signature en matière d'attributions générales à Monsieur Philippe MERLE, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Languedoc-Roussillon ;

ARRETE :

**Article 1er** : La présente subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer, pour le directeur régional :

**A)** les décisions relevant de l'exercice des missions de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de la région Languedoc-Roussillon, telles que prévues par le décret n°2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.

**B)** les décisions relevant de la sécurité des bâtiments, de l'environnement de travail des agents, du fonctionnement des commissions locales de sécurité.

**C)** les décisions relevant de l'organisation des unités de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de la région Languedoc-Roussillon. Cette disposition est soumise au visa préalable du délégant, dans le cas où la structure de l'unité est modifiée ou dans le cas où les répartitions des effectifs entre les missions au sein de l'unité sont modifiées.

**D)** les décisions relevant de la gestion des absences des personnels de la DIRECCTE. Ces dispositions sont sans préjudice de l'exercice des pouvoirs propres du supérieur hiérarchique (propositions de promotions, d'avancements, d'indemnités, avis sur les demandes de mutation, tenue des entretiens professionnels, etc.).

**E)** les décisions relevant de la gestion des personnels de la DIRECCTE.

**Article 2** : Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer, pour le directeur régional, dans le cadre de ses attributions et compétences, dans le ressort du siège de la DIRECCTE, les décisions visées l'article 1 § B et, dans le ressort territorial de la région du Languedoc-Roussillon, les décisions visées à l'article 1 § E, à Monsieur Albert **HA-QUANG-TRUNG**, secrétaire général de la DIRECCTE Languedoc-Roussillon.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur HA-QUANG-TRUNG, la subdélégation de signature sera exercée par :

- Madame Pascale **PAUTROT**, chef du service des ressources humaines
- Madame Marie-Line **SARZI**, contrôleur de gestion.

**Article 3** : Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer, pour le directeur régional, dans le cadre de leurs attributions et compétences et dans le ressort territorial de la région du Languedoc-Roussillon, les décisions visées à l'article 1 § A, C, D à :

- Monsieur Alain **PLA**, chef du pôle Concurrence, consommation, métrologie et repression des fraudes de la DIRECCTE Languedoc-Roussillon
- Madame Damienne **VERGUIN**, chef du pôle Entreprises, Economie, Emploi de la DIRECCTE Languedoc-Roussillon,
- Monsieur François **DELEMOTTE**, chef du pôle politique du travail de la DIRECCTE Languedoc-Roussillon,
- Monsieur Albert **HA-QUANG-TRUNG**, secrétaire général de la DIRECCTE Languedoc-Roussillon.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Damienne VERGUIN, Messieurs Alain PLA, François DELEMOTTE ou Albert HA-QUANG-TRUNG, la subdélégation de signature sera exercée pour les décisions visées à l'article 1 § A et D, par :

- Monsieur Alain **ZERMATTEN**, pôle Concurrence de la DIRECCTE Languedoc-Roussillon ;
- Monsieur Michel **CHABERT**, pôle Concurrence de la DIRECCTE Languedoc-Roussillon ;
- Madame Astrid **SOUTHON**, adjointe à la chef du pôle entreprises, économie et emploi,
- Monsieur Pierre **SAMPIETRO**, adjoint à la chef du pôle Entreprises, Economie, Emploi de la DIRECCTE Languedoc-Roussillon ;
- Madame Eve **DELOFFRE**, chargé de la mission Emploi ;
- Madame Françoise **HERAIL**, chef du service FSE ;
- Madame Florence **EONNET**, chef du service SRC ;
- Monsieur Pascal **THEVENIAUD**, chargé de la mission compétitivité ;
- Monsieur Jean **PARADIS**, chargé de la mission développement territorial ;
- Madame Isabelle **SERRES**, adjointe au pôle travail ;
- Monsieur Alexandre **GHERARDI**, chef du service Animation et évaluation de la politique du travail,
- Monsieur Marc **DELOFFRE**, chef du service administration générale ;
- Monsieur Patrick **CROSNIER**, chef du service Études Statistiques Evaluation Documentation ;
- Monsieur Christian **JOUBE**, chef de l'Equipe Systèmes d'information et de Communication ;
- Madame Pascale **PAUTROT**, chef du service des ressources humaines ;
- Madame Marie-Line **SARZI**, contrôleur de gestion.

**Article 4** : Subdélégation de signature est donnée à Madame Isabel **DE MOURA**, responsable de l'unité territoriale de l'Aude de la DIRECCTE Languedoc-Roussillon, à l'effet de signer, pour le directeur régional, dans le cadre de ses attributions et compétences et dans le ressort territorial du département de l'Aude, les décisions visées à l'article 1 § A, B, C, D.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabel **DE MOURA**, la subdélégation de signature sera exercée, pour les décisions visées à l'article 1 § A et B, par :

- Monsieur Paul **ARTUSO**, chef du pôle Entreprises, économie, emploi ;
- Monsieur Stéphane **BONNAFOUS**, responsable de l'unité de contrôle d'inspection du travail.

Mme Isabel **DE MOURA**, responsable de l'unité territoriale de la DIRECCTE LR de l'Aude pourra subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité pour les décisions relatives à son pouvoir propre de supérieur hiérarchique visées à l'article D.

**Article 5** : Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Richard **LIGER**, responsable de l'unité territoriale du Gard de la DIRECCTE Languedoc-Roussillon, à l'effet de signer, pour le directeur régional, dans le cadre de ses attributions et compétences et dans le ressort territorial du département du Gard, les décisions visées à l'article 1 § A, B, C, D.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Richard **LIGER**, la subdélégation de signature sera exercée, pour les décisions visées à l'article 1 § A et B, par :

- Monsieur Paul **RAMACKERS**, chef du pôle politique du travail ;
- Monsieur Tristan **SAUVAGET**, chef du service accès au marché du travail et qualification ;
- Monsieur Didier **POTTIER**, chef du service compétitivité, développement des entreprises et mutations économiques et sociales.

M. Richard **LIGER**, responsable de l'unité territoriale de la DIRECCTE LR du Gard pourra subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité pour les décisions relatives à son pouvoir propre de supérieur hiérarchique visées à l'article D.

**Article 6** : Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Paul **AYGALENT**, responsable de l'unité territoriale de l'Hérault de la DIRECCTE Languedoc-Roussillon, à l'effet de signer, pour le directeur régional, dans le cadre de ses attributions et compétences et dans le ressort territorial du département de l'Hérault, les décisions visées à l'article 1 § A, B, C, D.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-paul AYGALANT, la subdélégation de signature sera exercée , pour les décisions visées à l'article 1 § A et B, par :

- Monsieur Christian RANDON, chef du Pôle entreprises, économie et emploi ;
- Monsieur Roger MONCHARMONT, chef du Pôle politique du travail.

M. Jean-Paul AYGALANT, responsable de l'unité territoriale de la DIRECCTE LR de l'Hérault pourra subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité pour les décisions relatives à son pouvoir propre de supérieur hiérarchique visées à l'article D.

**Article 7** : Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Richard **LIGER**, responsable de l'unité territoriale de la Lozère de la DIRECCTE Languedoc-Roussillon par intérim, à l'effet de signer, pour le directeur régional, dans le cadre de ses attributions et compétences et dans le ressort territorial du département de la Lozère, les décisions visées à l'article 1 § A, B, C, D.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Richard LIGER, la subdélégation de signature sera exercée , pour les décisions visées à l'article 1 § A et B, par :

- Madame Monique DUPRE, chef du pôle économie, entreprises, emploi.

M. Richard LIGER, responsable de l'unité territoriale de la DIRECCTE LR de la Lozère par intérim, pourra subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité pour les décisions relatives à son pouvoir propre de supérieur hiérarchique visées à l'article D.

**Article 8**: Subdélégation de signature est donnée à M. Jacques **COLOMINES**, responsable de l'unité territoriale des Pyrénées-Orientales de la DIRECCTE Languedoc-Roussillon, à l'effet de signer, pour le directeur régional, dans le cadre de ses attributions et compétences et dans le ressort territorial du département des Pyrénées-Orientales, les décisions visées à l'article 1 § A, B, C, D.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques COLOMINES, la subdélégation de signature sera exercée, pour les décisions visées à l'article 1 § A et B, par :

- M. Alain NAVARIN, responsable du pôle entreprises, économie, emploi
- M. Michel BOUCHET-BERT, chef du services section centrale et renseignements du travail et main d'œuvre étrangère
- Mme Pascale DUVAL, responsable de l'unité de contrôle d'inspection du travail.

M. Jacques COLOMINES, responsable de l'unité territoriale de la DIRECCTE LR des Pyrénées-Orientales pourra subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité pour les décisions relatives à son pouvoir propre de supérieur hiérarchique visées à l'article D.

**Article 9** : La présente subdélégation s'entend sous réserve des exclusions prévues à l'article 2 de l'arrêté préfectoral portant délégation de signature en matière d'attributions générales.

**Article 10**: La signature du subdélégué et sa qualité devront être précédées de la mention suivante :

« Pour le Directeur régional,  
et par délégation,  
le ... »

et, en cas d'absence ou d'empêchement,

« Pour le Directeur régional,  
et par délégation,  
Pour le Chef de pôle / le responsable d'unité territoriale / le chef de service empêché, le... »

**Article 11** : Le présent arrêté ne concerne pas les signatures pour lesquelles l'agent a, par sa fonction et sa compétence, le niveau de signature requis pour engager la DIRECCTE LR.

**Article 12** : L'arrêté de subdélégation de Monsieur Philippe MERLE du 1<sup>er</sup> août 2014 est abrogé.

**Article 13** : Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, et les subdélégués désignés sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Languedoc-Roussillon.

Fait à Montpellier, le 2 février 2015

LE DIRECTEUR REGIONAL DES  
ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE  
LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE  
L'EMPLOI

signé

Philippe MERLE





PREFECTURE REGION LANGUEDOC- ROUSSILLON

## **Décision n ° 2015033-0002**

**signé par**  
**Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi LR**

**le 02 Février 2015**

**DIRECCTE**

Décision de subdélégation de signature de Philippe Merle, DIRECCTE LR, pour la validation des actes CHORUS des programmes 102 103 111 134 155 333 309 788 FSE et FEDER



## PREFECTURE DE LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON

Direction des Entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi  
Languedoc-Roussillon

### DECISION DE SUBDELEGATION DE SIGNATURE

---

**PORTANT DE SUBDELEGATION DE SIGNATURE au titre du décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique de Monsieur Philippe MERLE, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Languedoc-Roussillon, en qualité :**

- **Responsable des budgets opérationnels de programme 102, 103, 036, 037, 111, 134**
  - **Responsable d'unité opérationnelle BOP 102, 103, 036, 037, 111, 134, 155, 309, 333, 788 pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses imputées sur le budget de l'Etat.**
- 

### **LE DIRECTEUR REGIONAL DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DU LANGUEDOC-ROUSSILLON**

Vu les arrêtés préfectoraux du 14 janvier 2013 de Monsieur le préfet de la région Languedoc-Roussillon portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire délégué à Monsieur Philippe MERLE, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Languedoc-Roussillon ;

Vu les arrêtés du 14 janvier 2013 de Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Languedoc-Roussillon portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire délégué aux agents sous son autorité nommément désignés ;

### **DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est donné subdélégation de signature :

à Mesdames Solange **ALVARADO** et Elise **TROUDET**, contrôleurs du travail, et Monsieur Marc **DELOFFRE**, attaché d'administration au secrétariat général de la DIRECCTE LR.

Cette subdélégation s'applique, sans préjudice des arrêtés de subdélégations susvisés, dans le cadre de l'utilisation de l'application CHORUS, à la validation des actes d'ordonnancement secondaire délégué et de gestion pris en qualité de service prescripteur pour les crédits portés par les programmes visés ci-dessous :

- 102 « accès et retour à l'emploi »
- 103 « accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi »
- Programmes du Fonds social européen
- Programme 017 FEDER
- 111 « amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail »
- 134 « développement des entreprises et de l'emploi »
- 155 « conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail »
- 309 « entretien de bâtiments de l'Etat »
- 333 « moyens mutualisés des administrations déconcentrées »
- 788 « Contractualisation pour le développement et la modernisation de l'apprentissage »

**Article 2** : L'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 2014 est abrogé.

**Article 3** : Le directeur régional des entreprises, de la concurrence de la consommation du travail et de l'emploi et les délégués sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Languedoc-Roussillon.

Fait à Montpellier, le 2 février 2015

POUR LE PREFET DE REGION,  
LE DIRECTEUR REGIONAL DES ENTREPRISES,  
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,  
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DU LANGUEDOC-  
ROUSSILLON

signé

PHILIPPE MERLE



PREFECTURE REGION LANGUEDOC- ROUSSILLON

## **Autre n ° 2015028-0006**

**signé par**  
**Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales**

**le 28 Janvier 2015**

**DRAAF**

Avenant n ° 2 à l'avenant n ° 1 du 14 janvier 2015 et à l'arrêté n ° 2015007-0003 du 7 janvier 2015 et fixant la composition définitive relatif aux élections MSA : composition de la commission électorale départementale de l'Hérault.

PRÉFET DE LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON

Direction régionale de  
l'alimentation de l'agriculture  
et de la forêt

Service régional agriculture  
forêt et territoires

**Avenant n°2 à l'avenant n°1 du 14 janvier 2015 et à l'arrêté n° 2015007-0003 du 7 janvier 2015 et fixant  
la composition définitive**

**Relatif aux élections MSA : composition de la commission électorale départementale de l'Hérault**

**Le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon,  
Préfet de l'Hérault,**

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles et R.723-44 et R.723-61;

Vu l'article L. 2121-1 du code du travail ;

Vu l'article 2 de la loi n°99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole ;

Vu l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 90-187 du 28 février 1990 modifié relatif à la représentation des organisations syndicales d'exploitants agricoles au sein de certains organismes ou commissions ;

Vu l'arrêté du 30 mai 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives au niveau national et interprofessionnel ;

Vu l'arrêté préfectoral du fixant la représentativité des organisations syndicales d'exploitants agricoles ;

Vu les listes déposées par les syndicats de salariés agricoles pour l'élection des délégués cantonaux de la Mutualité Sociale Agricole ;

Vu les résultats des dernières élections à la chambre d'agriculture de l'**Hérault**,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>.** – La présidence de la commission électorale chargée de procéder à compter du **3 février 2015** à la surveillance des opérations d'émargement et de dépouillement et à la proclamation des résultats du bureau de vote de Montpellier, Hérault (**MSA LANGUEDOC**) est confiée à **Madame Nicole CRÉBASSA, Attachée principale d'administration, chef du Pôle ressources humaines (DRAAF Languedoc-Roussillon)**.

En cas d'empêchement de **Madame Nicole CRÉBASSA**, la présidence sera assurée par **M. Michel TALLEC, Ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, chef de pôle adjoint, service Franceagrimer (DRAAF Languedoc-Roussillon).**

**Article 2.** – Les organisations syndicales de salariés agricoles représentatives au plan national sont représentées au sein de la commission électorale en fonction du nombre de listes qu'elles ont déposées pour ces élections par :

1. **M. LOSSE Gérard** , représentant titulaire du syndicat C.G.T.
2. **M. PARGOIRE Jean-Louis** , représentant titulaire du syndicat C.G.T.
3. **M. ARTIERES Jean** , représentant titulaire du syndicat C.F.D.T.
4. **M. MOULET Albert** , représentant titulaire du syndicat CFE - CGC
5. **M. MARTY Jean-Paul** , représentant titulaire du syndicat C.F.T.C.
6. **M. PONS Patrick** , représentant titulaire du syndicat FO.

1. **non désigné** , représentant suppléant du syndicat C.G.T.
2. **non désigné** , représentant suppléant du syndicat C.G.T.
3. **M. BOYER Jean-Michel** , représentant suppléant du syndicat C.F.D.T.
4. **M. STARANTINO Pierre** , représentant suppléant du syndicat CFE - CGC
5. **M. SOMMIER Gérard** , représentant suppléant du syndicat C.F.T.C.
6. **M. CAZORLA Laurent** , représentant suppléant du syndicat FO.

**Article 3.** – Les syndicats d'exploitants agricoles reconnus représentatifs au niveau départemental sont représentés au sein de la commission électorale par :

1. **M. COMPAN Christophe** , représentant titulaire de la FDSEA- Jeunes agriculteurs de l'Hérault
2. **M. VAILLE Philippe** , représentant titulaire de la FDSEA- Jeunes agriculteurs de l'Hérault (au titre des employeurs de main-d'œuvre)
3. **Mme ALAUZE Emilie** , représentante titulaire de la FDSEA- Jeunes agriculteurs de l'Hérault
4. **M. BOUDET Alexandre** , représentant titulaire de la FDSEA- Jeunes agriculteurs de l'Hérault
5. **Mme MALLANTS Amandine** , représentante titulaire de la Confédération Paysanne de l'Hérault
6. **M. BOURRELY Claude** , représentant titulaire de la Coordination Rurale l'Hérault

1. **M. PONTIER Michel** ,représentant suppléant de la FDSEA-Jeunes agriculteurs de l'Hérault
2. **M. CARRETIER Denis** ,représentant suppléant de la FDSEA-Jeunes agriculteurs de l'Hérault
3. **M. BONNAFOUX Olivier** ,représentant suppléant de la FDSEA-Jeunes agriculteurs de l'Hérault
4. **M. CAZALS Eric** ,représentant suppléant de la FDSEA-Jeunes agriculteurs de l'Hérault
5. **M. POZZO DI BORGIO Pierre** ,représentant suppléant de la Confédération Paysanne de l'Hérault
6. **non désigné** ,représentant suppléant de la Coordination Rurale l'Hérault

**Article 4.** – Les missions de la commission électorale prennent fin au lendemain de la proclamation des résultats.

**Article 5** - Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Languedoc-Roussillon.

Fait à Montpellier, 28 janvier 2015

P/Le Préfet,

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales

Signé

Michel STOUMBOFF



PREFECTURE REGION LANGUEDOC- ROUSSILLON

## **Arrêté n °2015027-0001**

**signé par  
Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales**

**le 27 Janvier 2015**

**DRAC**

ARRÊTÉ portant inscription au titre des monuments historiques de la maison Douzans 1 rue Thomas Pascal à BANYULS- SUR-MER (Pyrénées- Orientales)



PREFECTURE DE LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON

Direction régionale  
des affaires culturelles  
Pôle Architecture  
et Patrimoine

**ARRÊTÉ n°  
portant inscription au titre des monuments historiques de  
la maison Douzans 1 rue Thomas Pascal  
à BANYULS-SUR-MER (Pyrénées-Orientales)**

**Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon,  
Préfet de l'Hérault,**

**Vu** le code du patrimoine, livre VI, titres I et II ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les départements et les régions ;

**Vu** l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites entendue en sa séance du 9 décembre 2014 ;

**Vu** les autres pièces produites et jointes au dossier ;

**Considérant** que la maison de la famille Douzans à BANYULS-SUR-MER (Pyrénées-Orientales) présente un intérêt d'histoire et d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation en raison de la présence de peintures ornant les murs et la cheminée de la salle à manger, qui sont des œuvres de jeunesse du peintre et sculpteur Aristide Maillol originaire de Banyuls, représentatives de sa période nabi ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : est inscrite au titre des monuments historiques, la maison Douzans, à savoir en totalité la pièce située au rez-de-chaussée contenant des peintures d'Aristide Maillol et les façades et toitures de la maison, située 1 rue Thomas Pascal à BANYULS-SUR-MER (Pyrénées-Orientales) sur la parcelle AD 320, telle que définie sur le plan annexé, appartenant à Mme Nathalie MAGNE épouse SPITZLEI, demeurant 1 avenue du Bicentenaire 66470 Sainte-Marie-La-Mer.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté, dont une copie sera adressée sans délai au ministre de la culture et de la communication, sera publié au fichier immobilier de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

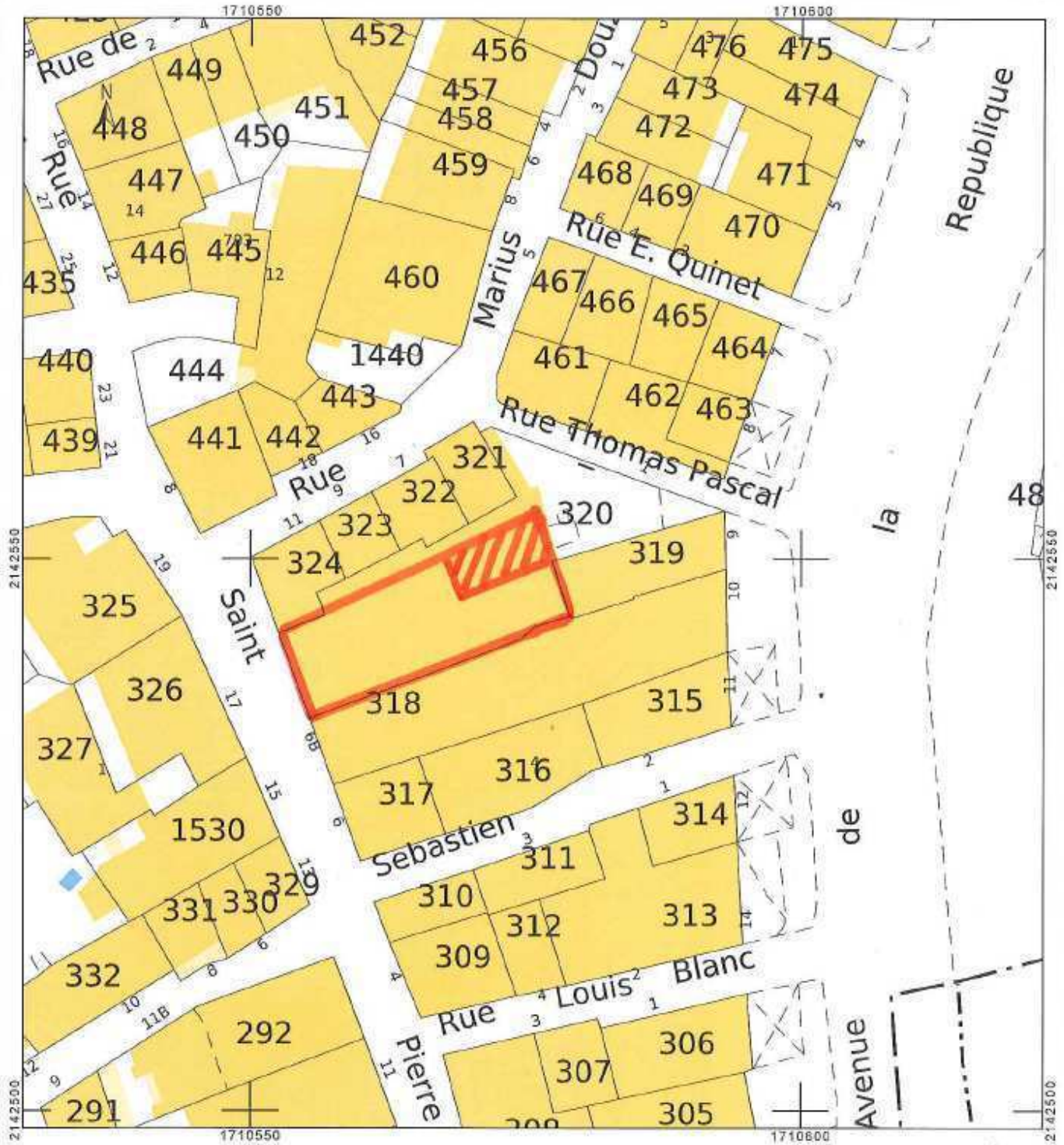
**ARTICLE 3** : Il sera notifié au préfet du département, au maire et à la propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Montpellier, le 27 janvier 2015  
P/le Préfet, le Secrétaire Général pour les  
Affaires Régionales

Michel STOUMBOFF



Plan annexé à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques de  
**la maison Douzans, 1 rue Thomas Pascal**  
à BANYULS-SUR-MER (Pyrénées-Orientales)



34 Place des Martyrs de la Résistance – 34062 Montpellier cedex  
Standard : 04 67 61 61 61 – Site Internet : <http://www.languedoc-roussillon.gouv.fr>



PREFECTURE REGION LANGUEDOC- ROUSSILLON

## **Arrêté n ° 2015022-0002**

**signé par**  
**Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales**

**le 22 Janvier 2015**

**Mission Nationale de Contrôle**

Arrêté modifiant l'arrêté n ° 2011294-0007 du  
21 octobre 2011 portant nomination des  
membres du conseil d'administration de la  
caisse d'assurance retraite et de la santé au  
travail du Languedoc- Roussillon

## PREFET DE LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON

Mission nationale de contrôle et d'audit  
des organismes de sécurité sociale  
Antenne interrégionale de Marseille

**Arrêté n°  
modifiant l'arrêté portant nomination  
des membres du conseil d'administration  
de la caisse d'assurance retraite et de la santé au travail  
du Languedoc-Roussillon**

-----  
**Le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon,  
Préfet de l'Hérault,**

- VU** le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 215-2 pour les caisses d'assurance retraite et de la santé au travail et D.231-2 à D.231-5 du code de la sécurité sociale ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** l'arrêté n° 2011294-0007 du 21 octobre 2011 portant nomination des membres du conseil d'administration de la CARSAT du Languedoc-Roussillon ;
- VU** la proposition du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) en date du 5 janvier 2015 ;
- SUR** proposition de la cheffe de l'antenne interrégionale de la mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale de Marseille.

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'article 1 de l'arrêté susvisé du 21 octobre 2011 est modifié comme suit :

sont nommés membres du conseil d'administration de la caisse d'assurance retraite et de la santé au travail du Languedoc-Roussillon :

En tant que représentant des employeurs :

Sur désignation du MEDEF  
en qualité de titulaire:

- Monsieur HERAN Philippe  
en remplacement de Madame DEMON Véronique

Le tableau annexé au présent arrêté tient compte de cette modification.

.../...

**ARTICLE 2** : Le préfet de la région Languedoc-Roussillon et la cheffe de l'antenne de la mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale, antenne de Marseille, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Languedoc Roussillon.

Fait à Montpellier le 22 janvier 2015

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales

Michel STOUMBOFF

ANNEXE  
à l'arrêté portant nomination des membres du conseil d'administration  
de la Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail du Languedoc- Roussillon

Composition du conseil d'administration:

**Représentants des assurés sociaux**

Confédération générale du travail (CGT)

Titulaire	Madame	DAVID	Jackie
Titulaire	Monsieur	OLIVA	Serge
Suppléant	Monsieur	LACOSTE	Eric
Suppléant	Monsieur	OLLIE	Serge

Confédération française démocratique du travail (CFDT)

Titulaire	Monsieur	DOZ	Michel
Titulaire	Madame	VEYRE	Nathalie
Suppléant	Monsieur	LOHE	Kevin
Suppléant	Monsieur	MARROT	Cédric

Confédération générale du travail – force ouvrière (CGT-FO)

Titulaire	Monsieur	GUIRAL	Michel
Titulaire	Madame	LIMONGI	Marie-Martine
Suppléant	Monsieur	MATAS	Jacques
Suppléant	Monsieur	RIZO	Diego

Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC)

Titulaire	Monsieur	FERNANDEZ	Jean Pierre
Suppléant	Monsieur	BOURREL	Grégory

Confédération française de l'encadrement CGC (CFE-CGC)

Titulaire	Monsieur	BRUM	Francis
Suppléant	Madame	MORELLE	Marie Pascale

## Représentants des employeurs

### Mouvement des entreprises de France (MEDEF)

Titulaire	Monsieur	CAUCAT	Jean-Louis
Titulaire	Monsieur	DJIANE	Bernard
Titulaire	Monsieur	HERAN	Philippe
Titulaire	Monsieur	LACOSTE	Philippe
Suppléant	Madame	BELTRAN	Cécile
Suppléant	Monsieur	BENOIST	Thierry
Suppléant	Monsieur	BIZY	Dominique
Suppléant	Monsieur	VESCOVO	Gérard

### Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME)

Titulaire	Monsieur	BOUSCAREN	Rémy
Titulaire	Madame	RIGAIL	Michèle
Suppléant	Monsieur	BARRAL	Jean
Suppléant	Madame	LECOULS	Pascale

### Union professionnelle artisanale (UPA)

Titulaire	Monsieur	KERMES	Eric
Titulaire	Monsieur	MARCHIS	Henry
Suppléant	Madame	GONZALES	Brigitte
Suppléant	Monsieur	PASTOR	Frédéric

## Autres Représentants

### Fédération nationale de la mutualité française (FNMF)

Titulaire	Monsieur	VERHAEGHE	Régis
Suppléant	Monsieur	CARLA	André

Personnes qualifiées

Monsieur	LE ROCHAIS	Guy
Monsieur	PADILLA	Georges
Monsieur	RIBEAUCOURT	Pierre
Madame	ROSIER	Josiane

Membres avec voix consultative

Union nationale des associations familiales (UNAF) / Union départementale des

Titulaire	Monsieur	GUILARD	Dominique
Suppléant	Madame	BRUNEL	Marie-Chantal



PREFECTURE REGION LANGUEDOC- ROUSSILLON

## **Arrêté n ° 2015028-0004**

**signé par  
Le Préfet de région**

**le 28 Janvier 2015**

**Préfecture de région - Secrétariat Général pour les Affaires Régionales**

Arrêté portant création du Groupement Européen de Coopération Territoriale «Pays d'art et d'histoire transfrontalier Les Vallées Catalanes du Tech et du Ter ».





## **PREFET DE LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON**

SECRETARIAT GENERAL  
POUR LES AFFAIRES  
REGIONALES

### **ARRÊTÉ n° 2015028-0004**

#### **Portant création du Groupement Européen de Coopération Territoriale**

**«Pays d'art et d'histoire transfrontalier Les Vallées Catalanes du Tech et du Ter ».**

#### **LE PREFET DE LA REGION LANGUEDOC ROUSSILLON, PREFET DE L'HERAULT**

- VU** le règlement (CE) n° 1082/2006 du Parlement Européen et du Conseil de l'Union Européenne du 5 juillet 2006, relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT), et plus particulièrement son article 8 ;
- VU** le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 5721-1 et suivants, relatifs aux syndicats mixtes ouverts ;
- VU** les articles L 1115-4, L 1115-4-1, L 1115-4-2 et L 1115-5 du code général des collectivités territoriales) issus de la loi n° 2008-352 du 16 avril 2008 visant à renforcer la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement communautaire relatif à un groupement européen de coopération territoriale ;
- VU** le décret royal 37/2008 du 18 janvier 2008;
- VU** le label « Villes et Pays d'art et d'histoire » obtenu le 24 janvier 2010 et la convention signée le 27 mai 2010 ;
- VU** la délibération du conseil municipal de la commune de Sant Pau de Ségúries (province de Girona) en date du 12 mars 2013 ;
- VU** la délibération du conseil municipal de la commune de Sant Joan de les Abadesses (province de Girona) en date du 30 juillet 2013 ;
- VU** la délibération du conseil municipal de la commune de Camprodon en date du 30 juillet 2013
- VU** la délibération du conseil municipal de la commune de Mollo en date du 6 septembre 2013 ;
- VU** la délibération du conseil municipal de la commune de Le Perthus en date du 24 septembre 2013 ;
- VU** la délibération du conseil municipal de la commune de Les Cluses en date du 1<sup>er</sup> octobre 2013 ;
- VU** la délibération du conseil municipal de la commune de Llanars en date du 3 octobre 2013 ;
- VU** la délibération du conseil municipal de la commune de Setcases (province de Girona) en date du 8 octobre 2013 ;
- VU** la délibération de la Mancomunitat de la Vall de Camprodon (province de Girona) en date du 4 novembre 2013 ;
- VU** la délibération du Pays Pyrénées Méditerranée en date du 8 novembre 2013 ;
- VU** la délibération du conseil municipal de la commune de Villalonga de Ter (Province de Girona) en date du 18 novembre 2013 ;

**VU** la délibération du conseil municipal de la commune de l'Albère en date du 8 mars 2014 ;  
**VU** la délibération de la communauté de communes du Vallespir en date du 10 octobre 2014 ;  
**VU** la délibération de la communauté de communes du Haut Vallespir en date du 27 février 2014 ;  
**VU** les échanges entre les ministères des affaires étrangères et de l'intérieur avec les autorités espagnoles ;  
**VU** la convention et les statuts portant création du GECT validés par les ministères de l'intérieur, et des affaires étrangères ;  
**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire général pour les affaires régionales ;

## **A R R Ê T E**

**ARTICLE 1** : Un groupement européen de coopération territoriale (GECT) est constitué entre les membres suivants, signataires de la convention de coopération :

**Côté français :**

la commune de l'Albère  
la commune de Camprodon ;  
la commune de Les Cluses ;  
la commune de Le Perthus ;  
la commune de Llanars ;  
la commune de Mollo ;  
la communauté de communes du Haut Vallespir ;  
la communauté de communes du Vallespir ;  
le Pays Pyrénées Méditerranée.

**Côté Espagnol (province de Girona) :**

la commune de Sant Joan de les Abadesses ;  
la commune de Sant Pau de Ségúries ;  
la commune de Setcases ;  
la Mancomunitat de la Vall de Camprodon ;  
la commune de Villalonga de Ter.

**ARTICLE 2** : le GECT est dénommé «Pays d'Art et d'Histoire les Vallées Catalanes du Tech et du Ter ».

**ARTICLE 3** : Le GECT ainsi constitué a pour objet de faciliter et d'encourager la coopération territoriale entre ses membres dans le but exclusif de renforcer la cohésion économique et sociale, en matière notamment de développement du tourisme et dans le domaine patrimonial.

**ARTICLE 4** : Le siège du GECT est fixé en France, à Prats-de-Mollo-la-Preste (Pyrénées-Orientales).

**ARTICLE 5** : L'organisation de l'Assemblée et les modalités de fonctionnement du GECT sont précisées dans les statuts ci-annexés.

**ARTICLE 6** : La nomination de l'agent comptable fera l'objet d'un arrêté complémentaire.

**ARTICLE 7** : La convention de coopération et les statuts du GECT sont annexés au présent arrêté.

**ARTICLE 8** : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 9** : Monsieur le Secrétaire Général pour les affaires régionales du Languedoc-Roussillon et chacun des membres constituant le groupement européen de coopération territoriale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur régional des finances publiques de la région Languedoc-Roussillon et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Languedoc-Roussillon.

Fait à Montpellier, le 28 janvier 2015

Le Préfet,

Signé :

Pierre de BOUSQUET

CONVENTION DU  
GROUPEMENT EUROPEEN  
DE COOPERATION  
TERRITORIALE (GECT)



Pays d'Art et d'Histoire  
Transfrontalier Les Vallées  
Catalanes du Tech et du Ter

CONVENIO DE LA  
AGRUPACIÓN EUROPEA  
DE COOPERACIÓN  
TERRITORIAL (AECT)



País de Arte e Historia  
Transfronterizo Los Valles  
Catalanes del Tec y el Ter

CONVENI DE  
L'AGRUPACIÓ EUROPEA  
DE COOPERACIÓ  
TERRITORIAL (AECT)



País d'Art i d'Història  
Transfronterer Les Valls Catalanes  
del Tec i del Ter

## Sommaire

→ Préambule	
<b>Article 1</b> → Nom	
<b>Article 2</b> → Siège administratif du GECT	
<b>Article 3</b> → Territoire de compétence du GECT	
<b>Article 4</b> → Objectifs et missions	
4.1- <i>Objectifs spécifiques</i>	
4.2- <i>Missions</i>	
<b>Article 5</b> → Durée du GECT	
<b>Article 6</b> → Conditions de la dissolution du GECT	
<b>Article 7</b> → Liste des membres	
<b>Article 8</b> → Droit applicable à l'interprétation et à l'application de la Convention	
<b>Article 9</b> → Reconnaissance mutuelle pour le contrôle financier	
<b>Article 10</b> → Procédures de modification de la Convention	
<b>Article 11</b> → Dispositions finales	

## Sumario

→ Preámbulo	
<b>Cláusula 1</b> → Nombre	
<b>Cláusula 2</b> → Domicilio Social de la AECT	
<b>Cláusula 3</b> → Ámbito territorial de la AECT	
<b>Cláusula 4</b> → Objetivos y Funciones	
4.1- <i>Objetivos específicos</i>	
4.2- <i>Funciones</i>	
<b>Cláusula 5</b> → Duración de la AECT	
<b>Cláusula 6</b> → Condiciones de disolución de la AECT	
<b>Cláusula 7</b> → Lista de miembros	
<b>Cláusula 8</b> → Legislación aplicable a la interpretación y aplicación del Convenio	
<b>Cláusula 9</b> → Reconocimiento mutuo para el control financiero	
<b>Cláusula 10</b> → Procedimientos de modificación del Convenio	
<b>Cláusula 11</b> → Disposiciones finales	

## Sumari

→ Preàmbul	3
<b>Article 1</b> → Nom	6
<b>Article 2</b> → Domicili social de l'AECT	6
<b>Article 3</b> → Àmbit territorial de l'AECT	6
<b>Article 4</b> → Objectius i funcions	7
4.1- <i>Objectius específics</i>	7
4.2- <i>Funcions</i>	7
<b>Article 5</b> → Durada de l'AECT	7
<b>Article 6</b> → Condicions de dissolució de l'AECT	8
<b>Article 7</b> → Llista dels membres	8
<b>Article 8</b> → Legislació aplicable a l'interpretació i a l'aplicació del Conveni	9
<b>Article 9</b> → Reconeixement mutu per al control financer	9
<b>Article 10</b> → Procediments de modificació del Conveni	10
<b>Article 11</b> → Disposicions finals	10

## → Préambule

Au vu de la volonté des membres du territoire du Pays d'Art et d'Histoire transfrontalier Les Vallées Catalanes du Tec et du Ter de mettre en œuvre dans les meilleures conditions leur projet culturel commun dans le cadre du label « Villes et Pays d'Art et d'Histoire », obtenu le 14 janvier 2010 et dont la Convention a été signée le 27 mai 2010, il est apparu la nécessité impérieuse de mobiliser l'outil juridique du Groupement Européen de Coopération Territoriale.

### Le label "Villes et Pays d'Art et d'Histoire"

Le label "Villes et Pays d'Art et d'Histoire" est un label français attribué par le ministre de la Culture et de la Communication, après avis du Conseil National des Villes et Pays d'Art et d'Histoire.

Il qualifie des territoires, communes ou regroupements de communes qui, conscients des enjeux que représente l'appropriation de leur architecture et de leur patrimoine par les habitants s'engagent dans une démarche active de connaissance, de conservation, de médiation et de soutien à la création et à la qualité architecturale et du cadre de vie.

Cet engagement s'inscrit dans une perspective de développement culturel, social et économique et répond à l'objectif suivant : assurer la transmission aux générations futures des témoins de l'histoire et du cadre de vie par une démarche de responsabilisation collective.

La médiation de l'architecture et du patrimoine, outil de développement durable, intègre la construction des projets urbanistiques et architecturaux d'aujourd'hui dans une conscience de continuité, impliquant fortement la communauté et chacun des citoyens qui la composent vis-à-vis de la société actuelle et future.

*Le projet culturel « Villes et Pays d'Art et d'Histoire » associe dans sa démarche tous les éléments - patrimoine naturel et paysager, architectural, urbain et mobilier, patrimoine technique et ethnologique - qui contribuent à l'identité d'un territoire en associant les citoyens et en impliquant les acteurs qui participent à la qualité architecturale et paysagère du cadre de vie.*

## → Preámbulo

Vista la voluntad de los miembros del territorio del País de Arte e Historia transfronterizo Los Valles catalanes del Tec y el Ter de poner en ejecución en las mejores condiciones su proyecto cultural común en el marco del distintivo francés " Ciudades y Países de Arte e Historia ", obtenido el 19 de noviembre de 2009 y cuyo convenio se firmó el 27 de mayo de 2010, se ha presentado la necesidad imperiosa de recurrir al instrumento jurídico de la Agrupación Europea de Cooperación Territorial.

### El distintivo « Ciudades y Países de Arte e Historia »

La marca " Ciudades y Países de Arte e Historia " es un distintivo francés otorgado por el *Ministre de la Culture et de la Communication*, según el criterio del *Conseil National des Villes et Pays d'Art et d'Histoire*.

Califica territorios, municipios o agrupaciones de municipios que, conscientes de lo que representa la aprehensión de su arquitectura y su patrimonio por sus habitantes, se comprometen a una gestión activa para el conocimiento, la conservación, la mediación y el apoyo a la creación y calidad arquitectónica, y del estilo de vida.

Este compromiso se inscribe en una perspectiva de desarrollo cultural, social y económico y responde al objetivo siguiente: asegurar la transmisión a las generaciones futuras de los testigos de la historia y del estilo de vida para una gestión de responsabilidad colectiva.

La mediación de la arquitectura y del patrimonio, instrumento de desarrollo sostenible, integra la construcción de proyectos urbanísticos y arquitectónicos actuales en una idea de continuidad, implicando fuertemente a la comunidad y a cada uno de los ciudadanos que la forman frente a la sociedad actual y a la futura.

El proyecto cultural " Ciudades y Países de Arte e Historia " asocia en su gestión todos los elementos - patrimonio natural y paisajístico, arquitectónico, urbano y mobiliario, patrimonio técnico y etnológico - que contribuyen a la identidad de un territorio vinculando a los ciudadanos e implicando a los actores que participan en la calidad arquitectónica y paisajística del estilo de vida.

## → Preàmbul

Vista la voluntat dels membres del territori del País d'Art i d'Història transfronterer Les Valls Catalanes del Tec i del Ter de posar en funcionament en les millors condicions el seu projecte cultural comú en el marc del distintiu francès « Ciutats i Països d'Art i d'Història », obtinguda el 14 de gener de 2010 i el Conveni de la qual es va signar el 27 de maig de 2010, s'ha presentat la necessitat imperativa de mobilitzar l'eina jurídica de l'Agrupació Europea de Cooperació Territorial.

### El distintiu « Ciutats i Països d'Art i d'Història »

La denominació « Ciutats i Països d'Art i d'Història » és un distintiu francès atorgat pel ministre de Cultura i Comunicació, segons el criteri del Consell Nacional de les Ciutats i Països d'Art i d'Història.

Qualifica els territoris, municipis o agrupacions de municipis que, conscients del valor que representa l'aprehensió de la seva arquitectura i del seu patrimoni pels seus habitants, es comprometen a una gestió activa per al coneixement, la conservació, la mediació i el suport a la creació i a la qualitat arquitectònica, i de l'estil de vida.

Aquest compromís s'inscriu en una perspectiva de desenvolupament cultural, social i econòmic, i respon al següent objectiu: assegurar la transmissió a les generacions futures dels testimonis de la història i dels estils de vida per a una gestió de responsabilitat col·lectiva.

La mediació de l'arquitectura i del patrimoni, eina de desenvolupament sostenible, integra la construcció dels projectes urbanístics i arquitectònics d'avui dins d'una idea de continuïtat, implicant fortament a la comunitat i cadascun dels ciutadans que la formen davant de la societat actual i de la futura.

El projecte cultural « Ciutats i Països d'Art i d'Història » associa en la seva gestió tots els elements - patrimoni natural i paisatgístic, arquitectònic, urbà i mobiliari, patrimoni tècnic i etnològic - que contribueixen a la identitat d'un territori, vinculant als ciutadans i implicant als actors que participen en la qualitat arquitectònica i paisatgista de l'estil de vida.

### **Le Groupement Européen de Coopération Territoriale**

Conformément aux orientations stratégiques communautaires de l'Union Européenne, le développement harmonieux de l'ensemble de la Communauté et le renforcement de la cohésion économique, sociale et territoriale, impliquent le renforcement de la coopération territoriale.

L'objectif est désormais, de réduire les difficultés rencontrées par les Etats membres mais surtout par les régions et les collectivités locales dans la réalisation et la gestion des actions de coopération territoriale, en raison notamment des différences entre les législations et procédures nationales.

Pour surmonter ces obstacles, l'Union Européenne a élaboré un nouvel instrument: le Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT). Cet outil est doté de la personnalité juridique et de la capacité d'agir au nom et pour le compte de ses membres dont les collectivités régionales et locales qui le composent.

Sa mission est de faciliter et promouvoir la coopération territoriale pour renforcer la cohésion économique et sociale.

Le Groupement peut, d'une part, mettre en œuvre des programmes ou des projets de coopération territoriale cofinancés par l'Union Européenne, notamment au titre des Fonds structurels conformément au Règlement (CE) n°1083/2006 et au Règlement (CE) n°1080/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif au Fonds Européen de Développement Régional, d'autre part, réaliser des actions de coopération territoriale à la seule initiative des Etats membres et des autorités régionales et locales avec ou sans contribution financière de l'Union Européenne.

Le règlement CE n° 1082/2006 du Parlement européen et du Conseil, du 05 juillet 2006 institue et fixe les règles du Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT). Ce règlement est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2006.

Les dispositions nationales de la France ont été adoptées par le Sénat le 24 janvier 2007 dans le cadre du « Projet de loi relatif à l'expérimentation du transfert de la gestion des fonds structurels européens et à la coopération décentralisée ».

### **La Agrupación Europea de Cooperación Territorial**

Conforme a las orientaciones estratégicas europeas, el desarrollo armonioso del conjunto de la Unión Europea y el refuerzo de la cohesión económica, social y territorial requieren estrechar la cooperación territorial.

El objetivo es, de ahora en adelante, paliar las dificultades que los Estados miembros pero, sobre todo, las autoridades regionales y locales, encuentran a la hora de llevar a cabo y gestionar las actividades de cooperación territorial debido particularmente a las diferencias entre legislaciones y procedimientos nacionales.

Para superar estos obstáculos, la Unión Europea ha elaborado un nuevo instrumento: la Agrupación Europea de Cooperación Territorial (AECT). Este instrumento está dotado de personalidad jurídica y capacidad para actuar en nombre y por cuenta de sus miembros, entre los que se hallan las autoridades regionales y locales que integran la AECT.

Su objetivo es facilitar y fomentar la cooperación territorial para reforzar la cohesión económica, social y territorial.

La Agrupación puede actuar, bien para aplicar programas o proyectos de cooperación territorial cofinanciados por la Unión Europea, en particular con cargo a los Fondos Estructurales conforme al Reglamento (CE) n°1083/2006 y al Reglamento (CE) n°1080/2006 del Parlamento Europeo y del Consejo, de 5 de julio de 2006, relativo al Fondo Europeo de Desarrollo Regional, o bien para llevar a cabo acciones de cooperación territorial por iniciativa exclusiva de los Estados miembros y de sus autoridades regionales y locales, con o sin intervención financiera de la Unión Europea.

El reglamento CE n° 1082/2006 del Parlamento europeo y del Consejo, de 05 de julio de 2006, instituye y fija las reglas de la Agrupación Europea de Cooperación Territorial (AECT). Este reglamento entró en vigor el 1 de agosto de 2006.

Las disposiciones nacionales de Francia han sido adoptadas por el Senado el 24 de enero de 2007 en el marco del "Proyecto de ley relativo a la experimentación de la transferencia de la gestión de fondos estructurales europeos y a la cooperación descentralizada". Después de la adopción por

### **L'Agrupació Europea de Cooperació Territorial**

Conforme a les orientacions estratègiques comunitàries de la Unió Europea, el desenvolupament harmònic del conjunt de la Comunitat i el reforç de la cohesió econòmica, social i territorial, impliquen el reforç de la cooperació territorial.

L'objectiu és, d'ara endavant, reduir les dificultats que els Estats Membres i, sobretot, les autoritats regionals i locals, poden trobar-se a l'hora de realitzar i gestionar accions de cooperació territorial, degut en gran mesura a les diferències entre les legislacions i els procediments nacionals.

Per a superar aquests obstacles, la Unió Europea ha elaborat un nou instrument: l'Agrupació Europea de Cooperació Territorial (AECT). Aquesta eina està dotada de personalitat jurídica i de capacitat per actuar en nom i representació dels seus membres, d'entre ells, les autoritats regionals i locals integrants de l'AECT.

El seu objectiu és facilitar i promoure la cooperació territorial per reforçar la cohesió econòmica, social i territorial.

L'Agrupació pot actuar, bé per aplicar programes o projectes de cooperació territorial cofinançats per la Unió Europea, en particular amb càrrec als Fons Estructurals conforme al Reglament (CE) 1083/2006 i al Reglament (CE) núm. 1080/2006, del Parlament Europeu i del Consell, de 5 de juliol de 2006, relatiu al Fons Europeu de Desenvolupament Regional, o bé per dur a terme accions de cooperació territorial per iniciativa exclusiva dels Estats membres i de les seves autoritats regionals i locals, amb o sense intervenció financera de la Unió Europea.

El reglament CE núm. 1082/2006 del Parlament europeu i del Consell, de 05 de juliol de 2006, institueix i fixa les regles de l'Agrupació Europea de Cooperació Territorial (AECT). Aquest reglament va entrar en vigor el 1 d'agost de 2006.

Les disposicions nacionals de França han estat adoptades pel Senat el 24 de gener de 2007 en el marc del «Projecte de llei relatiu a l'experimentació de la transferència de la gestió dels fons estructurals europeus i a la cooperació descentralitzada». Després de l'adopció per l'Assemblea Nacional i pel Senat (el

Après adoption par l'Assemblée Nationale et le Sénat (le 3 avril 2008), la loi est entrée en vigueur le 16 avril 2008 (Loi N°2008-352 du 16 avril 2008). Elle contient un unique article qui modifie le « Code Général des collectivités Territoriales » français.

En Espagne, les dispositions nationales relatives au GECT sont mentionnées dans le Décret Royal 37/2008, du 18 janvier, fixant les mesures nécessaires à l'application effective du Règlement (CE) n°1082/2006, du Parlement Européen et du Conseil du 5 juillet 2006, sur le Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT), et sont entrées en vigueur le 20 janvier de la même année.

Le Groupement Européen de Coopération Territoriale est ainsi l'outil juridique approprié pour mettre en œuvre le label français « Villes et Pays d'Art et d'Histoire » sur la frontière entre la France et l'Espagne.

la Asamblea Nacional y el Senado (el 3 de abril de 2008), la ley entró en vigor el 16 de abril de 2008 (Ley N°2008-352, de 16 de abril de 2008). Esta ley contiene un artículo único que modifica el "Código General francés de las Colectividades Territoriales".

En España, las disposiciones nacionales relativas a la AECT se encuentran previstas en el Real Decreto 37/2008, de 18 de enero, por el que se adoptan las medidas necesarias para la aplicación efectiva del Reglamento (CE) n°1082/2006, del Parlamento Europeo y del Consejo, de 5 de julio de 2006, sobre la Agrupación Europea de Cooperación Territorial (AECT), que entró en vigor el 20 de enero del mismo año.

La Agrupación Europea de Cooperación Territorial es entonces el instrumento jurídico adecuado para poner en ejecución el distintivo francés " Ciudades y Paisos de Arte e Historia " en la frontera entre Francia y España.

3 d'abril de 2008), la llei va entrar en vigor el 16 d'abril de 2008 (Llei núm. 2008-352, de 16 d'abril de 2008). Aquesta llei conté un únic article que modifica el «Codi General francès de les col·lectivitats Territorials».

A Espanya, les disposicions nacionals relatives a l'AECT es troben previstes en el Reial Decret 37/2008, de 18 de gener, pel qual s'adopten les mesures necessàries per a l'aplicació efectiva del Reglament (CE) 1082/2006 del Parlament Europeu i del Consell, de 5 de juliol de 2006, sobre l'Agrupació Europea de Cooperació Territorial (AECT), que va entrar en vigor el 20 de gener del mateix any.

L'Agrupació Europea de Cooperació Territorial és doncs, l'eina jurídica adequada per a posar en funcionament el distintiu francès «Ciutats i Països d'Art i d'Història» en el territori transfronterer entre França i Espanya.



### Article 1→ Nom

Il a été formé un Groupement Européen de Coopération Territoriale ayant pour nom « Pays d'Art et d'Histoire Transfrontalier Les Vallées Catalanes du Tec et du Ter » régi par le règlement (CE) n°1082/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 5 juillet 2006, et par les dispositions nationales correspondantes de France et d'Espagne.

### Cláusula 1→ Nombre

Se crea una Agrupación Europea de Cooperación Territorial denominada « País de Arte e Historia Transfronterizo Los Valles Catalanes del Tec y del Ter » que se regirá por el Reglamento (CE) n° 1082/2006 del Parlamento Europeo y del Consejo de 5 de julio de 2006, y por las correspondientes disposiciones nacionales de Francia y de España.

### Article 1→ Nom

Es crea una Agrupació Europea de Cooperació Territorial denominada « País d'Art i Història Transfronterer Les Valls catalanes del Tec i el Ter » que es regirà pel Reglament (CE) núm. 1082/2006 del Parlament Europeu i del Consell de 5 de juliol de 2006, i per les corresponents disposicions nacionals de França i d'Espanya.

### Article 2→ Siège administratif du GECT

Le siège administratif est situé à Prats-de-Mollo-La-Preste dans les Pyrénées-Orientales (France) sur le territoire de compétence du GECT.

### Cláusula 2→ Domicilio Social de la AECT

El domicilio social se sitúa en Prats-de-Mollo-La-Preste, en los Pirénées-Orientales (Francia), en territorio de competencia de la AECT.

### Article 2→ Domicili social de l'AECT

El domicili social queda situat a Prats-de-Mollo-La-Preste, en els Pirénées-Orientals (França), al territori de competència de l'AECT.

### Article 3→ Territoire de compétence du GECT

Le territoire sur lequel le GECT Pays d'Art et d'Histoire Transfrontalier Les Vallées Catalanes du Tec et du Ter exécute sa mission, dans les limites de l'étendue territoriale et des domaines de compétences de ses membres, correspond au périmètre des entités territoriales publiques du GECT, à savoir et par ordre alphabétique :

- Les Communautés de communes du Vallespir et du Haut Vallespir (FR, Département des Pyrénées-Orientales : 66)
- Les communes de L'Albère (FR, 66) ; Camprodon (ES, Girona) ; Les Cluses (FR, 66) ; Llanars (ES, Girona) ; Molló (ES, Girona) ; Le Perthus (FR, 66) ; Sant Joan de les Abadesses (ES, Girona) ; Sant Pau de Segúries (ES, Girona) ; Setcases (ES, Girona) ; Vilallonga de Ter (ES, Girona).

### Cláusula 3→ Ámbito territorial de la AECT

La extensión del territorio sobre el cual la AECT País de Arte y de Historia Transfronterizo Los Valles Catalanes del Tec y del Ter ejecuta sus cometidos, dentro de los límites de su ámbito territorial y de los ámbitos de competencias de sus miembros, corresponde al perímetro de las entidades territoriales públicas de la AECT, es decir y por orden alfabético :

- Las Comunidades de municipios del Vallespir y Alto Vallespir (FR, Departamento de los Pirineos Orientales: 66)
- Los municipios de L'Albère (FR, 66) ; Camprodon (ES, Girona) ; Les Cluses (FR, 66) ; Llanars (ES, Girona) ; Molló (ES, Girona) ; Le Perthus (FR, 66) ; Sant Joan de les Abadesses (ES, Girona) ; Sant Pau de Segúries (ES, Girona) ; Setcases (ES, Girona) ; Vilallonga de Ter (ES, Girona).

### Article 3→ Àmbit territorial de l'AECT

L'extensió del territori sobre el qual l'AECT País d'Art i d'Història Transfronterer Les Valls Catalanes del Tec i del Ter executa la seva missió, dins dels límits del seu àmbit territorial i dels àmbits de competència dels seus membres, correspon al perímetre de les entitats territorials públiques de l'AECT, és a dir, i per ordre alfabètic:

- Les comunitats de municipis del Vallespir i de l'Alt Vallespir (FR, Département des Pyrénées-Orientales : 66)
- Els Municipis de L'Albère (FR, 66) ; Camprodon (ES, Girona) ; Les Cluses (FR, 66) ; Llanars (ES, Girona) ; Molló (ES, Girona) ; Le Perthus (FR, 66) ; Sant Joan de les Abadesses (ES, Girona) ; Sant Pau de Segúries (ES, Girona) ; Setcases (ES, Girona) ; Vilallonga de Ter (ES, Girona).

## Article 4 → Objectifs et missions

### 4.1 - Objectifs spécifiques

- Garantir le respect et la pérennité du Label de Pays d'Art et d'Histoire ;
- Se doter des moyens nécessaires pour atteindre les objectifs fixés dans la Convention de Pays d'Art et d'Histoire Transfrontalier Les Vallées Catalanes du Tech et du Ter, et tels qu'ils y sont stipulés.

#### Objectifs de la Convention de Pays d'Art et d'Histoire :

- Promouvoir la qualité architecturale, urbaine et paysagère et valoriser le patrimoine ;
- Développer une politique des publics par :
  - la sensibilisation des élus, des habitants et des professionnels à leur environnement architectural et paysager et à leur patrimoine matériel et immatériel ;
  - l'initiation du public jeune à l'architecture et au patrimoine ;
  - l'accueil des visiteurs ;
- Renforcer l'attractivité du territoire et permettre le développement culturel par l'émergence d'un tourisme de qualité ;
- Exploiter et diffuser les résultats de la recherche et prendre en compte l'ensemble des ressources du territoire ;
- Mettre en place une plateforme de réflexion et de coordination (échanges méthodologiques et d'expérience) ;
- Communiquer, diffuser et promouvoir les patrimoines matériel et immatériel et leur environnement architectural et paysager.

### 4.2 - Missions

- Définir et mettre en œuvre le projet culturel du territoire
- Mener à bien le programme d'actions pluriannuel

## Article 5 → Durée du GECT

Le GECT Pays d'Art et d'Histoire Transfrontalier Les Vallées Catalanes du Tech et du Ter est constitué pour une durée illimitée.

## Cláusula 4 → Objetivos y Funciones

### 4.1 - Objetivos específicos

- Garantizar el respeto y la perennidad del distintivo de País de Arte e Historia;
- Dotarse de los medios necesarios para alcanzar los objetivos fijados en el Convenio de País de Arte e Historia Transfronterizo Los Valles Catalanes del Tec y del Ter, tal y como son estipulados allí.

#### Objetivos del Convenio de País de Arte e Historia:

- Promover la calidad arquitectónica, urbana y paisajística, y valorizar el patrimonio;
- Desarrollar una política de públicos destinatarios para:
  - la sensibilización de los políticos, los habitantes y los profesionales respecto a su entorno arquitectónico y paisajístico, y a su patrimonio material e inmaterial ;
  - la iniciación del público joven en la arquitectura y el patrimonio;
  - la acogida de los visitantes;
- Reforzar el atractivo del territorio y permitir el desarrollo cultural para la emergencia de un turismo de calidad;
- Explotar y difundir los resultados de la investigación y tomar en consideración el conjunto de recursos del territorio;
- Poner en ejecución una plataforma de reflexión y coordinación (intercambios metodológicos y de experiencias);
- Comunicar, difundir y promover los patrimonios materiales e inmateriales y su entorno arquitectónico y paisajístico.

### 4.2 - Funciones

- Definir y poner en ejecución el proyecto cultural del territorio
- Llevar a cabo el programa pluriannual de acciones

## Cláusula 5 → Duración de la AECT

La AECT País de Arte e Historia Transfronterizo Los Valles Catalanes del Tec y del Ter se constituye por tiempo indefinido.

## Article 4 → Objectius i funcions

### 4.1- Objectius específics

- Garantir el respecte i la perennitat del distintiu de País d'Art i d'Història ;
- Dotar-se dels mitjans necessaris per assolir els objectius fixats dins del conveni de País d'Art i d'Història Transfronterer Les Valls Catalanes del Tec i del Ter, tal com hi són estipulats.

#### Objectius del Conveni de País d'Art i d'Història :

- Promoure la qualitat arquitectònica, urbana i paisatgística i revaloritzar el patrimoni;
- Desenvolupar una política de públics destinataris per a:
  - La sensibilització dels polítics, dels habitants i dels professionals al seu entorn arquitectònic i paisatgístic, i al seu patrimoni material i immaterial ;
  - la iniciació del públic jove a l'arquitectura i el patrimoni ;
  - l'acollida dels visitants ;
- Reforçar l'atractiu del territori i permetre el desenvolupament cultural per permetre l'emergència d'un turisme de qualitat;
- Explotar i difondre els resultats de la recerca i tenir en compte el conjunt dels recursos del territori;
- Posar en funcionament una plataforma de reflexió i de coordinació (intercanvis metodològics i d'experiències);
- Comunicar, difondre i promoure els patrimonis material i immaterial i el seu entorn arquitectònic i paisatgístic.

### 4.2- Funcions

- Definir i posar en funcionament el projecte cultural del territori
- Dur a terme el programa pluriannual d'accions

## Article 5 → Durada de l'AECT

L'AECT País d'Art i d'Història Transfronterer Les Valls Catalanes del Tec i del Ter es constitueix per temps indefinit.

### Article 6 → Conditions de la dissolution du GECT

Sans préjudice des dispositions de l'article 14 du Règlement, le GECT est dissout après décision de l'Assemblée à l'unanimité des membres présents ou représentés et à bulletin secret.

En application des dispositions de l'article 12 du Règlement communautaire n°1082/2006 du Parlement et du Conseil du 5 juillet 2006, en ce qui concerne la liquidation, le GECT est soumis à la législation de l'Etat membre dans lequel il a son siège.

La décision de dissolution fixe les conditions de liquidation dans le respect du droit du lieu du siège du GECT.

### Article 7 → Liste des membres

Les membres du GECT Pays d'Art et d'Histoire Transfrontalier Les Vallées Catalanes du Tech et du Ter, dans les limites de leurs compétences en vertu de leur droit national respectif, sont dans l'ordre alphabétique :

#### 1- Les collectivités :

■ La Communauté de Communes du Haut Vallespir (FR, Département des Pyrénées-Orientales) qui comprend les 14 communes de : Amélie-Les-Bains-Palalda ; Artes-sur-Tech ; La Bastide ; Corsavy ; Coustouges ; Lamanère ; Montbolo ; Montferrer ; Prats-de-Mollo-La-Preste ; Saint-Laurent-de-Cerdans ; Saint-Marsal ; Serralongue ; Taulis ; Le Tech ;

■ La Communauté de Communes du Vallespir (FR, Département des Pyrénées-Orientales) qui comprend les 7 communes de : Le Boulou ; Céret ; Maureillas-Las-Illas ; Reynès ; Saint-Jean-Pla-de-Corts ; Taillat ; Vivès ;

Les communes de :

- L'Albère (FR, Département des Pyrénées-Orientales) ;
- Camprodon (ES, Province de Girona) ;
- Les Cluses (FR, Département des Pyrénées-Orientales) ;
- Llanars (ES, Province de Girona) ;
- Molló (ES, Province de Girona) ;
- Le Perthus (FR, Département des Pyrénées-Orientales) ;
- Sant Joan de les Abadesses (ES, Province de Girona) ;

### Cláusula 6 → Condiciones de disolución de la AECT

Sin perjuicio de lo dispuesto en el artículo 14 del Reglamento, la AECT se disuelve por decisión de la Asamblea por unanimidad de los miembros presentes o representados y por voto secreto.

En aplicación de las disposiciones del artículo 12 del Reglamento europeo n°1082 / 2006 del Parlamento y del Consejo del 5 de julio de 2006, por lo que respecta a la liquidación, la AECT se regirá por la legislación del Estado miembro en que tenga su domicilio social.

La decisión de disolución fija las condiciones de liquidación respetando el derecho del lugar del domicilio social de la AECT.

### Cláusula 7 → Lista de miembros

Los miembros de la AECT País de Arte e Historia Transfronterizo Los Valles Catalanes del Tec y del Ter, dentro de los límites de sus competencias y según su derecho nacional respectivo, son, por orden alfabético:

#### 1- Las Colectividades :

■ La Comunidad de Municipios del Alto Vallespir (FR, Département des Pyrénées-Orientales) que comprende los 14 municipios de: Amélie-Les-Bains-Palalda ; Artes-sur-Tech ; La Bastide ; Corsavy ; Coustouges ; Lamanère ; Montbolo ; Montferrer ; Prats-de-Mollo-La-Preste ; Saint-Laurent-de-Cerdans ; Saint-Marsal ; Serralongue ; Taulis ; Le Tech ;

■ La Comunidad de Municipios del Vallespir (FR, Département des Pyrénées-Orientales) que comprende los 7 municipios de: Le Boulou ; Céret ; Maureillas-Las-Illas ; Reynès ; Saint-Jean-Pla-de-Corts ; Taillat ; Vivès ;

Los municipios de:

- L'Albère (FR, Département des Pyrénées-Orientales) ;
- Camprodon (ES, Province de Girona) ;
- Les Cluses (FR, Département des Pyrénées-Orientales) ;
- Llanars (ES, Province de Girona) ;
- Molló (ES, Province de Girona) ;
- Le Perthus (FR, Département des Pyrénées-Orientales) ;
- Sant Joan de les Abadesses (ES, Province de Girona) ;

### Article 6 → Conditions de dissolution de l'AECT

Sans préjudice de ce que dispose l'article 14 del Reglament, L'AECT es dissol per decisió de l'Assemblea per unanimitat dels membres presents o representats i per vot secret.

En aplicació de les disposicions de l'article 12 del Reglament comunitari núm. 1082/2006 del Parlament i del Consell, de 5 de juliol de 2006, pel que fa a la liquidació, l'AECT es regirà per la legislació de l'Estat membre on tingui el domicili social.

La decisió de dissolució fixa les condicions de liquidació, en aplicació del dret del lloc del domicili social de l'AECT.

### Article 7 → Llista dels membres

Els membres de l'AECT País d'Art i d'Història Transfronterer Les Valls Catalanes del Tec i del Ter, dins dels límits de les seves competències i segons el dret nacional respectiu, són, per ordre alfabètic :

#### 1- Les Colectivitats :

■ La Comunitat de Municipis de l'Alt Vallespir (FR, Département des Pyrénées-Orientales) que comprèn els 14 municipis de: Amélie-Les-Bains-Palalda ; Artes-sur-Tech ; La Bastide ; Corsavy ; Coustouges ; Lamanère ; Montbolo ; Montferrer ; Prats-de-Mollo-La-Preste ; Saint-Laurent-de-Cerdans ; Saint-Marsal ; Serralongue ; Taulis ; Le Tech ;

■ La Comunitat de Municipis del Vallespir (FR, Département des Pyrénées-Orientales) que comprèn els 7 municipis de : Le Boulou ; Céret ; Maureillas-Las-Illas ; Reynès ; Saint-Jean-Pla-de-Corts ; Taillat ; Vivès ;

Les municipis de :

- L'Albère (FR, Département des Pyrénées-Orientales) ;
- Camprodon (ES, Province de Girona) ;
- Les Cluses (FR, Département des Pyrénées-Orientales) ;
- Llanars (ES, Province de Girona) ;
- Molló (ES, Province de Girona) ;
- Le Perthus (FR, Département des Pyrénées-Orientales) ;
- Sant Joan de les Abadesses (ES, Province de Girona) ;

- Sant Pau de Segúries (ES, Provincia de Girona) ;
- Setcases (ES, Provincia de Girona) ;
- Vilallonga de Ter (ES, Provincia de Girona).

**2- les autres entités :**

- la Mancomunitat de la Vall de Camprodon (ES, Provincia de Girona) ;
- le Pays Pyrénées-Méditerranée (FR, Département des Pyrénées-Orientales).

**Article 8 → Droit applicable à l'interprétation et à l'application de la Convention**

L'interprétation et l'application de la Convention sont régies par le Règlement CE n°1082/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 5 juillet 2006, et à titre subsidiaire par les dispositions de la Convention et des Statuts et par les lois de l'Etat membre où le GECT a son siège.

**Article 9 → Reconnaissance mutuelle pour le contrôle financier**

Conformément à l'article 6 du Règlement, le contrôle administratif, budgétaire et financier du Groupement est réalisé conformément au droit français. La Chambre régionale des comptes, juge financier, participe au contrôle du groupement comme organisme d'audit externe indépendant.

Le GECT pourra être soumis à tout autre audit externe confié à un prestataire privé, dans le respect des règles de la commande publique applicables au groupement.

Les autorités françaises chargées du contrôle informent les autorités espagnoles des éventuelles remarques formulées à l'occasion de ce contrôle et leur communiquent par ailleurs toute information sollicitée par ces dernières. Les autorités espagnoles pourront effectuer des contrôles sur les actions du GECT menées en Espagne quand la législation espagnole l'exigera.

Néanmoins les dispositions précitées, lorsque la mission du GECT couvre des actions cofinancées par l'Union Européenne, la législation pertinente en matière de contrôle des fonds structurels est applicable.

- Sant Pau de Segúries (ES, Provincia de Girona) ;
- Setcases (ES, Provincia de Girona) ;
- Vilallonga de Ter (ES, Provincia de Girona).

**2- Los otros entes :**

- la Mancomunitat de la Vall de Camprodon (ES, Provincia de Girona) ;
- el Pays Pyrénées-Méditerranée (FR, Département des Pyrénées-Orientales).

**Cláusula 8 → Legislación aplicable a la interpretación y aplicación del Convenio**

La legislación aplicable a la interpretación y aplicación del Convenio se regirán por el Reglamento (CE) n°1082/2006 del Parlamento Europeo y del Consejo del 5 de julio de 2006 y a título subsidiario por las disposiciones del Convenio y de los Estatutos y por las leyes del Estado miembro donde esté ubicado el domicilio social de la AECT.

**Cláusula 9 → Reconocimiento mutuo para el control financiero**

De conformidad con el artículo 6 del Reglamento, el control administrativo, presupuestario y financiero de la Agrupación se realiza conforme al derecho francés. La Cámara Regional de Cuentas, el juez Financiero, participa en el control de la agrupación como organismo auditor externo independiente.

La AECT podrá estar sujeta a auditoría externa a cargo de un agente privado, de conformidad con las normas de contratación pública aplicables a la Agrupación.

Las autoridades francesas responsables del control informarán a las autoridades españolas de las observaciones encontradas con motivo de este control y les comunicarán cualquier información adicional que estos últimos les soliciten. Las autoridades españolas podrán llevar a cabo el control de las acciones de la AECT realizadas en España cuando la legislación española lo requiera.

No obstante las disposiciones precedentes, cuando las funciones de la AECT incluyan actuaciones cofinanciadas por la Unión Europea, se aplicará la pertinente legislación relativa al control de los fondos estructurales.

- Sant Pau de Segúries (ES, Provincia de Girona) ;
- Setcases (ES, Provincia de Girona) ;
- Vilallonga de Ter (ES, Provincia de Girona).

**2- Les altres entitats :**

- la Mancomunitat de la Vall de Camprodon (ES, Provincia de Girona) ;
- el Pays Pyrénées-Méditerranée (FR, Département des Pyrénées-Orientales).

**Article 8 → Legislació aplicable a l'interpretació i a l'aplicació del Conveni**

La legislació aplicable a la interpretació i aplicació del Conveni es regiran pel Reglament (CE) núm. 1082/2006 del Parlament Europeu i del Consell Del 5 de juliol de 2006 i, a títol subsidiari, per les disposicions del Conveni i dels Estatuts i per les lleis de l'Estat membre on estigui ubicat el domicili social de l'AECT.

**Article 9 → Reconeixement mutu per al control financer**

De conformitat amb l'article 6 del Reglament, el control administratiu, pressupostari i financer de l'Agrupació es realitza d'acord amb el dret francès. La Cambra Regional de Comptes, el jutge financer, participa en el control de l'agrupació com a organisme d'auditoria extern independent.

L'AECT podrà estar subjecte a una auditoria externa a càrrec d'un proveïdor privat, de conformitat amb les normes de la contractació pública aplicables a l'agrupació.

Les autoritats franceses responsables del control informaran a les autoritats espanyoles de les observacions trobades durant aquest control i els hi comunicaran qualsevol altra informació que aquests darrers els hi sol·licitin. Les autoritats espanyoles podran dur a terme el control de les accions de l'AECT realitzades a Espanya quan la legislació espanyola ho requereixi.

No obstant les disposicions precedents, quan les funcions de l'AECT incloguin accions cofinancades per la Unió Europea, s'aplicarà la legislació pertinent en matèria de control dels fons estructurals.

Dans l'intérêt mutuel de la reconnaissance des systèmes juridiques des membres du GECT *Pays d'Art et d'Histoire Transfrontalier Les Vallées Catalanes du Tech et du Ter* de la part de l'autre État membre participant (France et Espagne), dont les questions du contrôle financier, il est convenu que tous les documents nécessaires pour le contrôle financier doivent être disponibles dans la langue de l'organisme d'audit externe indépendant et dans la forme demandée.

#### **Article 10→ Procédures de modification de la Convention**

Les modifications de la Convention font l'objet d'une décision de l'Assemblée à l'unanimité sur la base d'une proposition d'un membre du Bureau et requièrent l'approbation des membres du GECT.

Les modifications de la Convention et toute modification substantielle des Statuts doivent être approuvées par les États membres conformément à la procédure prévue dans l'article 4 du Règlement (CE) n°1082/2006 du Parlement européen et du Conseil. Les modifications substantielles des Statuts sont celles qui entraînent, directement ou indirectement, une modification de la Convention.

Chaque modification doit être enregistrée et/ou publiée comme il est indiqué dans l'article 5.1 du dit Règlement à savoir enregistrée et/ou publiée conformément au droit français.

Les membres informent les États membres concernés et le Comité des Régions de la modification de la Convention et de l'enregistrement des Statuts.

#### **Article 11→ Dispositions finales**

Les membres du GECT *Pays d'Art et d'Histoire Transfrontalier Les Vallées Catalanes du Tech et du Ter* doivent notifier la présente Convention aux États membres concernés et au Comité des Régions selon l'Article 5 du Règlement (CE) N°1082/2006.

En interés mutuo para el reconocimiento de los sistemas jurídicos de los miembros de la Agrupación europea de Cooperación Territorial del País de Arte e Historia Transfronterizo *Los Valles Catalanes del Tec y del Ter*, por parte del otro Estado miembro participante (Francia y España), y respecto a cuestiones de control financiero, se conviene que todos los documentos necesarios para el control financiero deberán estar disponibles en el idioma del organismo independiente de auditoría externa y en la forma solicitada.

#### **Cláusula 10→ Procedimientos de modificación del Convenio**

Las modificaciones del Convenio están sujetas a una decisión de la Asamblea adoptada por unanimidad sobre la base de una propuesta de un miembro de la Mesa y requieren la aprobación de los miembros de la AECT.

Las modificaciones del Convenio y toda modificación sustancial de los Estatutos deberán ser aprobadas por los Estados miembros de conformidad con el procedimiento expuesto en el artículo 4 del Reglamento (CE) n°1082/2006 del Parlamento europeo y del Consejo. Serán modificaciones sustanciales de los Estatutos aquellas que supongan, directa o indirectamente, una modificación del Convenio.

Cada modificación debe ser registrada y/o publicada como se indica en el artículo 5.1 de dicho Reglamento, es decir, registrada y/o publicada conforme al derecho francés.

Los miembros informan a los Estados miembros implicados y al Comité de las Regiones de la modificación del Convenio y del registro de los Estatutos.

#### **Cláusula 11→ Disposiciones finales**

Los miembros de la AECT *País de Arte e Historia Transfronterizo Los Valles Catalanes del Tec y del Ter* deben notificar el presente Convenio a los Estados miembros implicados y al Comité de las Regiones según el Artículo 5 del Reglamento (CE) N°1082 / 2006.

En l'interès mutu per al reconeixement dels sistemes jurídics dels membres de l'AECT *País d'Art i d'Història Transfronterer Les Valls Catalanes del Tec i del Ter*, per part de l'altre Estat Membre participant (França i Espanya), respecte a les qüestions del control financer, és convé que tots els documents necessaris per al control financer han d'estar disponibles en l'idioma de l'organisme independent d'auditoria externa en la forma sol·licitada.

#### **Article 10→ Procediments de modificació del Conveni**

Les modificacions del Conveni estan subjectes a una decisió de l'Assemblea per unanimitat sobre la base d'una proposta d'un membre de la Mesa i requereixen l'aprovació dels membres de l'AECT.

La modificació del Conveni i tota modificació substancial dels Estatuts han de ser aprovades pels Estats membres de conformitat amb el procediment previst a l'article 4 del Reglament (CE) núm. 1082/2006 del Parlament europeu i del Consell. Seran modificacions substancials dels Estatuts aquelles que suposin, directament o indirectament, una modificació del Conveni.

Cada modificació ha de ser registrada i/o publicada com s'indica a l'Article 5 del Reglament (CE) núm. 1082/2006, és a dir, registrada i/o publicada de conformitat amb el dret francès.

Els membres informen als Estats Membres implicats i al Comitè de les Regions de la modificació del Conveni i del registre dels Estatuts.

#### **Article 11→ Disposicions finals**

Els membres de l'AECT *País d'Art i d'Història Transfronterer Les Valls Catalanes del Tec i del Ter* han de notificar el present Conveni als Estats Membres implicats i al Comitè de les Regions, segons l'Article 5 del Reglament (CE) núm.1082/2006.

<b>Communes :</b>	<b>Municipios :</b>	<b>Municipis :</b>	
L'Albère (FR) <b>Marc DE BESOMBES SINGLA</b> Maire / Alcalde	Le Boulou (FR) <b>Nicole VILLARD</b> Maire / Alcaldesa / Alcaldessa	Céret (FR) <b>Alain TORRENT</b> Maire / Alcalde	Les Cluses (FR) <b>Alexandre PUIGNAU</b> Maire / Alcalde
Maureillas-Las-Illas (FR) <b>André BORDANEIL</b> Maire / Alcalde	Le Perthus (FR) <b>Albert CHISCANO</b> Maire / Alcalde	Reynès (FR) <b>Jean-François DUNYACH</b> Maire / Alcalde	Saint-Jean-Pla-de-Corts (FR) <b>Robert GARRABE</b> Maire / Alcalde
Taillet (FR) <b>Alain RAYMOND</b> Maire / Alcalde	Vivès (FR) <b>Jacques ARNAUDIES</b> Maire / Alcalde		

<b>Collectivité :</b>	<b>Colectividad :</b>	<b>Col.lectivitat :</b>
Communauté de communes du Vallespir <b>Alain TORRENT</b> Président / President		

<b>Autre entité :</b>	<b>Otro ente :</b>	<b>Altra entitat :</b>
Pays Pyrénées-Méditerranée <b>Antoine ANDRE</b> Président / President		

<b>Communes :</b>	<b>Municipios :</b>	<b>Municipis :</b>	
Amélie-les-Bains-Palalda (FR) <b>Alexandre REYNAL</b> Maire / Alcalde	Arlès-sur-Tech (FR) <b>René BANTOURE</b> Maire / Alcalde	La Bastide (FR) <b>Daniel BAUX</b> Maire / Alcalde	Corsavy (FR) <b>Antoine CHRYSOSTOME</b> Maire / Alcalde
Coustouges (FR) <b>Michel ANRIGO</b> Maire / Alcalde	Lamanère (FR) <b>Agnès PARAYRE</b> Maire / Alcaldesa / Alcaldessa	Montferrer (FR) <b>Dominique PETIT</b> Maire / Alcalde	Montbolo (FR) <b>Lucien JULIA</b> Maire / Alcalde
Prats-de-Mollo-La-Preste (FR) <b>Claude FERRER</b> Maire / Alcalde	Saint-Laurent-Cerdans (FR) <b>Louis CASEILLES</b> Maire / Alcalde	Saint-Marsal (FR) <b>Louis PUISEGUR</b> Maire / Alcalde	Serralongue (FR) <b>Jean-Marie BOSCH</b> Maire / Alcalde
Taulis (FR) <b>Nadia MELKOWSKI</b> Maire / Alcaldesa / Alcaldessa	Le Tech (FR) <b>Guillaume CERVANTES</b> Maire / Alcalde		

<b>Collectivité :</b>	<b>Colectividad :</b>	<b>Col.lectivitat :</b>
Communauté de communes du Haut Vallespir <b>René BANTOURE</b> Président / President		

<b>Communes :</b>	<b>Municipios :</b>	<b>Municipis :</b>	
Camprodon (ES) <b>Esteve PUJOL I BADÀ</b> Maire / Alcalde	Llanars (ES) <b>Esteve COSTA I SALA</b> Maire / Alcalde	Molló (ES) <b>Josep COMA I GUITART</b> Maire / Alcalde	Sant Joan de les Abadesses (ES) <b>Ramon ROQUE I RIU</b> Maire / Alcalde
Sant Pau de Segúries (ES) <b>Josep PALOS I SASTRE</b> Maire / Alcalde	Setcases (ES) <b>Carlos FERNANDEZ AMER</b> Maire / Alcalde	Vilallonga de Ter (ES) <b>Paquita PASTORET I BUSQUETS</b> Maire / Alcaldesa / Alcaldessa	

<b>Autre entité :</b>	<b>Otro ente :</b>	<b>Altra entitat :</b>
Mancomunitat de la Vall de Camprodon <b>Ester NOGUER</b> Présidente / Presidente		



**STATUTS DU  
GROUPEMENT EUROPEEN  
DE COOPERATION  
TERRITORIALE (GECT)**



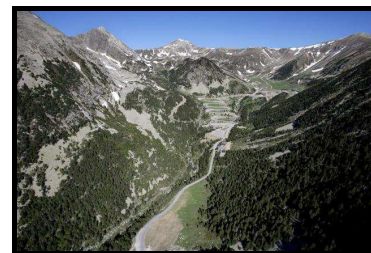
Pays d'Art et d'Histoire  
Transfrontalier Les Vallées  
Catalanes du Tech et du Ter

**ESTATUTOS DE LA  
AGRUPACIÓN EUROPEA  
DE COOPERACIÓN  
TERRITORIAL (AECT)**



País de Arte e Historia  
Transfronterizo Los Valles  
Catalanes del Tec y el Ter

**ESTATUTS DE  
L'AGRUPACIÓ EUROPEA  
DE COOPERACIÓ  
TERRITORIAL (AECT)**



País d'Art i d'Història  
Transfronterer Les Valls Catalanes  
del Tec i del Ter

<b>Sommaire</b>	<b>Sumario</b>	<b>Sumari</b>	
→ Préambule	→ Préambulo	→ Preàmbul	4
<b>Titre I : Eléments de la Convention</b>	<b>Título I: Elementos del convenio</b>	<b>Títol I : Elements del Conveni</b>	7
<b>Article 1</b> → Nom	<b>Artículo 1</b> → Nombre	<b>Article 1</b> → Nom	7
<b>Article 2</b> → Siège administratif du GECT	<b>Artículo 2</b> → Domicilio Social de la AECT	<b>Article 2</b> → Domicili social de l'AECT	7
<b>Article 3</b> → Territoire de compétence du GECT	<b>Artículo 3</b> → Àmbito territorial de la AECT	<b>Article 3</b> → Àmbit territorial de l'AECT	7
<b>Article 4</b> → Objectifs et missions	<b>Artículo 4</b> → Objetivos y Funciones	<b>Article 4</b> → Objectius i funcions	8
4.1- Objectifs spécifiques	4.1- Objetivos específicos	4.1- Objectius específics	8
4.2- Missions	4.2- Funciones	4.2- Funcions	8
<b>Article 5</b> → Durée du GECT	<b>Artículo 5</b> → Duración de la AECT	<b>Article 5</b> → Durada de l'AECT	9
<b>Article 6</b> → Conditions de la dissolution du GECT	<b>Artículo 6</b> → Condiciones de disolución de la AECT	<b>Article 6</b> → Condicions de dissolució de l'AECT	9
<b>Article 7</b> → Liste des membres	<b>Artículo 7</b> → Lista de miembros	<b>Article 7</b> → Llista dels membres	9
<b>Article 8</b> → Droit applicable à l'interprétation et à l'application de la Convention	<b>Artículo 8</b> → Legislación aplicable a la interpretación y aplicación del Convenio	<b>Article 8</b> → Legislació aplicable a l'interpretació i a l'aplicació del Conveni	10
<b>Article 9</b> → Reconnaissance mutuelle pour le contrôle financier	<b>Artículo 9</b> → Reconocimiento mutuo para el control financiero	<b>Article 9</b> → Reconeixement mutu per al control financer	10
<b>Article 10</b> → Procédures de modification de la Convention	<b>Artículo 10</b> → Procedimientos de modificación del Convenio	<b>Article 10</b> → Procediments de modificació del Conveni	11
<b>Article 11</b> → Dispositions finales	<b>Artículo 11</b> → Disposiciones finales	<b>Article 11</b> → Disposicions finals	11
<b>Titre II : Fonctionnement et compétences des organes de direction</b>	<b>Título II: Funcionamiento y competencias de los órganos de dirección</b>	<b>Títol II : Funcionament i competències dels òrgans de direcció</b>	12
<b>Article 12</b> → Assemblée	<b>Artículo 12</b> → Asamblea	<b>Article 12</b> → Assemblea	12
12.1- Composition	12.1- Composición	12.1- Composició	12
12.2- Désignation des représentants des membres	12.2- Nombramiento de representantes de los miembros	12.2- Designació dels representants dels membres	12
12.3- Compétences	12.3- Competencias	12.3- Competències	13
12.4- Missions	12.4- Cometidos	12.4- Comeses	13
12.5- Réunions	12.5- Reuniones	12.5- Reunions	14
12.6- Procédures décisionnelles	12.6- Procedimientos de toma de decisiones	12.6- Procediments de presa de decisió	14
<b>Article 13</b> → Présidence et Vice-présidences	<b>Artículo 13</b> → Dirección (Presidencia) y Vicepresidencias	<b>Article 13</b> → Direcció (Presidència) i Vicepresidències	17
13.1- Désignation	13.1- Nombramiento	13. 1- Designació	17
13.2- Compétences du Président/de la Présidente	13.2- Competencias del/de la Presidente/a	13. 2- Competències del President / de la Presidenta	17
13.3- Missions du Président/de la Présidente	13.3- Cometidos del/de la Presidente/a	13.3- Comeses del President/ de la Presidenta	17
13.4- Vice-présidents/Vice-présidentes	13.4- Vicepresidentes/as	13. 4- Vicepresidents/Vicepresidentes	18
<b>Article 14</b> → Bureau	<b>Artículo 14</b> → Mesa	<b>Article 14</b> → Mesa	18
14.1- Composition	14.1- Composición	14.1- Composició	18
14.2- Election du Bureau	14.2- Elección de la Mesa	14.2- Elecció de la Mesa	19

14.3- <i>Compétences</i>	14.3- <i>Competencias</i>	14.3- <i>Competències</i>	19
14.4- <i>Missions</i>	14.4- <i>Cometidos</i>	14.4- <i>Comeses</i>	19
14.5- <i>Convocation du Bureau</i>	14.5- <i>Convocatoria de la Mesa</i>	14.5- <i>Convocatòria de la Mesa</i>	19
<b>Article 15</b> → Membres	<b>Artículo 15</b> → Miembros	<b>Article 15</b> → Membres	20
15.1- <i>Intégration de nouveaux membres</i>	15.1- <i>Integración de nuevos miembros</i>	15.1- <i>Integració de nous membres</i>	20
15.2- <i>Démision d'un membre</i>	15.2- <i>Dimisión de un miembro</i>	15.2- <i>Dimissió d'un membre</i>	20
<b>Article 16</b> → Partenaires	<b>Artículo 16</b> → Socios	<b>Article 16</b> → Socis	21
<b>Titre III : Fonctionnement opérationnel</b>	<b>Título III : Funcionamiento operativo</b>	<b>Títol III : Funcionament operacional</b>	21
<b>Article 17</b> → Directeur/Directrice	<b>Artículo 17</b> → Gerente	<b>Article 17</b> → Gerent	21
17.1- <i>Désignation</i>	17.1- <i>Nombramiento</i>	17.1- <i>Designació</i>	21
17.2- <i>Compétences</i>	17.2- <i>Competencias</i>	17.2- <i>Competències</i>	21
17.3- <i>Missions</i>	17.3- <i>Cometidos</i>	17.3- <i>Comeses</i>	22
<b>Article 18</b> → Organes consultatifs	<b>Artículo 18</b> → Órganos consultivos	<b>Article 18</b> → Òrgans consultius	22
18.1- <i>Commission de Coordination du Pays d'Art et d'Histoire</i>	18.1- <i>Comisión de Coordinación del País de Arte e Historia</i>	18.1- <i>Comissió de Coordinació del País d'Art i d'Història</i>	22
18.2- <i>Comité Scientifique</i>	18.2- <i>Comité Científico</i>	18.2- <i>Comitè Científic</i>	23
18.3- <i>Comité Technique</i>	18.3- <i>Comité Técnico</i>	18.3- <i>Comitè Tècnic</i>	23
<b>Article 19</b> → Langues de travail	<b>Artículo 19</b> → Idiomas de trabajo	<b>Article 19</b> → Idiomes de treball	24
<b>Article 20</b> → Personnel	<b>Artículo 20</b> → Personal	<b>Article 20</b> → Personal	24
<b>Titre IV : Contributions financières, gestion et responsabilités des membres</b>	<b>Título IV : Aportaciones financieras, gestión y responsabilidades de los miembros</b>	<b>Títol IV : Aportacions financeres, gestió i responsabilitats dels membres</b>	26
<b>Article 21</b> → Contributions financières des membres du GECT	<b>Artículo 21</b> → Aportaciones financieras de los miembros de la AECT	<b>Article 21</b> → Aportacions financeres dels membres de l'AECT	26
<b>Article 22</b> → Ressources	<b>Artículo 22</b> → Recursos	<b>Article 22</b> → Recursos	26
22.1- <i>Ressources</i>	22.1- <i>Recursos</i>	22.1- <i>Recursos</i>	26
22.2- <i>Emprunts</i>	22.2- <i>Préstamos</i>	22.2- <i>Préstecs</i>	27
22.3- <i>Demandes de financement européen</i>	22.3- <i>Solicitud de financiación europea</i>	22.3- <i>Sol·licituds de finançament europeu</i>	27
<b>Article 23</b> → Comptabilité et règles budgétaires	<b>Artículo 23</b> → Contabilidad y normas presupuestarias	<b>Article 23</b> → Comptabilitat i normes pressupostàries	27
<b>Article 24</b> → Responsabilités des membres	<b>Artículo 24</b> → Responsabilidades de los miembros	<b>Article 24</b> → Responsabilitats dels membres	29
<b>Article 25</b> → Autorités responsables	<b>Artículo 25</b> → Autoridades responsables	<b>Article 25</b> → Autoritats responsables	29
<b>Article 26</b> → Litige	<b>Artículo 26</b> → Litigio	<b>Article 26</b> → Litigis	29
<b>Article 27</b> → Modifications statutaires	<b>Artículo 27</b> → Modificaciones de los estatutos	<b>Article 27</b> → Modificacions estatutàries	30
<b>Article 28</b> → Règlement intérieur	<b>Artículo 28</b> → Reglamento interno	<b>Article 28</b> → Reglament intern	30

## → Préambule

Au vu de la volonté des membres du territoire du Pays d'Art et d'Histoire transfrontalier Les Vallées Catalanes du Tech et du Ter de mettre en œuvre dans les meilleures conditions leur projet culturel commun dans le cadre du label « Villes et Pays d'Art et d'Histoire », obtenu le 14 janvier 2010 et dont la Convention a été signée le 27 mai 2010, il est apparu la nécessité impérieuse de mobiliser l'outil juridique du Groupement Européen de Coopération Territoriale.

### Le label "Villes et Pays d'Art et d'Histoire"

Le label "Villes et Pays d'Art et d'Histoire" est un label français attribué par le ministre de la Culture et de la Communication, après avis du Conseil National des Villes et Pays d'Art et d'Histoire.

Il qualifie des territoires, communes ou regroupements de communes qui, conscients des enjeux que représente l'appropriation de leur architecture et de leur patrimoine par les habitants s'engagent dans une démarche active de connaissance, de conservation, de médiation et de soutien à la création et à la qualité architecturale et du cadre de vie.

Cet engagement s'inscrit dans une perspective de développement culturel, social et économique et répond à l'objectif suivant : assurer la transmission aux générations futures des témoins de l'histoire et du cadre de vie par une démarche de responsabilisation collective.

La médiation de l'architecture et du patrimoine, outil de développement durable, intègre la construction des projets urbanistiques et architecturaux d'aujourd'hui dans une conscience de continuité, impliquant fortement la communauté et chacun des citoyens qui la composent vis-à-vis de la société actuelle et future.

Le projet culturel « Villes et Pays d'Art et d'Histoire » associe dans sa démarche tous les éléments - patrimoine naturel et paysager, architectural, urbain et mobilier, patrimoine technique et ethnologique - qui contribuent à l'identité d'un territoire en associant les citoyens et en impliquant les acteurs qui participent à la qualité architecturale et paysagère du cadre de vie.

## → Preámbulo

Vista la voluntad de los miembros del territorio del País de Arte e Historia transfronterizo Los Valles catalanes del Tec y el Ter de poner en ejecución en las mejores condiciones su proyecto cultural común en el marco del distintivo francés " Ciudades y Países de Arte e Historia ", obtenido el 19 de noviembre de 2009 y cuyo convenio se firmó el 27 de mayo de 2010, se ha presentado la necesidad imperiosa de recurrir al instrumento jurídico de la Agrupación Europea de Cooperación Territorial.

### El distintivo « Ciudades y Países de Arte e Historia »

La marca " Ciudades y Países de Arte e Historia " es un distintivo francés otorgado por el *Ministre de la Culture et de la Communication*, según el criterio del *Conseil National des Villes et Pays d'Art et d'Histoire*.

Califica territorios, municipios o agrupaciones de municipios que, conscientes de lo que representa la aprehensión de su arquitectura y su patrimonio por sus habitantes, se comprometen a una gestión activa para el conocimiento, la conservación, la mediación y el apoyo a la creación y calidad arquitectónica, y del estilo de vida.

Este compromiso se inscribe en una perspectiva de desarrollo cultural, social y económico y responde al objetivo siguiente: asegurar la transmisión a las generaciones futuras de los testigos de la historia y del estilo de vida para una gestión de responsabilidad colectiva.

La mediación de la arquitectura y del patrimonio, instrumento de desarrollo sostenible, integra la construcción de proyectos urbanísticos y arquitectónicos actuales en una idea de continuidad, implicando fuertemente a la comunidad y a cada uno de los ciudadanos que la forman frente a la sociedad actual y a la futura.

El proyecto cultural " Ciudades y Países de Arte e Historia " asocia en su gestión todos los elementos - patrimonio natural y paisajístico, arquitectónico, urbano y mobiliario, patrimonio técnico y etnológico - que contribuyen a la identidad de un territorio vinculando a los ciudadanos e implicando a los actores que participan en la calidad arquitectónica y

## → Preàmbul

Vista la voluntat dels membres del territori del País d'Art i d'Història transfronterer Les Valls Catalanes del Tec i del Ter de posar en funcionament en les millors condicions el seu projecte cultural comú en el marc del distintiu francès « Ciutats i Països d'Art i d'Història », obtinguda el 14 de gener de 2010 i el Conveni de la qual es va signar el 27 de maig de 2010, s'ha presentat la necessitat imperativa de mobilitzar l'eina jurídica de l'Agrupació Europea de Cooperació Territorial.

### El distintiu « Ciutats i Països d'Art i d'Història »

La denominació « Ciutats i Països d'Art i d'Història » és un distintiu francès atorgat pel ministre de Cultura i Comunicació, segons el criteri del Consell Nacional de les Ciutats i Països d'Art i d'Història.

Qualifica els territoris, municipis o agrupacions de municipis que, conscients del valor que representa l'aprehensió de la seva arquitectura i del seu patrimoni pels seus habitants, es comprometen a una gestió activa per al coneixement, la conservació, la mediació i el suport a la creació i a la qualitat arquitectònica, i de l'estil de vida.

Aquest compromís s'inscriu en una perspectiva de desenvolupament cultural, social i econòmic, i respon al següent objectiu: assegurar la transmissió a les generacions futures dels testimonis de la història i dels estils de vida per a una gestió de responsabilitat col·lectiva.

La mediació de l'arquitectura i del patrimoni, eina de desenvolupament sostenible, integra la construcció dels projectes urbanístics i arquitectònics d'avui dins d'una idea de continuïtat, implicant fortament a la comunitat i cadascun dels ciutadans que la formen davant de la societat actual i de la futura.

El projecte cultural « Ciutats i Països d'Art i d'Història » associa en la seva gestió tots els elements - patrimoni natural i paisatgístic, arquitectònic, urbà i mobiliari, patrimoni tècnic i etnològic - que contribueixen a la identitat d'un territori, vinculant als ciutadans i implicant als actors que participen en la qualitat arquitectònica i paisatgista de l'estil de vida.

| paisajística del estilo de vida. |

### Le Groupement Européen de Coopération Territoriale

Conformément aux orientations stratégiques communautaires de l'Union Européenne, le développement harmonieux de l'ensemble de la Communauté et le renforcement de la cohésion économique, sociale et territoriale, impliquent le renforcement de la coopération territoriale.

L'objectif est désormais, de réduire les difficultés rencontrées par les Etats membres mais surtout par les régions et les collectivités locales dans la réalisation et la gestion des actions de coopération territoriale, en raison notamment des différences entre les législations et procédures nationales.

Pour surmonter ces obstacles, l'Union Européenne a élaboré un nouvel instrument: le Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT). Cet outil est doté de la personnalité juridique et de la capacité d'agir au nom et pour le compte de ses membres dont les collectivités régionales et locales qui le composent.

La mission est de faciliter et promouvoir la coopération territoriale pour renforcer la cohésion économique et sociale.

Le Groupement peut, d'une part, mettre en œuvre des programmes ou des projets de coopération territoriale cofinancés par l'Union Européenne, notamment au titre des Fonds structurels conformément au Règlement (CE) n°1083/2006 et au Règlement (CE) n°1080/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif au Fonds Européen de Développement Régional, d'autre part, réaliser des actions de coopération territoriale à la seule initiative des Etats membres et des autorités régionales et locales avec ou sans contribution financière de l'Union Européenne.

Le règlement CE n° 1082/2006 du Parlement européen et du Conseil, du 05 juillet 2006 institue et fixe les règles du Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT). Ce règlement est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2006.

Les dispositions nationales de la France ont été adoptées par le Sénat le 24 janvier 2007 dans le cadre du « Projet de loi relatif à l'expérimentation du transfert de la gestion des fonds

### La Agrupación Europea de Cooperación Territorial

Conforme a las orientaciones estratégicas europeas, el desarrollo armonioso del conjunto de la Unión Europea y el refuerzo de la cohesión económica, social y territorial requieren estrechar la cooperación territorial.

El objetivo es, de ahora en adelante, paliar las dificultades que los Estados miembros pero, sobre todo, las autoridades regionales y locales, encuentran a la hora de llevar a cabo y gestionar las actividades de cooperación territorial debido particularmente a las diferencias entre legislaciones y procedimientos nacionales.

Para superar estos obstáculos, la Unión Europea ha elaborado un nuevo instrumento: la Agrupación Europea de Cooperación Territorial (AECT). Este instrumento está dotado de personalidad jurídica y capacidad para actuar en nombre y por cuenta de sus miembros, entre los que se hallan las autoridades regionales y locales que integran la AECT.

Su objetivo es facilitar y fomentar la cooperación territorial para reforzar la cohesión económica, social y territorial.

La Agrupación puede actuar, bien para aplicar programas o proyectos de cooperación territorial cofinanciados por la Unión Europea, en particular con cargo a los Fondos Estructurales conforme al Reglamento (CE) n°1083/2006 y al Reglamento (CE) n°1080/2006 del Parlamento Europeo y del Consejo, de 5 de julio de 2006, relativo al Fondo Europeo de Desarrollo Regional, o bien para llevar a cabo acciones de cooperación territorial por iniciativa exclusiva de los Estados miembros y de sus autoridades regionales y locales, con o sin intervención financiera de la Unión Europea.

El reglamento CE n° 1082/2006 del Parlamento europeo y del Consejo, de 05 de julio de 2006, instituye y fija las reglas de la Agrupación Europea de Cooperación Territorial (AECT). Este reglamento entró en vigor el 1 de agosto de 2006.

Las disposiciones nacionales de Francia han sido adoptadas por el Senado el 24 de enero de 2007 en el marco del "Proyecto de ley relativo a la experimentación de la

### L'Agrupació Europea de Cooperació Territorial

Conforme a les orientacions estratègiques comunitàries de la Unió Europea, el desenvolupament harmònic del conjunt de la Comunitat i el reforç de la cohesió econòmica, social i territorial, impliquen el reforç de la cooperació territorial.

L'objectiu és, d'ara endavant, reduir les dificultats que els Estats Membres i, sobretot, les autoritats regionals i locals, poden trobar-se a l'hora de realitzar i gestionar accions de cooperació territorial, degut en gran mesura a les diferències entre les legislacions i els procediments nacionals.

Per a superar aquests obstacles, la Unió Europea ha elaborat un nou instrument: l'Agrupació Europea de Cooperació Territorial (AECT). Aquesta eina està dotada de personalitat jurídica i de capacitat per actuar en nom i representació dels seus membres, d'entre ells, les autoritats regionals i locals integrants de l'AECT.

El seu objectiu és facilitar i promoure la cooperació territorial per reforçar la cohesió econòmica, social i territorial.

L'Agrupació pot actuar, bé per aplicar programes o projectes de cooperació territorial cofinançats per la Unió Europea, en particular amb càrrec als Fons Estructurals conforme al Reglament (CE) 1083/2006 i al Reglament (CE) núm. 1080/2006, del Parlament Europeu i del Consell, de 5 de juliol de 2006, relatiu al Fons Europeu de Desenvolupament Regional, o bé per dur a terme accions de cooperació territorial per iniciativa exclusiva dels Estats membres i de les seves autoritats regionals i locals, amb o sense intervenció financera de la Unió Europea.

El reglament CE núm. 1082/2006 del Parlament europeu i del Consell, de 05 de juliol de 2006, institueix i fixa les regles de l'Agrupació Europea de Cooperació Territorial (AECT). Aquest reglament va entrar en vigor el 1 d'agost de 2006.

Les disposicions nacionals de França han estat adoptades pel Senat el 24 de gener de 2007 en el marc del «Projecte de llei relatiu a l'experimentació de la transferència de la gestió dels

structurels européens et à la coopération décentralisée ». Après adoption par l'Assemblée Nationale et le Sénat (le 3 avril 2008), la loi est entrée en vigueur le 16 avril 2008 (Loi N°2008-352 du 16 avril 2008). Elle contient un unique article qui modifie le « Code Général des collectivités Territoriales » français.

En Espagne, les dispositions nationales relatives au GECT sont mentionnées dans le Décret Royal 37/2008, du 18 janvier, fixant les mesures nécessaires à l'application effective du Règlement (CE) n°1082/2006, du Parlement Européen et du Conseil du 5 juillet 2006, sur le Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT), et sont entrées en vigueur le 20 janvier de la même année.

Le Groupement Européen de Coopération Territoriale est ainsi l'outil juridique approprié pour mettre en œuvre le label français « Villes et Pays d'Art et d'Histoire » sur la frontière entre la France et l'Espagne.

transferencia de la gestión de fondos estructurales europeos y a la cooperación descentralizada". Después de la adopción por la Asamblea Nacional y el Senado (el 3 de abril de 2008), la ley entró en vigor el 16 de abril de 2008 (Ley N°2008-352, de 16 de abril de 2008). Esta ley contiene un artículo único que modifica el "Código General francés de las Colectividades Territoriales".

En España, las disposiciones nacionales relativas a la AECT se encuentran previstas en el Real Decreto 37/2008, de 18 de enero, por el que se adoptan las medidas necesarias para la aplicación efectiva del Reglamento (CE) n°1082/2006, del Parlamento Europeo y del Consejo, de 5 de julio de 2006, sobre la Agrupación Europea de Cooperación Territorial (AECT), que entró en vigor el 20 de enero del mismo año.

La Agrupación Europea de Cooperación Territorial es entonces el instrumento jurídico adecuado para poner en ejecución el distintivo francés " Ciudades y Países de Arte e Historia " en la frontera entre Francia y España.

ons structurals europeus i a la cooperació descentralitzada». Després de l'adopció per l'Assemblea Nacional i pel Senat (el 3 d'abril de 2008), la llei va entrar en vigor el 16 d'abril de 2008 (Llei núm. 2008-352, de 16 d'abril de 2008). Aquesta llei conté un únic article que modifica el «Codi General francès de les col·lectivitats Territorials».

A Espanya, les disposicions nacionals relatives a l'AECT es troben previstes en el Reial Decret 37/2008, de 18 de gener, pel qual s'adopten les mesures necessàries per a l'aplicació efectiva del Reglament (CE) 1082/2006 del Parlament Europeu i del Consell, de 5 de juliol de 2006, sobre l'Agrupació Europea de Cooperació Territorial (AECT), que va entrar en vigor el 20 de gener del mateix any.

L'Agrupació Europea de Cooperació Territorial és doncs, l'eina jurídica adequada per a posar en funcionament el distintiu francès «Ciutats i Països d'Art i d'Història» en el territori transfronterer entre França i Espanya.

**TITRE I :  
ELEMENTS DE LA CONVENTION**

**Article 1 → Nom**

Il a été formé un Groupement Européen de Coopération Territoriale ayant pour nom « Pays d'Art et d'Histoire Transfrontalier Les Vallées Catalanes du Tech et du Ter » régi par le règlement (CE) n° 1082/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 5 juillet 2006, et par les dispositions nationales correspondantes de France et d'Espagne.

**Article 2 → Siège administratif du GECT**

Le siège administratif est situé à Prats-de-Mollo-La-Preste dans les Pyrénées-Orientales (France) sur le territoire de compétence du GECT.

**Article 3 → Territoire de compétence du GECT**

Le territoire sur lequel le GECT Pays d'Art et d'Histoire Transfrontalier Les Vallées Catalanes du Tech et du Ter exécute sa mission, dans les limites de l'étendue territoriale et des domaines de compétences de ses membres, correspond au périmètre des entités territoriales publiques du GECT, à savoir et par ordre alphabétique :

- Les Communautés de communes du Vallespir et du Haut Vallespir (FR, Département des Pyrénées-Orientales : 66)
- Les communes de L'Albère (FR, 66) ; Camprodon (ES, Girona) ; Les Cluses (FR, 66) ; Llanars (ES, Girona) ; Molló (ES, Girona) ; Le Perthus (FR, 66) ; Sant Joan de les Abadesses (ES, Girona) ; Sant Pau de Segúries (ES, Girona) ; Setcases (ES, Girona) ; Vilallonga de Ter (ES, Girona).

**TÍTULO I:  
ELEMENTOS DEL CONVENIO**

**Artículo 1 → Nombre**

Se crea una Agrupación Europea de Cooperación Territorial denominada « País de Arte e Historia Transfronterizo Los Valles Catalanes del Tec y del Ter » que se regirá por el Reglamento (CE) n° 1082/2006 del Parlamento Europeo y del Consejo de 5 de julio de 2006, y por las correspondientes disposiciones nacionales de Francia y de España.

**Artículo 2 → Domicilio Social de la AECT**

El domicilio social se sitúa en Prats-de-Mollo-La-Preste, en los Pyrénées-Orientales (Francia), en territorio de competencia de la AECT.

**Artículo 3 → Ámbito territorial de la AECT**

La extensión del territorio sobre el cual la AECT País de Arte y de Historia Transfronterizo Los Valles Catalanes del Tec y del Ter ejecuta sus cometidos, dentro de los límites de su ámbito territorial y de los ámbitos de competencias de sus miembros, corresponde al perímetro de las entidades territoriales públicas de la AECT, es decir y por orden alfabético :

- Las Comunidades de municipios del Vallespir y Alto Vallespir (FR, Departamento de los Pirineos Orientales: 66)
- Los municipios de L'Albère (FR, 66) ; Camprodon (ES, Girona) ; Les Cluses (FR, 66) ; Llanars (ES, Girona) ; Molló (ES, Girona) ; Le Perthus (FR, 66) ; Sant Joan de les Abadesses (ES, Girona) ; Sant Pau de Segúries (ES, Girona) ; Setcases (ES, Girona) ; Vilallonga de Ter (ES, Girona).

**TÍTOL I :  
ELEMENTS DEL CONVENI**

**Article 1 → Nom**

Es crea una Agrupació Europea de Cooperació Territorial denominada « País d'Art i Història Transfronterer Les Valls catalanes del Tec i el Ter » que es regirà pel Reglament (CE) núm. 1082/2006 del Parlament Europeu i del Consell de 5 de juliol de 2006, i per les corresponents disposicions nacionals de França i d'Espanya.

**Article 2 → Domicili social de l'AECT**

El domicili social queda situat a Prats-de-Mollo-La-Preste, en els Pyrénées-Orientals (França), al territori de competència de l'AECT.

**Article 3 → Àmbit territorial de l'AECT**

L'extensió del territori sobre el qual l'AECT País d'Art i d'Història Transfronterer Les Valls Catalanes del Tec i del Ter executa la seva missió, dins dels límits del seu àmbit territorial i dels àmbits de competència dels seus membres, correspon al perímetre de les entitats territorials públiques de l'AECT, és a dir, i per ordre alfabètic:

- Les comunitats de municipis del Vallespir i de l'Alt Vallespir (FR, Département des Pyrénées-Orientales : 66)
- Els Municipis de L'Albère (FR, 66) ; Camprodon (ES, Girona) ; Les Cluses (FR, 66) ; Llanars (ES, Girona) ; Molló (ES, Girona) ; Le Perthus (FR, 66) ; Sant Joan de les Abadesses (ES, Girona) ; Sant Pau de Segúries (ES, Girona) ; Setcases (ES, Girona) ; Vilallonga de Ter (ES, Girona).

## Article 4 → Objectifs et missions

### 4.1 - Objectifs spécifiques

- Garantir le respect et la pérennité du Label de Pays d'Art et d'Histoire ;
- Se doter des moyens nécessaires pour atteindre les objectifs fixés dans la Convention de Pays d'Art et d'Histoire Transfrontalier Les Vallées Catalanes du Tech et du Ter, et tels qu'ils y sont stipulés.

#### Objectifs de la Convention de Pays d'Art et d'Histoire :

- Promouvoir la qualité architecturale, urbaine et paysagère et valoriser le patrimoine ;
- Développer une politique des publics par :
  - la sensibilisation des élus, des habitants et des professionnels à leur environnement architectural et paysager et à leur patrimoine matériel et immatériel ;
  - l'initiation du public jeune à l'architecture et au patrimoine ;
  - l'accueil des visiteurs ;
- Renforcer l'attractivité du territoire et permettre le développement culturel par l'émergence d'un tourisme de qualité ;
- Exploiter et diffuser les résultats de la recherche et prendre en compte l'ensemble des ressources du territoire ;
- Mettre en place une plateforme de réflexion et de coordination (échanges méthodologiques et d'expérience) ;
- Communiquer, diffuser et promouvoir les patrimoines matériel et immatériel et leur environnement architectural et paysager.

### 4.2 - Missions

- Définir et mettre en œuvre le projet culturel du territoire
- Mener à bien le programme d'actions pluriannuel

## Artículo 4 → Objetivos y Funciones

### 4.1 - Objetivos específicos

- Garantizar el respeto y la perennidad del distintivo de País de Arte e Historia;
- Dotarse de los medios necesarios para alcanzar los objetivos fijados en el Convenio de País de Arte e Historia Transfronterizo Los Valles Catalanes del Tec y del Ter, tal y como son estipulados allí.

#### Objetivos del Convenio de País de Arte e Historia:

- Promover la calidad arquitectónica, urbana y paisajística, y valorizar el patrimonio;
- Desarrollar una política de públicos destinatarios para:
  - la sensibilización de los políticos, los habitantes y los profesionales respecto a su entorno arquitectónico y paisajístico, y a su patrimonio material e inmaterial ;
  - la iniciación del público joven en la arquitectura y el patrimonio;
  - la acogida de los visitantes;
- Reforzar el atractivo del territorio y permitir el desarrollo cultural para la emergencia de un turismo de calidad;
- Explotar y difundir los resultados de la investigación y tomar en consideración el conjunto de recursos del territorio;
- Poner en ejecución una plataforma de reflexión y coordinación (intercambios metodológicos y de experiencias);
- Comunicar, difundir y promover los patrimonios materiales e inmatereales y su entorno arquitectónico y paisajístico.

### 4.2 - Funciones

- Definir y poner en ejecución el proyecto cultural del territorio
- Llevar a cabo el programa plurianual de acciones

## Article 4 → Objectius i funcions

### 4.1- Objectius específics

- Garantir el respecte i la perennitat del distintiu de País d'Art i d'Història ;
- Dotar-se dels mitjans necessaris per assolir els objectius fixats dins del conveni de País d'Art i d'Història Transfronterer Les Valls Catalanes del Tec i del Ter, tal com hi són estipulats.

#### Objectius del Conveni de País d'Art i d'Història :

- Promoure la qualitat arquitectònica, urbana i paisatgística i revaloritzar el patrimoni;
- Desenvolupar una política de públics destinataris per a:
  - La sensibilització dels polítics, dels habitants i dels professionals al seu entorn arquitectònic i paisatgístic, i al seu patrimoni material i immaterial ;
  - la iniciació del públic jove a l'arquitectura i el patrimoni ;
  - l'acollida dels visitants ;
- Reforçar l'atractiu del territori i permetre el desenvolupament cultural per permetre l'emergència d'un turisme de qualitat;
- Explotar i difondre els resultats de la recerca i tenir en compte el conjunt dels recursos del territori;
- Posar en funcionament una plataforma de reflexió i de coordinació (intercanvis metodològics i d'experiències);
- Comunicar, difondre i promoure els patrimonis material i immaterial i el seu entorn arquitectònic i paisatgístic.

### 4.2- Funcions

- Definir i posar en funcionament el projecte cultural del territori
- Dur a terme el programa plurianual d'accions



### Article 5 → Durée du GECT

Le GECT Pays d'Art et d'Histoire Transfrontalier Les Vallées Catalanes du Tech et du Ter est constitué pour une durée illimitée.

### Article 6 → Conditions de la dissolution du GECT

Sans préjudice des dispositions de l'article 14 du Règlement, le GECT est dissout après décision de l'Assemblée à l'unanimité des membres présents ou représentés et à bulletin secret.

En application des dispositions de l'article 12 du Règlement communautaire n°1082/2006 du Parlement et du Conseil du 5 juillet 2006, en ce qui concerne la liquidation, le GECT est soumis à la législation de l'Etat membre dans lequel il a son siège.

La décision de dissolution fixe les conditions de liquidation dans le respect du droit du lieu du siège du GECT.

### Article 7 → Liste des membres

Les membres du GECT Pays d'Art et d'Histoire Transfrontalier Les Vallées Catalanes du Tech et du Ter, dans les limites de leurs compétences en vertu de leur droit national respectif, sont dans l'ordre alphabétique :

#### 1- Les collectivités :

■ La Communauté de Communes du Haut Vallespir (FR, Département des Pyrénées-Orientales) qui comprend les 14 communes de : Amélie-Les-Bains-Palalda ; Artes-sur-Tech ; La Bastide ; Corsavy ; Coustouges ; Lamanère ; Montbolo ; Montferrer ; Prats-de-Mollo-La-Preste ; Saint-Laurent-de-Cerdans ; Saint-Marsal ; Serralongue ; Taulis ; Le Tech ;

■ La Communauté de Communes du Vallespir (FR, Département des Pyrénées-Orientales) qui comprend les 7 communes de : Le Boulou ; Céret ; Maureillas-Las-Illas ; Reynès ; Saint-Jean-Pla-de-Corts ; Taillat ; Vivès ;

Les communes de :

- L'Albère (FR, Département des Pyrénées-Orientales) ;
- Camprodon (ES, Province de Girona) ;
- Les Cluses (FR, Département des Pyrénées-Orientales) ;

### Artículo 5 → Duración de la AECT

La AECT País de Arte e Historia Transfronterizo Los Valles Catalanes del Tec y del Ter se constituye por tiempo indefinido.

### Artículo 6 → Condiciones de disolución de la AECT

Sin perjuicio de lo dispuesto en el artículo 14 del Reglamento, la AECT se disuelve por decisión de la Asamblea por unanimidad de los miembros presentes o representados y por voto secreto.

En aplicación de las disposiciones del artículo 12 del Reglamento europeo n°1082 / 2006 del Parlamento y del Consejo del 5 de julio de 2006, por lo que respecta a la liquidación, la AECT se regirá por la legislación del Estado miembro en que tenga su domicilio social.

La decisión de disolución fija las condiciones de liquidación respetando el derecho del lugar del domicilio social de la AECT.

### Artículo 7 → Lista de miembros

Los miembros de la AECT País de Arte e Historia Transfronterizo Los Valles Catalanes del Tec y del Ter, dentro de los límites de sus competencias y según su derecho nacional respectivo, son, por orden alfabético:

#### 1- Las Colectividades :

■ La Comunidad de Municipios del Alto Vallespir (FR, Département des Pyrénées-Orientales) que comprende los 14 municipios de : Amélie-Les-Bains-Palalda ; Artes-sur-Tech ; La Bastide ; Corsavy ; Coustouges ; Lamanère ; Montbolo ; Montferrer ; Prats-de-Mollo-La-Preste ; Saint-Laurent-de-Cerdans ; Saint-Marsal ; Serralongue ; Taulis ; Le Tech ;

■ La Comunidad de Municipios del Vallespir (FR, Département des Pyrénées-Orientales) que comprende los 7 municipios de : Le Boulou ; Céret ; Maureillas-Las-Illas ; Reynès ; Saint-Jean-Pla-de-Corts ; Taillat ; Vivès ;

Los municipios de :

- L'Albère (FR, Département des Pyrénées-Orientales) ;
- Camprodon (ES, Province de Girona) ;
- Les Cluses (FR, Département des Pyrénées-Orientales) ;

Page 9 sur 33

### Article 5 → Durada de l'AECT

L'AECT País d'Art i d'Història Transfronterer Les Valls Catalanes del Tec i del Ter es constitueix per temps indefinit.

### Article 6 → Condicions de dissolució de l'AECT

Sens perjudici del que disposa l'article 14 del Reglament, L'AECT es dissol per decisió de l'Assemblea per unanimitat dels membres presents o representats i per vot secret.

En aplicació de les disposicions de l'article 12 del Reglament comunitari núm. 1082/2006 del Parlament i del Consell, de 5 de juliol de 2006, pel que fa a la liquidació, l'AECT es regirà per la legislació de l'Estat membre on tingui el domicili social.

La decisió de dissolució fixa les condicions de liquidació, en aplicació del dret del lloc del domicili social de l'AECT.

### Article 7 → Llista dels membres

Els membres de l'AECT País d'Art i d'Història Transfronterer Les Valls Catalanes del Tec i del Ter, dins dels límits de les seves competències i segons el dret nacional respectiu, són, per ordre alfabètic :

#### 1- Les Col·lectivitats :

■ La Comunitat de Municipis de l'Alt Vallespir (FR, Département des Pyrénées-Orientales) que comprèn els 14 municipis de : Amélie-Les-Bains-Palalda ; Artes-sur-Tech ; La Bastide ; Corsavy ; Coustouges ; Lamanère ; Montbolo ; Montferrer ; Prats-de-Mollo-La-Preste ; Saint-Laurent-de-Cerdans ; Saint-Marsal ; Serralongue ; Taulis ; Le Tech ;

■ La Comunitat de Municipis del Vallespir (FR, Département des Pyrénées-Orientales) que comprèn els 7 municipis de : Le Boulou ; Céret ; Maureillas-Las-Illas ; Reynès ; Saint-Jean-Pla-de-Corts ; Taillat ; Vivès ;

Les municipis de :

- L'Albère (FR, Département des Pyrénées-Orientales) ;
- Camprodon (ES, Province de Girona) ;
- Les Cluses (FR, Département des Pyrénées-Orientales) ;

- Llanars (ES, Provincia de Girona) ;
- Molló (ES, Provincia de Girona) ;
- Le Perthus (FR, Département des Pyrénées-Orientales) ;
- Sant Joan de les Abadesses (ES, Provincia de Girona) ;
- Sant Pau de Segúries (ES, Provincia de Girona) ;
- Setcases (ES, Provincia de Girona) ;
- Vilallonga de Ter (ES, Provincia de Girona).

#### 2- les autres entités :

- la Mancomunitat de la Vall de Camprodon (ES, Provincia de Girona) ;
- le Pays Pyrénées-Méditerranée (FR, Département des Pyrénées-Orientales).

#### Article 8 → Droit applicable à l'interprétation et à l'application de la Convention

L'interprétation et l'application de la Convention sont régies par le Règlement CE n°1082/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 5 juillet 2006, et à titre subsidiaire par les dispositions de la Convention et des Statuts et par les lois de l'Etat membre où le GECT a son siège.

#### Article 9 → Reconnaissance mutuelle pour le contrôle financier

Conformément à l'article 6 du Règlement, le contrôle administratif, budgétaire et financier du Groupement est réalisé conformément au droit français. La Chambre régionale des comptes, juge financier, participe au contrôle du groupement comme organisme d'audit externe indépendant. Le GECT pourra être soumis à tout autre audit externe confié à un prestataire privé, dans le respect des règles de la commande publique applicables au groupement. Les autorités françaises chargées du contrôle informent les autorités espagnoles des éventuelles remarques formulées à l'occasion de ce contrôle et leur communiquent par ailleurs toute information sollicitée par ces dernières. Les autorités espagnoles pourront effectuer des contrôles sur les actions du GECT menées en Espagne quand la législation espagnole l'exigera.

- Llanars (ES, Provincia de Girona) ;
- Molló (ES, Provincia de Girona) ;
- Le Perthus (FR, Département des Pyrénées-Orientales) ;
- Sant Joan de les Abadesses (ES, Provincia de Girona) ;
- Sant Pau de Segúries (ES, Provincia de Girona) ;
- Setcases (ES, Provincia de Girona) ;
- Vilallonga de Ter (ES, Provincia de Girona).

#### 2- Los otros entes :

- la Mancomunitat de la Vall de Camprodon (ES, Provincia de Girona) ;
- el Pays Pyrénées-Méditerranée (FR, Département des Pyrénées-Orientales).

#### Artículo 8 → Legislación aplicable a la interpretación y aplicación del Convenio

La legislación aplicable a la interpretación y aplicación del Convenio se regirán por el Reglamento (CE) n°1082/2006 del Parlamento Europeo y del Consejo del 5 de julio de 2006 y a título subsidiario por las disposiciones del Convenio y de los Estatutos y por las leyes del Estado miembro donde esté ubicado el domicilio social de la AECT.

#### Artículo 9 → Reconocimiento mutuo para el control financiero

De conformidad con el artículo 6 del Reglamento, el control administrativo, presupuestario y financiero de la Agrupación se realiza conforme al derecho francés. La Cámara Regional de Cuentas, el juez Financiero, participa en el control de la agrupación como organismo auditor externo independiente. La AECT podrá estar sujeta a auditoría externa a cargo de un agente privado, de conformidad con las normas de contratación pública aplicables a la Agrupación. Las autoridades francesas responsables del control informarán a las autoridades españolas de las observaciones encontradas con motivo de este control y les comunicarán cualquier información adicional que estos últimos les soliciten. Las autoridades españolas podrán llevar a cabo el control de las acciones de la AECT realizadas en España cuando la legislación española lo requiera.

Page 10 sur 33

- Llanars (ES, Provincia de Girona) ;
- Molló (ES, Provincia de Girona) ;
- Le Perthus (FR, Département des Pyrénées-Orientales) ;
- Sant Joan de les Abadesses (ES, Provincia de Girona) ;
- Sant Pau de Segúries (ES, Provincia de Girona) ;
- Setcases (ES, Provincia de Girona) ;
- Vilallonga de Ter (ES, Provincia de Girona).

#### 2- Les autres entités :

- la Mancomunitat de la Vall de Camprodon (ES, Provincia de Girona) ;
- el Pays Pyrénées-Méditerranée (FR, Département des Pyrénées-Orientales).

#### Article 8 → Legislació aplicable a l'interpretació i a l'aplicació del Conveni

La legislació aplicable a la interpretació i aplicació del Conveni es regiran pel Reglament (CE) núm. 1082/2006 del Parlament Europeu i del Consell Del 5 de juliol de 2006 i, a títol subsidiari, per les disposicions del Conveni i dels Estatuts i per les lleis de l'Estat membre on estigui ubicat el domicili social de l'AECT.

#### Article 9 → Reconeixement mutu per al control financer

De conformitat amb l'article 6 del Reglament, el control administratiu, pressupostari i financer de l'Agrupació es realitza d'acord amb el dret francès. La Cambra Regional de Comptes, el jutge financer, participa en el control de l'agrupació com a organisme d'auditoria extern independent. L'AECT podrà estar subjecte a una auditoria externa a càrrec d'un proveïdor privat, de conformitat amb les normes de la contractació pública aplicables a l'agrupació. Les autoritats franceses responsables del control informaran a les autoritats espanyoles de les observacions trobades durant aquest control i els hi comunicaran qualsevol altra informació que aquests darrers els hi sol·licitin. Les autoritats espanyoles podran dur a terme el control de les accions de l'AECT realitzades a Espanya quan la legislació espanyola ho requereixi.

Nonobstant les dispositions précitées, lorsque la mission du GECT couvre des actions cofinancées par l'Union Européenne, la législation pertinente en matière de contrôle des fonds structurels est applicable.

Dans l'intérêt mutuel de la reconnaissance des systèmes juridiques des membres du GECT *Pays d'Art et d'Histoire Transfrontalier Les Vallées Catalanes du Tech et du Ter* de la part de l'autre État membre participant (France et Espagne), dont les questions du contrôle financier, il est convenu que tous les documents nécessaires pour le contrôle financier doivent être disponibles dans la langue de l'organisme d'audit externe indépendant et dans la forme demandée.

#### Article 10 → Procédures de modification de la Convention

Les modifications de la Convention font l'objet d'une décision de l'Assemblée à l'unanimité sur la base d'une proposition d'un membre du Bureau et requièrent l'approbation des membres du GECT.

Les modifications de la Convention et toute modification substantielle des Statuts doivent être approuvées par les États membres conformément à la procédure prévue dans l'article 4 du Règlement (CE) n°1082/2006 du Parlement européen et du Conseil. Les modifications substantielles des Statuts sont celles qui entraînent, directement ou indirectement, une modification de la Convention.

Chaque modification doit être enregistrée et/ou publiée comme il est indiqué dans l'article 5.1 du dit Règlement à savoir enregistrée et/ou publiée conformément au droit français.

Les membres informent les États membres concernés et le Comité des Régions de la modification de la Convention et de l'enregistrement des Statuts.

#### Article 11 → Dispositions finales

Les membres du GECT *Pays d'Art et d'Histoire Transfrontalier Les Vallées Catalanes du Tech et du Ter* doivent signifier la présente Convention aux États membres concernés et au Comité des Régions selon l'Article 5 du Règlement (CE) N°1082/2006.

No obstante las disposiciones precedentes, cuando las funciones de la AECT incluyan actuaciones cofinanciadas por la Unión Europea, se aplicará la pertinente legislación relativa al control de los fondos estructurales.

En interés mutuo para el reconocimiento de los sistemas jurídicos de los miembros de la Agrupación europea de Cooperación Territorial del País de Arte e Historia Transfronterizo *Los Valles Catalanes del Tec y del Ter*, por parte del otro Estado miembro participante (Francia y España), y respecto a cuestiones de control financiero, se conviene que todos los documentos necesarios para el control financiero deberán estar disponibles en el idioma del organismo independiente de auditoría externa y en la forma solicitada.

#### Artículo 10 → Procedimientos de modificación del Convenio

Las modificaciones del Convenio están sujetas a una decisión de la Asamblea adoptada por unanimidad sobre la base de una propuesta de un miembro de la Mesa y requieren la aprobación de los miembros de la AECT.

Las modificaciones del Convenio y toda modificación sustancial de los Estatutos deberán ser aprobadas por los Estados miembros de conformidad con el procedimiento expuesto en el artículo 4 del Reglamento (CE) n°1082/2006 del Parlamento europeo y del Consejo. Serán modificaciones sustanciales de los Estatutos aquellas que supongan, directa o indirectamente, una modificación del Convenio.

Cada modificación debe ser registrada y/o publicada como se indica en el artículo 5.1 de dicho Reglamento, es decir, registrada y/o publicada conforme al derecho francés.

Los miembros informan a los Estados miembros implicados y al Comité de las Regiones de la modificación del Convenio y del registro de los Estatutos.

#### Artículo 11 → Disposiciones finales

Los miembros de la AECT *País de Arte e Historia Transfronterizo Los Valles Catalanes del Tec y del Ter* deben notificar el presente Convenio a los Estados miembros implicados y al Comité de las Regiones según el Artículo 5 del Reglamento (CE) N°1082 / 2006.

No obstant les dispositions precedents, quan les funcions de l'AECT incloguin accions cofinançades per la Unió Europea, s'aplicarà la legislació pertinent en matèria de control dels fons estructurals.

En l'interès mutu per al reconeixement dels sistemes jurídics dels membres de l'AECT *País d'Art i d'Història Transfronterer les Valls Catalanes del Tec i del Ter*, per part de l'altre Estat Membre participant (França i Espanya), respecte a les qüestions del control financer, és convé que tots els documents necessaris per al control financer han d'estar disponibles en l'idioma de l'organisme independent d'auditoria externa en la forma sol·licitada.

#### Article 10 → Procediments de modificació del Conveni

Les modificacions del Conveni estan subjectes a una decisió de l'Assemblea per unanimitat sobre la base d'una proposta d'un membre de la Mesa i requereixen l'aprovació dels membres de l'AECT.

La modificació del Conveni i tota modificació substancial dels Estatuts han de ser aprovades pels Estats membres de conformitat amb el procediment previst a l'article 4 del Reglament (CE) núm. 1082/2006 del Parlament europeu i del Consell. Seran modificacions substancials dels Estatuts aquelles que suposin, directament o indirectament, una modificació del Conveni.

Cada modificació ha de ser registrada i/o publicada com s'indica a l'Article 5 del Reglament (CE) núm. 1082/2006, és a dir, registrada i/o publicada de conformitat amb el dret francès.

Els membres informen als Estats Membres implicats i al Comitè de les Regions de la modificació del Conveni i del registre dels Estatuts.

#### Article 11 → Disposicions finals

Els membres de l'AECT *País d'Art i d'Història Transfronterer Les Valls Catalanes del Tec i del Ter* han de notificar el present Conveni als Estats Membres implicats i al Comitè de les Regions, segons l'Article 5 del Reglament (CE) núm.1082/2006.

## TITRE II : FONCTIONNEMENT ET COMPETENCES DES ORGANES DE DIRECTION

### Article 12 → Assemblée

#### 12.1- Composition

L'Assemblée est constituée par les représentants des membres du GECT soit 70 délégués répartis comme suit : 35 délégués titulaires et 35 délégués suppléants.

Chaque membre désigne un délégué titulaire et un délégué suppléant.

A l'exception des Communautés de Communes qui sont dotées d'autant de délégués qu'elles ont de communes dans le souci d'une représentation d'au moins un délégué par commune plus un délégué titulaire et un délégué suppléant au nom de la Communauté. Les délégués peuvent être désignés au sein des conseils municipaux des communes membres de la Communauté.

#### 12.2- Désignation des représentants des membres

Les représentants des membres, les délégués titulaires et leurs suppléants, sont des élus désignés par leur assemblée délibérante.

Les délégués suppléants peuvent être appelés à siéger à l'Assemblée avec voix délibérative en cas d'empêchement du délégué titulaire. Les délégués suppléants peuvent assister aux réunions de l'Assemblée en présence du délégué titulaire mais sans avoir le droit de parole ni de vote.

La durée des mandats des délégués titulaires et de leurs suppléants est de 2 ans.

Les mandats des délégués prennent fin à l'expiration des mandats qu'ils détiennent dans les structures des entités membres qui les ont désignés.

## TÍTULO II: FUNCIONAMIENTO Y COMPETENCIAS DE LOS ÓRGANOS DE DIRECCIÓN

### Artículo 12 → Asamblea

#### 12.1- Composición

La Asamblea está constituida por los representantes de los miembros de la AECT, es decir, 70 delegados repartidos como sigue: 35 delegados titulares y 35 delegados suplentes.

Cada miembro designa un delegado titular y un delegado suplente.

Con la excepción de las Comunidades de Municipios/Mancomunidades que, con el fin de poder contar con una representación de al menos un delegado por municipio, estarán dotadas de tantos delegados como municipios tengan además de un delegado titular y un delegado suplente en nombre de la Comunidad de Municipios/Mancomunidad. Los delegados podrán ser designados dentro de los órganos correspondientes de cada una de las municipios miembros de la Comunidad.

#### 12.2- Nombramiento de los representantes de los miembros

Los representantes de los miembros, los delegados titulares y sus suplentes, serán los cargos electos designados por su asamblea deliberativa.

Los delegados suplentes pueden ser llamados a ocupar un escaño en la Asamblea con voto deliberativo en caso de impedimento del delegado titular. Los delegados suplentes pueden asistir a las reuniones de la Asamblea en presencia del delegado titular, pero sin tener derecho ni de palabra ni de voto.

La duración de los mandatos de los delegados titulares y de sus suplentes es de 2 años.

Los mandatos de los delegados se acaban con la expiración de los mandatos que detentan en las estructuras de las entidades miembros que los designaron.

## TÍTOL II : FUNCIONAMENT I COMPETÈNCIES DELS ÒRGANS DE DIRECCIÓ

### Article 12 → Assemblea

#### 12.1- Composició

L'Assemblea està constituïda pels representants dels membres de l'AECT, és a dir, 70 delegats repartits com s'indica a continuació: 35 delegats titulars i 35 delegats suplents.

Cada membre designa un delegat titular i un delegat suplent.

Amb l'excepció de les Comunitats de Municipis, dotades amb tants delegats com municipis tenen, en la preocupació d'una representació, hi haurà, almenys, un delegat per municipi més un delegat titular i un delegat suplent en nom de la Comunitat. Els delegats podran ser designats dins dels òrgans corresponents de cadascuna de les municipis membres de la Comunitat.

#### 12.2- Designació dels representants dels membres

Els representants dels membres, els delegats titulars i els suplents, són càrrecs electes designats per la seva assemblea deliberant.

Els delegats suplents poden ser cridats a ocupar un lloc a l'Assemblea amb vot deliberatiu, en cas d'impediment del delegat titular. Els delegats suplents poden assistir a les reunions de l'Assemblea en presència del delegat titular, però sense tenir dret ni de paraula ni de vot.

La durada dels mandats dels delegats titulars i dels seus suplents és de 2 anys.

Els mandats dels delegats acaben amb l'expiració dels mandats que ostenten dins les estructures de les entitats membres que els van designar.

### 12.3- Compétences

L'Assemblée est l'organe délibérant du GECT. Elle prend les décisions nécessaires au fonctionnement du GECT qui sont mises à l'ordre du jour.

L'Assemblée est compétente pour :

- Voter le budget et approuver le compte administratif du GECT,
- Fixer les cotisations au titre de l'adhésion et les participations,
- Se prononcer sur les acquisitions, aliénations, échanges d'immeubles et leur affectation, ainsi que délibérer et décider sur le bilan des acquisitions et cessions opérées par le GECT,
- Délibérer sur les emprunts, approuver et modifier le Règlement intérieur du GECT,
- Approuver la création et la suppression des postes relatifs aux différentes catégories de personnel,
- Délibérer et décider de l'acceptation ou le refus des dons et legs,
- Décider des actions judiciaires et des transactions financières et juridiques,
- Délibérer et décider des contrats avec les tiers,
- Se prononcer sur les grandes orientations de la programmation.

Elle entend toute personne, groupement ou association dont elle estime l'audition ou le concours utiles et obligatoirement le maire de la commune directement concerné par les projets à l'ordre du jour.

### 12.4- Missions

L'Assemblée est responsable de l'adoption de la stratégie générale et des plans de travail annuels.

Elle est responsable de l'adoption du budget annuel du GECT en accord avec l'Art. 11 du Règlement (CE) NO 1082/2006 et de l'approbation du compte administratif présenté par le Président.

Elle délibère sur toutes les affaires intéressant le GECT.

Elle élit en son sein un Bureau, un Président et deux Vice-Présidents.

Elle peut déléguer une partie de ses compétences au

### 12.3- Competencias

La Asamblea es el órgano deliberativo de la AECT. Toma las decisiones necesarias para el funcionamiento de la AECT sobre los asuntos incluidos en el orden del día.

La Asamblea es competente para:

- Votar el presupuesto y aprobar las cuentas anuales de la AECT,
- Fijar las cuotas a título de la adhesión y las participaciones,
- Pronunciarse sobre las adquisiciones, las enajenaciones, los permisos de edificios y su afectación, así como deliberar y decidir sobre el balance de las adquisiciones y las cesiones operadas por la AECT,
- Deliberar sobre préstamos, aprobar y modificar el Reglamento interno de la AECT,
- Aprobar la creación y la supresión de los puestos de trabajo relativos a las diferentes categorías de personal,
- Deliberar y decidir sobre la aceptación o no aceptación de donaciones y legados,
- Decidir sobre acciones judiciales y transacciones financieras y legales,
- Deliberar y decidir sobre contratos con terceros,
- Pronunciarse sobre las grandes orientaciones de la programación.

Dará audiencia a cualquier persona, grupo o asociación cuya aportación o concurso se consideren de utilidad, y obligatoriamente al alcalde del municipio directamente afectado por los proyectos del orden del día.

### 12.4- Cometidos

La Asamblea es responsable de la adopción de la estrategia general y de los planes de trabajo anuales.

Es responsable de la adopción del presupuesto anual de la AECT de acuerdo con el Artículo 11 del Reglamento (CE) n° 1082/2006 y de la aprobación de las cuentas anuales presentadas por el Presidente.

Delibera sobre todos los asuntos que interesan a la AECT.

Elige en su seno una Mesa, un/a Director/a (Presidente) y dos Vicepresidentes.

Puede delegar una parte de sus competencias en el/la

### 12.3- Competències

L'Assemblea és l'òrgan que delibera sobre l'AECT. Pren les decisions necessàries per al funcionament de l'AECT que són exposades a l'ordre del dia.

L'Assemblea és competent per a :

- Votar el pressupost i aprovar el compte administratiu de l'AECT,
- Fixar les cotitzacions al títol de l'adhesió i les participacions,
- Pronunciar-se sobre les adquisicions, alienacions, intercanvis d'immoables i la seva afectació, així com deliberar i decidir sobre el balanç de les adquisicions i les cessions efectuades per l'AECT,
- Deliberar sobre els préstecs, aprovar i modificar el Reglament intern de l'AECT,
- Aprovar la creació o la supressió de llocs de treball relatius a les diferents categories de personal,
- Deliberar i decidir sobre l'acceptació o el rebuig de les donacions i llegats,
- Decidir accions judicials i transaccions financeres i legals,
- Deliberar i decidir sobre els contractes amb tercers,
- Pronunciar-se sobre les grans orientacions de la programació.

Comprèn tota persona, grup o associació de qui se'n considera l'audiència o el concurs útils, i obligatòriament l'alcalde del municipi directament afectat pels projectes de l'ordre del dia.

### 12.4- Comeses

L'Assemblea és responsable de l'adopció de l'estratègia general i dels plans de treball anuals.

És responsable de l'adopció del pressupost anual de l'AECT d'acord amb l'Art. 11 del Reglament (CE) NO 1082/2006 i de l'aprovació del compte administratiu presentat pel President.

Delibera sobre totes les qüestions que interessin a l'AECT.

Escull en el seu interior una Mesa, un Director/ una Directora (President) i dos Vicepresidents.

Pot delegar una part de les seves competències al Director/ a

Président à l'exception :

- 1) du vote du budget,
- 2) de l'approbation du compte administratif,
- 3) des décisions relatives aux modifications des missions et objectifs, des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du GECT.

Elle décide des modifications éventuelles de la Convention et des Statuts du GECT conformément aux dispositions des articles 10 et 27 des présents Statuts.

Elle approuve la décision d'adhésion ou de retrait d'un membre.

## 12.5- Réunions

### Fréquence

Au moins 2 fois par an.

Les réunions pourront être organisées, et les décisions délibérées, sur l'ensemble du territoire du GECT.

### Règles à appliquer lors des réunions

L'Assemblée peut être convoquée en session extraordinaire à la demande du Bureau ou de la moitié au moins de ses membres.

## 12.6- Procédures décisionnelles

### Représentation des membres

Chaque membre possède au moins un délégué titulaire et un délégué suppléant. En cas de vacances, le délégué remplaçant doit être désigné dans un délai de 3 mois.

Un délégué possède au moins un droit de vote et peut en posséder plusieurs en application de la règle de répartition des droits de vote.

Un délégué titulaire empêché peut être représenté en nom et place par son propre suppléant, mais il peut également donner à un autre délégué titulaire pouvoir écrit de voter en son nom. Un membre présent ne peut disposer de plus d'un pouvoir.

On entendra par pouvoir, le(s) droit(s) de vote détenu(s) par le représentant d'un membre et donné(s) à un représentant d'un autre membre.

Le pouvoir doit arriver dans un délai de 24h avant la réunion. ||

Director/a (Presidente) a excepción de:

- 1) la votación del presupuesto,
- 2) la aprobación de las cuentas anuales,
- 3) las decisiones relativas a las modificaciones de los cometidos y los objetivos, condiciones iniciales de composición, de funcionamiento y de duración de la AECT.

Decide modificaciones eventuales del Convenio y los Estatutos de la AECT conforme a las disposiciones de artículos 10 y 27 de los Estatutos presentes.

Aproba la decisión de adhesión y de retirada de miembros.

## 12.5-Reuniones

### Frecuencia de los reuniones

Por lo menos 2 veces al año.

Las reuniones podrán ser organizadas, y las decisiones deliberadas, en cualquier lugar dentro del ámbito territorial de la AECT.

### Reglas a aplicar en las reuniones

La Asamblea puede ser convocada en sesión extraordinaria a petición de la Mesa o a petición de, al menos la mitad de sus miembros.

## 12.6- Procedimientos de toma de decisiones

### Representación de los miembros

Cada miembro tiene al menos un delegado titular y un delegado suplente. En caso de vacante, el delegado de reemplazo debe ser designado en un plazo de 3 meses.

Un delegado posee por lo menos un derecho de voto y puede poseer varios en aplicación de la regla de reparto de los derechos de voto.

En caso de imposibilidad de asistencia de un delegado titular puede ser representado por su propio suplente, pero también puede dar a otro delegado titular poder escrito para votar en su nombre. Un miembro presente no puede disponer de más de un poder.

Se entenderá por poder, el(los) derecho(s) de voto ostentado(s) por el representante de un miembro y entregado(s) a un representante de otro miembro.

la Directora (President) a excepció de:

- 1) el vot del pressupost,
- 2) l'aprovació del compte administratiu,
- 3) les decisions relatives a les modificacions de les comeses i objectius, de les condicions inicials de composició, de funcionament i de duració de l'AECT.

Decideix les modificacions eventuales del Conveni i dels Estatuts de l'AECT de conformitat amb les disposicions dels articles 10 i 27 dels presents Estatuts.

Aprova la decisió d'adhesió i de retracte d'un membre.

## 12.5- Reunions

### Freqüència de les reunions

Almenys 2 vegades l'any.

Les reunions podran ser organitzades, i les decisions deliberades, sobre el conjunt del territori de l'AECT.

### Regles a aplicar a les reunions

L'Assemblea pot ser convocada en sessió extraordinària a petició de la Mesa o, almenys, de la meitat dels seus membres.

## 12.6- Procediments de presa de decisió

### Representació dels membres

Cada membre posseeix almenys un delegat titular i un delegat suplent. En cas de vacant, el delegat de reemplaçament ha de ser designat en un termini de 3 mesos.

Un delegat posseeix almenys un dret de vot i en pot posseir diversos en aplicació de la regla de repartició dels drets de vot.

Un delegat titular impedit pot ser representat en el seu nom i lloc pel seu propi suplent, però pot igualment donar a un altre delegat titular poder escrit per votar en el seu nom. Un membre present no pot disposar de més d'un poder.

S'entendrà per poder, el(s) dret(s) de vot ostentat(s) pel representant d'un membre i donat(s) a un representant d'un altre membre.

est toujours révocable. Sauf cas de force majeure, il ne peut être valable pour plus d'une réunion.

**Répartition des droits de vote**

Deux catégories de membres coexistent :

- 1- Les collectivités
- 2- les autres entités

La règle de répartition des droits de vote est calculée sur la base de :

- o Chaque entité territoriale possède au moins une voix
- o Les collectivités ayant plus de 1.000 habitants possèdent une voix supplémentaire par tranche de 1.000 habitants

La répartition est comme suit, par entités géographiques et par ordre alphabétique :

1- Les collectivités :

**Vallespir et vallée de la Rome** : 27 voix

L'Albère (FR) dispose de 1 voix ; Le Boulou (FR) dispose de 6 voix ; Céret (FR) dispose de 8 voix ; Les Cluses (FR) dispose de 1 voix ; La Communauté de communes du Vallespir (FR) dispose d'1 voix ; Maureillas-Las-Illas (FR) dispose de 3 voix ; Le Perthus (FR) dispose de 1 voix ; Reynès (FR) dispose de 2 voix ; Saint-Jean-Pla-de-Corts (FR) dispose de 2 voix ; Taillet (FR) dispose de 1 voix ; Vivès (FR) dispose de 1 voix ;

**Haut et moyen Vallespir** : 22 voix

Amélie-Les-Bains-Palalda (FR) dispose de 4 voix ; Arles-sur-Tech (FR) dispose de 3 voix ; La Bastide (FR) dispose de 1 voix ; La Communauté de communes du Haut Vallespir (FR) dispose de 1 voix ; Corsavy (FR) dispose de 1 voix ; Coustouges (FR) dispose de 1 voix ; Lamanère (FR) dispose de 1 voix ; Montbolo (FR) dispose de 1 voix ; Prats-de-Mollo-La-Preste (FR) dispose de 2 voix ; Saint-Laurent-de-Cerdans (FR) dispose de 2 voix ; Saint-Marsal (FR) dispose de 1 voix ; Serralongue (FR) dispose de 1 voix ; Taulis (FR) dispose de 1 voix ; Le Tech (FR) dispose de 1 voix ;

**Vallée du Ter** : 12 voix

Camprodon (ES) dispose de 3 voix ; Llanars (ES) dispose de 1 voix ; Molló (ES) dispose de 1 voix ; Sant Joan de les

El poder debe llegar en el plazo de 24 horas antes de la reunión. Es siempre revocable. Salvo en caso de fuerza mayor, no puede ser válido para más de una reunión.

**Reparto de los derechos de voto**

Dos categorías de miembros coexisten:

- 1- Las colectividades
- 2- los otros entes

La regla de reparto de los derechos de voto se calcula sobre la base de:

- o Cada ente territorial posee por lo menos un voto
- o Las colectividades con más de 1.000 habitantes poseen un voto suplementario por tramo de 1.000 habitantes

El reparto es como sigue, por entidades geográficas y por orden alfabético:

1- Las colectividades :

**Vallespir y valle del Roma**: 27 votos

L'Albère (FR) dispone de 1 voto; Le Boulou (FR) dispone de 6 votos; Céret (FR) dispone de 8 votos; Les Cluses (FR) dispone de 1 voto; la Comunidad de municipios del Vallespir (FR) dispone de 1 voto; Maureillas-Las-Illas (FR) dispone de 3 votos; Le Perthus (FR) dispone de 1 voto; Reynès (FR) dispone de 2 votos; Saint-Jean-Pla-de-Corts (FR) dispone de 2 votos; Taillet (FR) dispone de 1 voto; Vivès (FR) dispone de 1 voto ;

**Alto y medio Vallespir**: 22 votos

Amélie-Les-Bains-Palalda (FR) dispone de 4 votos; Arles-sur-Tech (FR) dispone de 3 votos; La Bastide (FR) dispone de 1 voto; la Comunidad de municipios del Alto Vallespir (FR) posee 1 voto; Corsavy (FR) dispone de 1 voto; Coustouges (FR) dispone de 1 voto; Lamanère (FR) dispone de 1 voto; Montbolo (FR) dispone de 1 voto; Montferrer (FR) dispone de 1 voto; Prats-de-Mollo-La-Preste (FR) dispone de 2 votos; Saint-Laurent-de-Cerdans (FR) dispone de 2 votos; Saint-Marsal (FR) dispone de 1 voto; Serralongue (FR) dispone de 1 voto; Taulis (FR) dispone de 1 voto; Le Tech (FR) dispone de 1 voto;

**Valle del Ter**: 12 votos

Camprodon (ES) dispone de 3 votos; Llanars (ES) dispone de 1 voto; Molló (ES) dispone de 1 voto; Sant Joan de Abadesses

El poder ha d'arribar en un termini de 24 h abans de la reunió. És sempre revocable. Excepte cas de força major, no pot ser vàlid per a més d'una reunió.

**Repartició dels drets de vot**

Dues categories de membres coexisteixen:

- 1 – Les Col·lectivitats
- 2 - les altres entitats

La regla de repartició dels drets de vot es calcula sobre la base de :

- o Cada entitat territorial posseeix almenys un vot
- o Les col·lectivitats que tenen més de 1.000 habitants posseeixen un vot suplementari per tram de 1.000 habitants

La repartició es fa tal com prossegueix, per entitats geogràfiques i per ordre alfabètic :

1 – Les col·lectivitats :

**Vallespir i Vall de la Roma** : 27 vots

L'Albère (FR) disposa d'1 vot ; Le Boulou (FR) disposa de 6 vots ; Céret (FR) disposa de 8 vots ; Les Cluses (FR) disposa d'1 vot ; La Communauté de communes du Vallespir (FR) disposa d'1 vot ; Maureillas-Las-Illas (FR) disposa de 3 vots ; Le Perthus (FR) disposa d'1 vot ; Reynès (FR) disposa de 2 vots ; Saint-Jean-Pla-de-Corts (FR) disposa de 2 vots ; Taillet (FR) disposa d'1 vot ; Vivès (FR) disposa d'1 vot ;

**Alt i Mitjà Vallespir** : 22 vots

Amélie-Les-Bains-Palalda (FR) disposa de 4 vots ; Arles-sur-Tech (FR) disposa de 3 vots ; La Bastide (FR) disposa d'1 vot ; La Comunitat de municipis de l'Alt Vallespir (FR) disposa d'1 vot ; Corsavy (FR) disposa d'1 vot ; Coustouges (FR) disposa d'1 vot ; Lamanère (FR) disposa d'1 vot ; Montbolo (FR) disposa d'1 vot ; Montferrer (FR) disposa d'1 vot ; Prats-de-Mollo-La-Preste (FR) disposa de 2 vots ; Saint-Laurent-de-Cerdans (FR) disposa de 2 vots ; Saint-Marsal (FR) disposa d'1 vot ; Serralongue (FR) disposa d'1 vot ; Taulis (FR) disposa d'1 vot ; Le Tech (FR) disposa d'1 vot ;

**Vall del Ter** : 12 vots

Camprodon (ES) disposa de 3 vots ; Llanars (ES) disposa d'1

Abadesses (ES) dispose de 4 voix ; Sant Pau de Segúries (ES) dispose de 1 voix ; Setcases (ES) dispose de 1 voix ; et Vilallonga de Ter (ES) dispose de 1 voix.

2- les autres entités (2 voix) :

La Mancomunitat de la Vall de Camprodon (ES) dispose de 1 voix ; le Pays Pyrénées-Méditerranée (FR) dispose de 1 voix.

#### Quorum

Dans le cas des décisions prises à la majorité simple aucun quorum n'est requis.

Dans tous les autres cas, l'Assemblée délibère si la majorité des membres détenant au moins le 2/3 des droits de vote de l'Assemblée sont présents ou représentés, dont le Président / la Présidente et les Vice-présidents / les Vice-présidentes.

Si le quorum n'est pas atteint, l'Assemblée est à nouveau convoquée dans un délai de huit jours. Dans ce cas, et hors décisions extraordinaires, aucun quorum n'est exigé.

#### Majorité

Les décisions extraordinaires :

##### **Pour :**

- o Les modifications de la Convention et les modifications substantielles des Statuts,
  - o La dissolution du GECT,
  - o L'intégration ou le retrait d'un membre,
- Les décisions s'effectuent à l'unanimité des membres présents ou représentés et à bulletin secret.

##### **Pour :**

- o L'élection du Président / de la Présidente,
- o L'élection des Vice-présidents / des Vice-présidentes
- o L'élection du Bureau,
- o Les décisions budgétaires,

Les décisions s'effectuent à la majorité qualifiée des deux tiers des membres présents ou représentés et à bulletin secret.

Pour toutes les autres décisions, le vote s'effectue à la majorité des droits de vote détenus par les membres présents ou représentés et à main levée, à moins qu'il ne soit expressément demandé un scrutin secret par au moins un tiers des délégués présents.

En cas de partage lors du vote, le Président a une voix

(ES) dispose de 4 votos; Sant Pau de Segúries (ES) dispone de 1 voto; Setcases (ES) dispone de 1 voto; y Vilallonga de Ter (ES) dispone de 1 voto.

2- Los otros entes (2 votos):

La Mancomunitat de la Vall de Camprodon (ES) dispone de 1 voto; el País Pirineos-Mediterráneo (FR) dispone de 1 voto.

#### Quórum

En el caso de las decisiones tomadas por mayoría simple no se requiere ningún quórum.

En todos los demás casos, la Asamblea delibera si la mayoría de los miembros que detentan por lo menos 2/3 de los derechos de voto de la Asamblea están presentes o representados, incluidos el/la Director/a (Presidente) y los/las Vicepresidentes/as.

Si el quórum no se alcanza, la Asamblea volverá a ser convocada en un plazo de ocho días. En este caso, excluyendo decisiones extraordinarias, no se requiere quórum.

#### Mayoría

Las décisions extraordinarias :

##### **Para :**

- o Las modificaciones del Convenio y toda modificación sustancial de los Estatutos,
  - o la disolución de la AECT,
  - o La integración o la dimisión de miembros,
- Se adoptan por unanimidad de los miembros presentes o representados y por voto secreto.

##### **Para :**

- o La elección del/de la Director/a (Presidente),
- o La elección de los/las Vicepresidentes/as,
- o La elección de la Mesa,
- o Las decisiones presupuestarias,

Las decisiones se tomarán por mayoría cualificada de dos tercios de los miembros presentes o representados y por voto secreto.

Para todas las demás decisiones, el voto se efectúa por la mayoría de los derechos de voto detentados por los miembros presentes o representados y a mano alzada, a menos que sea expresamente pedida una votación secreta por lo menos un

vot ; Molló (ES) disposa d'1 vot ; Sant Joan de les Abadesses (ES) disposa de 4 vots ; Sant Pau de Segúries (ES) disposa d'1 vot ; Setcases (ES) disposa d'1 vot ; Vilallonga de Ter (ES) disposa d'1 vot.

2 - les altres entitats (2 vots) :

La Mancomunitat de la Vall de Camprodon (ES) disposa d'1 vot ; el País Pyrénées-Méditerranée (FR) disposa d'1 vot.

#### Quòrum

En el cas de les decisions preses per majoria simple no es requereix cap quòrum.

En tots els altres casos, l'Assemblea delibera si la majoria dels membres que ostenten almenys els 2/3 dels drets de vot de l'Assemblea hi són presents o representats, inclosos el Director/ la Directora (President) i el Vicepresident / la Vicepresidenta.

Si el quòrum no s'assoleix, l'Assemblea tornarà a ser convocada dins un d'un termini de vuit dies. En aquest cas, fora de decisions extraordinàries, no es requereix quòrum.

#### Majoria

Les décisions extraordinaires :

##### **Per :**

- o Les modificacions del Conveni i tota modificació substancial dels Estatuts,
  - o la dissolució de l'AECT,
  - o La integració o la dimissió de membres,
- Es fan per unanimitat dels membres presents o representats i per vot secret.

##### **Per :**

- o L'elecció del Director/ de la Directora (President),
- o L'elecció dels Vicepresidents / Vicepresidentes
- o L'elecció de la Taula,
- o Les decisions pressupostàries,

Les decisions es prendran per majoria qualificada de dos terços dels membres presents o representats i per vot secret.

Per a totes les altres decisions, el vot s'efectua per la majoria dels drets de vot ostentats pels membres presents o representats i a mà alçada, llevat que no sigui expressament demanat un escrutini secret per almenys un terç dels delegats



prépondérante.

Les délibérations font l'objet de procès verbaux signés par le Président/la Présidente. Elles sont communiquées aux membres de l'Assemblée et notifiées dans le mois qui suit la séance.

## Article 13 → Présidence et Vice-présidences

### 13.1- Désignation

Un Président/une Présidente et deux Vice-présidents/ Vice-présidentes sont élus par l'Assemblée à la majorité qualifiée des deux tiers et à bulletin secret, pour deux ans.

Président(e) et Vice-présidents/Vice-présidentes représenteront chacun une partie du territoire et seront choisis parmi les collectivités qui les composent :

- Bas Vallespir et vallée de la Rome
- Haut et moyen Vallespir
- Vallée du Ter

Le Président/la Présidente sera désigné(e) alternativement de part et d'autre de la frontière.

### 13.2- Compétences du Président/de la Présidente

Le Président/la Présidente est l'organe exécutif du GECT.

Le Président/la Présidente représente le GECT et agit au nom et pour le compte de celui-ci.

### 13.3- Missions du Président/de la Présidente

Il/elle est seul chargé(e) de l'administration du GECT mais il/elle est assisté(e) de deux Vice-présidents/Vice-présidentes et du Directeur/de la Directrice.

Il/elle peut déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux Vice-présidents/aux Vice-présidentes ainsi que sa signature au Directeur/Directrice.

tercio de los delegados presentes.

En caso de empate en la votación, el/la Director/a (Presidente) tiene un voto de calidad.

Las deliberaciones se harán constar en acta firmada por el/la Director/a (Presidente). Son comunicadas a los miembros de la Asamblea y notificadas el mes siguiente a la celebración de la sesión.

## Artículo 13 → Dirección (Presidencia) y Vicepresidencias

### 13.1-Nombramiento

Un/una Director/a (Presidente) y dos Vicepresidentes/as son elegidos por la Asamblea por mayoría mayoría cualificada de dos tercios y voto secreto, por dos años.

Director/a (Presidente) y Vicepresidentes/as representarán cada uno una parte del territorio y se seleccionarán entre las comunidades que comprenden :

- Bajo Vallespir y valle del Roma
- Alto y medio Vallespir
- Valle del Ter

El/la Director/a (Presidente) será designado alternativamente de una y otra parte de la frontera.

### 13.2-Competencias del/de la directora/a (Presidente)

El/la Director/a (Presidente) es el órgano ejecutivo de la AECT.

El/la Director/a (Presidente) representa a la AECT y actúa en nombre y por cuenta de ésta.

### 13.3-Cometidos del/de la Director/a (Presidente)

Es el único encargado de la administración de la AECT pero le prestan asistencia los/las dos Vicepresidentes/as y el/la Gerente.

Puede delegar, bajo su vigilancia y responsabilidad, el ejercicio de parte de sus funciones a los/las Vicepresidentes/as así como su firma al/la Gerente.

Convoca la Asamblea y la Mesa y preside la reunión. Fija el orden del día.

presentes.

En cas d'empat en la votació, el Director/ la Directora (President) té vot de qualitat.

Les deliberacions constaran en actes signades pel Director/ la Directora (President). Són comunicades als membres de l'Assemblea i són notificades en el mes següent a la celebració de la sessió.

## Article 13 → Direcció (Presidència) i Vicepresidències

### 13. 1- Designació

Un Director/ una Directora (President) i dos Vicepresidents/ Vicepresidentes són elegits per l'Assemblea per majoria qualificada de dos terços i per vot secret, per dos anys.

El Director/ la Directora (President) i Vicepresidents/Vicepresidentes representaran cadascun una part del territori i seran seleccionats d'entre les comunitats que comprenen:

- Baix Vallespir i vall de la Roma;
- Alt i Mitjà Vallespir ;
- Vall del Ter.

El Director/ la Directora (President) serà designat alternativament d'una part i de l'altra de la frontera.

### 13.2- Competències del Director/ de la Directora (President)

El Director/ la Directora (President) és l'òrgan executiu de l'AECT.

El Director/ la Directora (President) representa l'AECT i actua en nom i representació d'aquesta.

### 13.3- Comeses del Director/ de la Directora (President)

És l'únic encarregat de l'administració de l'AECT, però està assistit pels dos Vicepresidents/Vicepresidentes i pel/ per la Gerent.

Pot delegar, sota la seva vigilància i la seva responsabilitat, l'exercici d'una part de les seves funcions als

Il/elle convoque l'Assemblée et le Bureau et en préside la réunion. Il/elle fixe l'ordre du jour.

Il/elle dirige les débats et doit s'assurer de la régularité du vote.

Il/elle assure l'exécution des décisions de l'Assemblée.

Il/elle prépare le budget et le compte administratif, mandate les dépenses, émet les titres de recettes, prépare les décisions du Bureau et, d'une manière générale, prend toute mesure nécessaire pour gérer les biens du GECT.

Le Président/la Présidente peut inviter ou entendre en raison de sa compétence, toute personne dont il/elle estimera le concours utile à l'Assemblée ou au Bureau.

Il/elle représente le GECT en justice et signe les actes juridiques.

Il/elle nomme le personnel du GECT dans le cadre des emplois budgétaires créés par l'Assemblée.

Préalablement au vote du budget par l'Assemblée, à la fin de chaque exercice le Président/la Présidente communique à chaque membre du GECT un rapport d'activité et un compte rendu d'exécution du programme d'action.

En cas d'absence, il/elle est remplacé(e) par les Vice-présidents/les Vice-présidentes.

#### 13.4- Vice-présidents/Vice-présidentes

Les Vice-présidents/les Vice-présidentes peuvent se voir déléguer une partie des missions du Président/de la Présidente sous sa surveillance et sa responsabilité.

Ils/elles assistent le Président/la Présidente dans ses missions et peuvent le/la remplacer en son absence.

### Article 14 → Bureau

#### 14.1- Composition

Le Bureau est l'organe exécutif collégial du GECT.

Il est présidé par le Président/la Présidente du GECT, assisté des Vice-Présidents/Vice-Présidentes.

Le Bureau est composé de 9 membres titulaires et de leurs 9 membres suppléants.

Chaque partie du territoire possèdera 3 représentants au sein

Dirige los debates y debe asegurar el correcto desarrollo de la votación.

Asegura la ejecución de las decisiones de la Asamblea.

Prepara el presupuesto y las cuentas anuales, autoriza los gastos, emite facturas, prepara las decisiones de la Mesa y, de manera general, toma cuantas medidas sean necesarias para administrar los bienes de la AECT.

El/la Director/a (Presidente) puede invitar o incorporar, en base a sus competencias, toda persona de la cual estime útil su concurso para la Asamblea o para la Mesa.

Representa a la AECT ante la justicia y firma los actos jurídicos.

Nombra al personal de la AECT en el marco de los empleos presupuestados creados por la Asamblea.

Previamente a la votación del presupuesto por la Asamblea, al fin de cada ejercicio el/la Director/a (Presidente) comunica a cada miembro de la AECT un informe de actividades y un informe del estado de ejecución del programa de acción.

En caso de ausencia, es reemplazado por los/las Vicepresidentes/as.

#### 13.4-Vicepresidentes/as

Los/las Vicepresidentes/as pueden ostentar la delegación de parte de las tareas del/de la Director/a (Presidente) bajo su vigilancia y su responsabilidad.

Prestan asistencia al/a la Director/a (Presidente) en sus tareas y le pueden reemplazar durante su ausencia.

### Artículo 14 → Mesa

#### 14.1-Composición

La Mesa es el órgano ejecutivo colegiado de la AECT.

La Mesa es presidida por el/la Director/a (Presidente) de la AECT, asistido por los/las Vicepresidentes/as.

La Mesa está compuesta por 9 miembros titulares y 9 miembros suplentes de éstos.

Cada parte del territorio poseerá 3 representantes en el seno

Vicepresidents/Vicepresidentes així com la seva signatura al/ a la Gerent.

Convoca l'Assemblea i la Mesa i en presideix la reunió. Fixa l'ordre del dia.

Dirigeix els debats i ha d'assegurar la regularitat del vot.

Assegura l'execució de les decisions de l'Assemblea.

Prepara el pressupost i el compte administratiu, autoritza les despeses, emet factures, prepara les decisions de la Mesa i, de manera general, pren tota mesura necessària per administrar els béns de l'AECT.

El Director/ la Directora (President) pot convidar o incorporar, d'acord amb la seva competència, tota persona de la qual n'estimi el concurs útil per a l'Assemblea o per a la Mesa. Representa l'AECT davant de la justícia i signa els actes jurídics.

Designa el personal de l'AECT en el marc dels llocs de treball pressupostats creats per l'Assemblea.

Prèviament al vot del pressupost per l'Assemblea, al final de cada exercici el Director/ la Directora (President) comunica a cada membre de l'AECT un informe d'activitats i un informe de l'estat d'execució del programa d'acció.

En cas d'absència, és reemplaçat/reemplaçada pels Vicepresidents/per les Vicepresidentes.

#### 13. 4- Vicepresidents/Vicepresidentes

Els Vicepresidents /les Vicepresidentes poden ostentar la delegació de part de les funcions del Director/ de la Directora (President) sota la seva vigilància i la seva responsabilitat.

Assisteixen al Director/ a la Directora (President) en les seves tasques i poden reemplaçar el President/la Presidenta durant la seva absència.

### Article 14 → Mesa

#### 14.1- Composició

La Mesa és l'òrgan executiu col·legiat de l'AECT.

Està presidida pel Director/ per la Directora (President) de l'AECT, assistit pels Vicepresidents/Vicepresidentes.

La Mesa està composta per 9 membres titulars i els 9 membres suplents d'aquests.

Cada part del territori posseirà 3 representants dins de la

du Bureau :

- Bas Vallespir et vallée de la Rome
- Haut et moyen Vallespir
- Vallée du Ter

En cas d'empêchement du délégué titulaire, le délégué suppléant est appelé à siéger au Bureau.

#### 14.2- Election du Bureau

Elu par l'Assemblée et en son sein pour une durée de deux ans.

L'Assemblée votera tous les deux ans, avant le renouvellement du Bureau, la composition de ce dernier.

Les membres du Bureau seront élus parmi les délégués des membres au scrutin uninominal à un tour.

En cas de vacance parmi les membres du Bureau pour quelque raison que ce soit, l'Assemblée pourvoit à leur remplacement lors de sa prochaine réunion.

Peuvent être invités aux réunions du Bureau, toutes personnalités qualifiées.

#### 14.3- Compétences

Le Bureau est chargé d'assister le Président/la Présidente dans la gestion du GECT. Il prépare l'ordre du jour de l'Assemblée du GECT et fait des propositions à l'Assemblée.

#### 14.4- Missions

Il examine le projet de budget présenté par le Président/la Présidente et le communique aux membres concernés pour avis dans un délai d'un mois, préalablement à la présentation de celui-ci à l'Assemblée.

Le Bureau veille au respect des engagements pris dans le cadre de la Convention et de l'exécution du programme d'actions du GECT.

#### 14.5- Convocation du Bureau

Le Bureau se réunit sur convocation du Président/de la Présidente autant que besoin.

de la Mesa :

- Bajo Vallespir y valle del Roma
- Alto y medio Vallespir
- Valle del Ter

En caso de impedimento del delegado titular, el delegado suplente ocupará su puesto en la Mesa.

#### 14.2-Elección de la Mesa

Elegida en el seno de la Asamblea y por un período de dos años.

La Asamblea votará cada dos años, antes del cambio de la Mesa, la composición de esta última.

Los miembros de la Mesa serán elegidos entre los delegados de los miembros por escrutinio uninominal a una vuelta.

En caso de vacante entre los miembros de la Mesa, por el motivo que sea, la Asamblea proveerá su sustitución en el momento de su siguiente reunión.

Pueden ser invitados a las reuniones de la Mesa, todas las personas cualificadas.

#### 14.3-Competencias

La Mesa se encarga de prestar asistencia al/a la Director/a (Presidente) en la gestión de la AECT. Prepara el orden del día de la Asamblea de la AECT y formula propuestas a la Asamblea.

#### 14.4-Cometidos

Examina el proyecto de presupuesto presentado por el/la Director/a (Presidente) y lo comunica a los miembros implicados para su opinión en el plazo de un mes, previamente a la presentación de este proyecto de presupuesto a la Asamblea.

La Mesa vela por el respeto de los compromisos adoptados en el marco del Convenio y en el marco de la ejecución del programa de acciones de la AECT.

#### 14.5-Convocatoria de la Mesa

La Mesa se reúne a convocatoria del/de la Director/a (Presidente), así como por necesidad.

Mesa :

- Baix Vallespir i vall del Roma ;
- Alt i mitjà Vallespir;
- Vall del Ter

En cas d'impediment del delegat titular, el delegat suplent és cridat a ocupar-ne el lloc a la Mesa.

#### 14.2- Elecció de la Mesa

Escollida dins de l'Assemblea i per un període de dos anys.

L'Assemblea en votarà cada dos anys, abans de la renovació de la Mesa, la seva composició.

Els membres de la Mesa seran escollits entre els delegats dels membres per escrutini uninominal en una volta.

En cas de vacant entre els membres de la Mesa, per la raó que sigui, l'Assemblea s'ocupa de la seva substitució en el moment de la pròxima reunió.

Poden ser convidats a les reunions de la Mesa, totes les personalitats qualificades.

#### 14.3- Competències

La Mesa s'encarrega d'assistir al Director/ a la Directora (President) en la gestió de l'AECT. Prepara l'ordre del dia de l'Assemblea de l'AECT i formula les propostes a l'Assemblea.

#### 14.4- Comeses

Examina el projecte de pressupost presentat pel Director/ per la Directora (President) i el comunica als membres implicats per a la seva opinió en un termini d'un mes, prèviament a la presentació d'aquest projecte de pressupost a l'Assemblea.

La Mesa vetlla pel respecte dels compromisos adquirits en el marc del Conveni i de l'execució del programa d'accions de l'AECT.

#### 14.5 - Convocatòria de la Mesa

La Mesa es reuneix a convocatòria del Director/ de la Directora (President), així com en cas de necessitat.

## Article 15→ Membres

### 15.1- Intégration de nouveaux membres

L'admission d'un membre s'opère par délibération de la structure concernée (sous condition d'approuver la Convention et les présents Statuts) et par son acceptation par l'Assemblée qui sera chargé d'en informer le Préfet dans le délai de 15 jours.

Les procédures d'intégration de nouveaux membres seront lancées uniquement dans le cas de candidatures groupées avec un délai minimum de deux ans entre deux procédures d'adhésion.

L'Assemblée devra modifier la Convention et les Statuts pour tenir compte de l'intégration d'un membre.

L'intégration entre en vigueur à compter de la date de l'arrêté préfectoral constatant l'adhésion.

Toute modification dans la composition des membres doit être approuvée par les Etats des membres dans le respect de l'article 4 du Règlement (CE) n°1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006, et doit être publiée en conformité avec l'Article 5 du règlement précité.

### 15.2- Démission d'un membre

Le retrait d'un membre du GECT s'opère dans les mêmes conditions et selon les mêmes règles que la procédure d'admission.

Les membres du GECT peuvent se retirer pour des motifs sérieux mettant en cause leurs intérêts à condition que la décision de retrait (délibération de son assemblée) soit notifiée à l'Assemblée au moins 6 mois avant la fin de l'exercice. Ce retrait ne devient effectif qu'après autorisation par arrêté préfectoral français. Les conséquences de ce retrait sont soumises de plein droit aux dispositions du Code Général français des Collectivités Territoriales et du Décret Royal espagnol 37/2008.

## Artículo 15→ Miembros

### 15.1-Integración de nuevos miembros

La admisión de un miembro se produce por deliberación de la estructura implicada (a condición de aprobar el Convenio y los presentes Estatutos) y por su aceptación por la Asamblea que será la encargada de informar al Prefecto en el plazo de 15 días.

Los procedimientos de integración de nuevos miembros serán instados únicamente en el caso de candidaturas agrupadas con un plazo mínimo de dos años entre dos procedimientos de adhesión.

La Asamblea deberá modificar el Convenio y los Estatutos para tener en cuenta la integración de un miembro.

La integración es efectiva a partir de la fecha de la orden del Prefecto francés que constata la adhesión.

Toda modificación en la composición de los miembros debe ser aprobada por los Estados de los miembros respetando el Artículo 4 del Reglamento (CE) N° 1082/2006 del Parlamento europeo y del Consejo del 5 de julio de 2006, y debe ser publicada conforme al Artículo 5 del citado reglamento.

### 15.2-Dimisión de un miembro

La baja de un miembro de la AECT se produce en las mismas condiciones y según las mismas reglas que el procedimiento de admisión.

Los miembros de la AECT pueden darse de baja por motivos razonados que perjudiquen sus intereses con la condición de que la decisión de baja (deliberación de su asamblea) sea notificada a la Asamblea por lo menos 6 meses antes del fin del ejercicio. Esta baja no es efectiva hasta después de la autorización por orden del Prefecto francés. Las consecuencias de esta baja están sometidas, de pleno derecho, a las disposiciones del Código General francés de las Colectividades Territoriales y de las normas españolas de aplicación en materia de Agrupaciones Europeas de Cooperación Territorial.

## Article 15→ Membres

### 15.1- Integració de nous membres

L'admissió d'un membre es produeix per la deliberació de l'estructura implicada (sota la condició d'aprovar el Conveni i els presents Estatuts) i per la seva acceptació per l'Assemblea que serà l'encarregada d'informar-ne al Prefecte en el termini de 15 dies.

Els procediments d'integració de nous membres seran instats únicament en el cas de candidatures agrupades en un termini mínim de dos anys entre dos procediments d'adhésió.

L'Assemblea haurà de modificar el Conveni i els Estatuts per tenir en compte la integració d'un membre.

La integració entre en vigor a partir de la data de l'ordre del Prefecte francès que constata l'adhésió.

Tota modificació en la composició dels membres ha de ser aprovada pels Estats dels membres respectant l'Article 4 del Reglament (CE) núm. 1082/2006 del Parlament europeu i del Consell de 5 de juliol de 2006, i ha de ser publicada de conformitat amb l'Article 5 de l'esmentat reglament.

### 15.2- Dimissió d'un membre

La baixa d'un membre de l'AECT es produeix en les mateixes condicions i segons les mateixes regles que el procediment d'admissió.

Els membres de l'AECT es poden donar de baixa per motius raonats que perjudiquin els seus interessos amb la condició que la decisió de baixa (deliberació de la seva assemblea) sigui notificada a l'Assemblea almenys amb 6 mesos abans de la fi de l'exercici. Aquesta retirada no es fa efectiva fins després de l'autorització per ordre del Prefecte francès. Les conseqüències d'aquesta baixa se sotmeten, de ple dret, a les disposicions del Codi General francès de les Colectivitats Territorials i de les normes espanyoles d'aplicació respecte al Agrupacions Europeus de Cooperació Territorial.

### Article 16→ Partenaires

Peuvent devenir «partenaire» les personnes morales poursuivant des objectifs d'intérêt général correspondant aux objectifs du GECT, dont les collectivités publiques, Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI en France) représentatives du territoire.

La demande d'admission d'un « partenaire » se fait par écrit auprès du Président/de la Présidente du GECT.

L'Assemblée approuve l'admission du « partenaire » conformément à l'article 12 des présents Statuts dans le cadre des décisions non extraordinaires.

Les « partenaires » sont convoqués et participent aux réunions de l'Assemblée sans droit de vote et leur participation n'est pas prise en compte au titre du quorum.

Les modalités de participation et d'expression des « partenaires » aux réunions de l'Assemblée sont définies dans le Règlement intérieur.

Les « partenaires » sont convoqués et participent aux travaux des organes consultatifs prévus à l'article 18 des présents Statuts.

Chaque « partenaire » désigne un représentant conformément au droit qui le régit.

Les représentants des « partenaires » ne peuvent pas être élus dans les organes de direction du GECT.

En cas de retrait, le « partenaire » en informe le Président/la Présidente du GECT par écrit.

### TITRE III :

#### Fonctionnement opérationnel

### Article 17→ Directeur/Directrice

#### 17.1- Désignation

Le Directeur/la Directrice du GECT est l'Animateur/l'Animatrice de l'Architecture et du Patrimoine.

Il/elle est nommé(e) et révoqué(e) par le Président/la Présidente du GECT après avis du Bureau.

#### 17.2- Compétences

Le Directeur/la Directrice, sous l'autorité du Président/de la

### Artículo 16→ Socios

Pueden ser « socio » las personas jurídicas que persigan los objetivos de interés general coincidentes con los objetivos de la AECT, entre los que están las colectividades públicas, Instituciones públicas intermunicipales de cooperación (EPCI en Francia) representantes del territorio.

La solicitud de admisión de un « socio » se hace por escrito dirigido al/a la Director/a (Presidente) de la AECT.

La Asamblea aprueba la admisión del « socio » conforme al artículo 12 de los Estatutos presentes en el contexto de las decisiones no extraordinarias.

Los « socios » son convocados y participan en las reuniones de la Asamblea sin derecho de voto y su participación no se tiene en cuenta para el quórum.

Las modalidades de participación y de expresión de los « socios » en las reuniones de la Asamblea son definidas en el Reglamento interno.

Los « socios » son convocados y participan en los trabajos de los órganos consultivos previstos al artículo 18 de los Estatutos presentes.

Cada « socio » designa un representante conforme al derecho que le rige.

Los representantes de los « socios » no pueden ser elegidos entre los órganos de dirección de la AECT.

En caso de baja, el « socio » informa al Presidente/la Presidenta de la AECT por escrito.

### TÍTULO III :

#### Funcionamiento operativo

### Artículo 17→ Gerente

#### 17.1-Nombramiento

El/la Gerente de la AECT es el/la dinamizador/a de Arquitectura y Patrimonio.

Es nombrado y revocado por el/a Director/a (Presidente) de la AECT de acuerdo con el criterio de la Mesa.

#### 17.2-Competencias

Bajo la autoridad del/de la Director/a (Presidente), el/la

### Article 16→ Socis

Poden esdevenir « soci » les persones jurídiques que persegueixen objectius d'interès general coincidents amb els objectius de l'AECT, entre ells les col·lectivitats públiques, Institucions públiques intermunicipals de cooperació (EPCI a França) representants del territori.

La sol·licitud d'admissió d'un « soci » es fa per escrit dirigit al Director/ a la Directora (President) de l'AECT.

L'Assemblea aprova l'admissió del « soci » conforme a l'article 12 dels presents Estatuts en el context de les decisions no extraordinàries.

Els « socis » són convocats i participen en les reunions de l'Assemblea sense dret de vot i la seva participació no es té en compte per al quòrum.

Les modalitats de participació i d'expressió dels « socis » a les reunions de l'Assemblea són definides al Reglament intern.

Els « socis » són convocats i participen en els treballs dels òrgans consultius previstos a l'article 18 presents Estatuts.

Cada « soci » designa un representant conforme al dret que el regeix.

Els representants dels « socis » no poden ser escollits d'entre els òrgans de direcció de l'AECT.

En cas de baixa, el « soci » n'informa el President/la Presidenta de l'AECT per escrit.

### TÍTOL III :

#### Funcionament operatiu

### Article 17→ Gerent

#### 17.1- Designació

El/ la Gerent de l'AECT és el/la dinamitzador/a de l'Arquitectura i del Patrimoni.

És designat/designada i revocat/recovada pel Director/ per la Directora (President) de l'AECT segons el criteri de la Mesa.

#### 17.2- Competències

Sota l'autoritat del Director/ de la Directora (President), el/la

Présidente, est en charge de la gestion quotidienne administrative et financière du GECT en lien avec le bureau. Elle assiste le Président dans la préparation et l'exécution des décisions de l'Assemblée et du Bureau. Elle prépare les programmes d'activités annuels ainsi que les propositions budgétaires que le Président/la Présidente présente à l'Assemblée ou au Bureau. Elle assure, sous l'autorité du Président/dela Présidente, le fonctionnement des services du GECT et la gestion du personnel. Elle peut recevoir du Président/de la Présidente délégation de signature dans le respect de la réglementation en vigueur en France.

### 17.3- Missions

Le Directeur/la Directrice est chargé(e) de mettre en oeuvre la Convention de Pays d'Art et d'Histoire. Elle aura pour mission de:

- sensibiliser la population locale, initier le public jeune au travers d'ateliers de l'architecture et du patrimoine,
- accueillir le public touristique en mettant à sa disposition des programmes de visites découvertes,
- former les guides-conférenciers, les médiateurs touristiques et sociaux,
- concevoir et mettre en oeuvre un Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine,
- mener des actions de communication et de promotion du patrimoine.

Le Directeur/la Directrice travaille en transversalité avec l'ensemble des services territoriaux (urbanisme, communication...) et établit des collaborations avec les acteurs culturels et touristiques, et de loisirs du territoire. Elle associe les guides-conférenciers à l'ensemble des actions définies dans la Convention.

## Article 18→ Organes consultatifs

### 18.1- Commission de Coordination du Pays d'Art et d'Histoire

Une Commission de Coordination est créée, conformément à la Convention du label « Ville et Pays d'Art et d'Histoire »,

Gerente se encarga de la gestión administrativa y financiera cotidianas de la AECT en relación con la Mesa.

É/la assiste al/a la Director/a (Presidente) en la preparación y ejecución de las decisiones de la Asamblea y de la Mesa.

Prepara los programas de actividades anuales así como las propuestas presupuestarias que el/la Director/a (Presidente) presenta a la Asamblea o a la Mesa.

Asegura, bajo la autoridad del/de la Director/a (Presidente), el funcionamiento de los servicios de la AECT y la gestión del personal.

Puede recibir del/de la Director/a (Presidente) delegación de firma, respetando la reglamentación vigente en Francia.

### 17.3- Cometidos

El/la Gerente es el encargado de poner en ejecución el Convenio de País de Arte e Historia.

Tendrá por tareas:

- sensibilizar a la población local, iniciar al público joven a través de talleres de arquitectura y patrimonio,
- acoger al público turista/a los turistas poniendo a su disposición programas de visitas de descubrimiento,
- formar a los guías turísticos, los mediadores turísticos y sociales,
- crear y poner en ejecución un Centro de Interpretación de la Arquitectura y el Patrimonio,
- llevar a cabo acciones de comunicación y promoción del patrimonio.

El/la Gerente trabaja en transversalidad con el conjunto de servicios territoriales (urbanismo, comunicación...) y establece colaboraciones con los agentes culturales y turísticos, y de ocio del territorio.

Asocia los guías turísticos al conjunto de acciones definidas en el Convenio.

## Artículo 18→ Órganos consultivos

### 18.1-Comisión de Coordinación del País de Arte e Historia

Se ha creado una Comisión de Coordinación, de conformidad con el Convenio del distintivo de " País de Arte e Historia",

Page 22 sur 33

Gerent s'encarrega de la gestió administrativa i financera quotidianas de l'AECT en relació amb la Mesa.

El/la assisteix al Director/ a la Directora (President) en la preparació i execució de les decisions de l'Assemblea i de la Mesa.

Prepara els programes d'activitats anuals així com les propostes pressupostàries que el Director/ la Directora (President) presenta a l'Assemblea o a la Mesa.

Assegura, sota l'autoritat del Director/ de la Directora (President), el funcionament dels serveis de l'AECT i la gestió del personal.

Pot rebre del Director/ de la Directora (President) delegació de signatura, respectant la reglamentació en vigor a França.

### 17.3- Comeses

El/la Gerent està encarregat de posar en funcionament el Conveni del País d'Art i d'Història.

Tindrà per a tasques:

- sensibilitzar la població local, iniciar el públic jove a través de tallers sobre l'arquitectura i el patrimoni,
- acollir el públic turístic posant a la seva disposició programes de visites descoberta,
- formar els guies-conferencians, els mediadors turístics i socials,
- concebre i posar en funcionament un Centre d'Interpretació de l'Arquitectura i del Patrimoni,
- portar a terme accions de comunicació i de promoció del patrimoni.

El/ la Gerent treballa transversalment amb el conjunt dels serveis territorials (urbanisme, comunicació...) i estableix col·laboracions amb els agents culturals i turístics, i de lleure del territori.

Associa els guies-conferencians al conjunt d'accions definides en el Conveni.

## Article 18→ Òrgans consultius

### 18.1- Comissió de Coordinació del País d'Art i d'Història

Una Comissió de Coordinació ha estat creada, en virtut del Conveni del distintiu de "Ciutat i País d'Art i d'Història",

formée des personnes qualifiées représentant les partenaires et décideurs institutionnels.

Cette Commission peut s'ouvrir à d'autres membres en fonction de l'ordre du jour.

La Commission de Coordination se réunit au moins une fois tous les deux ans sur convocation du Président/de la Présidente afin d'établir le bilan des actions, étudier les projets nouveaux et décider des moyens à mettre en œuvre pour les réaliser.

Le Règlement intérieur, en s'inspirant des dispositions contenues dans la Convention de Pays d'Art et d'Histoire, fixe la composition, le mode de fonctionnement et les missions de la Commission de Coordination.

### 18.2- Comité Scientifique

Formé de membres scientifiques, le Comité assiste le Directeur/la Directrice et l'Assemblée.

Le rôle du comité est de formuler des propositions et de conduire des réflexions lorsque sont à prendre des décisions nécessitant une expertise scientifique sur le territoire.

Le Règlement intérieur fixe la composition, le mode de fonctionnement et les missions du Comité Scientifique.

### 18.3- Comité Technique

Le Directeur/la Directrice et l'Assemblée sont assistés d'un Comité Technique formé des membres du dispositif en réseau du Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine. Il conduit la mise en œuvre des actions coordonnées à l'échelle du réseau territorial.

Il veille à l'articulation du réseau territorial avec les autres équipements culturels et touristiques du territoire.

Le Règlement intérieur fixe la composition, le mode de fonctionnement et les missions du Comité Technique.

Des groupes de travail thématiques, pourront être mis en place à l'initiative du Directeur/de la Directrice. Ces groupes de travail contribueront à la réflexion générale sur la mise en valeur du patrimoine et à l'établissement du programme annuel. Ils seront ouverts aux différents partenaires et acteurs locaux.

formada por personas cualificadas que representan a los socios y a los responsables institucionales.

Esta Comisión puede abrirse a otros miembros con arreglo al orden del día.

La Comisión de Coordinación se reúne por lo menos una vez cada dos años a convocatoria del/de la Director/a (Presidente) con el fin hacer balance de las acciones, estudiar nuevos proyectos y decidir los medios de funcionamiento para realizarlos.

El Reglamento interno, inspirándose en las disposiciones contenidas en el Convenio del País de Arte e Historia, fija la composición, el modo de funcionamiento y las metas de la Comisión de Coordinación.

### 18.2-Comité Científico

Formado por miembros científicos, el Comité presta asistencia al/a la Gerente y a la Asamblea.

El papel del comité es el de formular propuestas y dirigir opiniones para la toma de decisiones que necesitan un peritaje científico sobre el territorio.

El Reglamento interno fija la composición, el modo de funcionamiento y las tareas del Comité Científico.

### 18.3-Comité Técnico

El/la Gerente y a la Asamblea les presta asistencia un Comité Técnico formado por los miembros del dispositivo en red del Centro de Interpretación de la Arquitectura y el Patrimonio. Dirige la puesta en ejecución de las acciones coordinadas a escala de la red territorial.

Vela por la articulación de una red territorial con otros equipamientos culturales y turísticos del territorio.

El Reglamento interno fija la composición, el modo de funcionamiento y las metas del Comité Técnico.

Podrán ser puestos en funcionamiento grupos temáticos de trabajo, a iniciativa del/de la Gerente. Estos grupos de trabajo contribuirán a la reflexión general sobre la puesta en valor del patrimonio y al establecimiento del programa anual. Estarán abiertos a diferentes socios y agentes locales.

formada per persones qualificades que representen als socis i responsables institucionals.

Aquesta Comissió es pot obrir a altres membres en funció de l'ordre del dia.

La Comissió de Coordinació es reuneix almenys una vegada cada dos anys a convocatòria del Director/ de la Directora (President) per tal d'establir el balanç de les actuacions, estudiar nous projectes i decidir els mitjans a posar en funcionament per realitzar-los.

El Reglament intern, inspirant-se en les disposicions contingudes en el Conveni del País d'Art i d'Història, fixa la composició, el mètode de funcionament i les fites de la Comissió de Coordinació.

### 18.2- Comitè Científic

Format per membres científics, el Comitè assisteix al/ a la Gerent i a l'Assemblea.

El paper del comitè és el de formular propostes i conduir reflexions per tal de prendre decisions que requereixin un coneixement científic sobre el territori.

El Reglament intern fixa la composició, el mètode de funcionament i les fites del Comitè Científic.

### 18.3- Comitè Tècnic

El/ la Gerent i l'Assemblea són assessorats per un Comitè Tècnic format pels membres del dispositiu en xarxa del Centre d'Interpretació de l'Arquitectura i del Patrimoni. Dirigeix la posada en funcionament de les accions coordinades en l'àmbit de la xarxa territorial.

Veïlla per l'articulació d'una xarxa territorial amb els altres equipaments culturals i turístics del territori.

El Reglament intern fixa la composició, el mètode de funcionament i les fites del Comitè Tècnic.

Es podran posar en funcionament grups de treball temàtics, a iniciativa del/ de la Gerent. Aquests grups de treball contribuiran a la reflexió general sobre la revalorització del patrimoni i a l'establiment del programa anual. Seran oberts als diferents socis i agents locals.

### Article 19 → Langues de travail

Les langues de travail du GECT sont les langues officielles du territoire des membres du GECT : le français, le castillan et le catalan.

### Article 20 → Personnel

Modalités de fonctionnement / gestion / les procédures de recrutement / nature des contrats :

Le personnel est soit mis à disposition ou détaché par les collectivités membres, soit recruté spécifiquement par le GECT. En plus du Directeur/de la Directrice, une équipe technique est mise en place pour conduire les travaux décidés par le GECT.

#### La gestion du personnel

La nature des contrats de travail du personnel, recruté directement par le GECT, relève de la législation française et notamment des Titres I et II du statut général de la Fonction Publique française.

Le personnel n'acquiert pas de droit à intégrer l'une ou l'autre des collectivités, même en cas de licenciement lié à la dissolution ou à la liquidation du GECT.

Le personnel mis à disposition ou détaché relève de son statut initial pour tout ce qui est avancement, ancienneté, retraites, droits liés au grade et à la carrière.

#### La procédure de recrutement

Le personnel est proposé et, dans le cas échéant licencié, par le Président/de la Présidente sur proposition du Directeur/de la Directrice et après approbation par le Bureau après avoir entendu la personne intéressée si elle le souhaite. Les recrutements font l'objet d'un appel à candidatures avec publicité.

#### Le cas de la mise à disposition et du détachement

La cessation de la mise à disposition est proposée par le Directeur/la Directrice mais décidée par le Président/la Présidente. La personne peut demander avant sa remise à disposition, d'être entendue par le Bureau. Le personnel détaché ou mis à disposition par une des collectivités relève pour son avancement de sa collectivité d'origine conformément aux Titres I et II du statut général de la Fonction Publique

### Artículo 19 → Idiomas de trabajo

Los idiomas de trabajo de la AECT son las lenguas oficiales en el territorio de los miembros de la AECT : francés, castellano y catalán.

### Artículo 20 → Personal

Modalidades de funcionamiento / gestión / procesos de selección / naturaleza de los contratos

El personal es puesto a disposición o aportado por las agrupaciones y entidades públicas miembros, o bien es seleccionado específicamente por la AECT. Además del/la Gerente, un equipo técnico entrará en funcionamiento para dirigir las tareas decididas por la AECT.

#### La gestión del personal

La naturaleza de los contratos de trabajo del personal, seleccionado directamente por la AECT, se regirá según la legislación francesa, en concreto por el Título I y el Título II del Estatuto General de la Función Pública francesa.

El personal no adquiere, en ningún caso, el derecho de ser integrado en las agrupaciones y entidades públicas miembros, incluso ante la situación de despido relacionada con la disolución o la liquidación de la AECT.

El personal puesto a disposición o aportado conserva su condición inicial en todo lo que hace referencia a promoción, antigüedad, jubilación, derechos vinculados al grado y a la carrera.

#### Procedimiento de selección

El personal es propuesto y, en caso contrario, despedido, por el/la Director/a (Presidente) tras la propuesta del/la Gerente y la aprobación de la Mesa, después de haber escuchado a la persona interesada si esta así lo desea. Los procesos selectivos son objeto de convocatoria con publicidad para la recepción de candidaturas.

#### El caso de la puesta a disposición y del personal aportado

El cese de la puesta a disposición es propuesto por el/la Gerente pero decidido por el/la Director/a (Presidente). La persona en cuestión podrá solicitar, antes de su retirada de la puesta a disposición, ser escuchada por la Mesa. El personal aportado o puesto a disposición por una de las entidades

### Article 19 → Idiomes de treball

Els idiomes de treball de l'AECT són les llengües oficials del territori dels membres de l'AECT : el francès, el castellà i el català.

### Article 20 → Personal

Modalitats de funcionament / gestió / processos de selecció / naturalesa dels contractes :

El personal és posat a disposició o aportat per les entitats públiques membres, o bé seleccionat específicament per l'AECT. A més del/ de la Gerent, un equip tècnic es posa en funcionament per dirigir les tasques decidides per l'AECT.

#### La gestió del personal

La naturalesa dels contractes de treball del personal, seleccionat directament per l'AECT, es regeix segons la legislació francesa i especialment pels Títols I i II de l'Estatut General de la Funció Pública francesa.

El personal no s'adquireix en cap cas el dret a ésser integrat a cap de les entitats públiques membres, fins i tot en cas d'acomodament relacionat amb la dissolució o la liquidació de l'AECT.

El personal posat a disposició o aportat conserva la seva condició inicial en tot el referent a promoció, antiguitat, jubilació, drets vinculats al grau i a la carrera.

#### Procediment de selecció

El personal és proposat i, en el cas contrari, acomiat, pel Director/ per la Directora (President) a proposta del/ de la Gerent i després de l'aprovació per la Mesa després d'haver escoltat a la persona interessada si aquesta així ho desitja. Els processos selectius són objecte d'una sol·licitud de candidatures amb publicitat.

#### El cas de la posada a disposició i del personal aportat

El cessament de la posada a disposició és proposat pel/ per la Gerent però decidit pel Director/ per la Directora (President). La persona en qüestió podrà sol·licitar, abans de la seva retirada de la disposició, ser escoltada per la Mesa. El personal aportat o posat a disposició per una de les entitats públiques és rellevat per motiu de promoció en la seva entitat d'origen de conformitat amb els Títols I i II de l'Estatut General



française.

Recrutement dans la fonction publique française

La fonction publique française regroupe la fonction publique d'État (ministères, services déconcentrés établissements publics administratifs d'État), la fonction publique territoriale (collectivités territoriales, établissements publics locaux) et la fonction publique hospitalière (établissements publics de santé).

Elle emploie des fonctionnaires et, dans certains cas, des agents non titulaires. Dans certaines situations, elle peut aussi recourir à des salariés intérimaires.

Les fonctionnaires sont recrutés par concours, sur titres, par promotion interne, par mutation, mise à disposition ou détachement.

Le recrutement d'agents non titulaires ou de salariés intérimaires est possible pour :

-Un emploi vacant dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire (un an maximum renouvelable dans la limite de 2 ans),

-Le remplacement d'un fonctionnaire ou d'un agent non titulaire à temps partiel ou indisponible en raison de certains congés (annuel, maladie, maternité, etc.) en Contrat à Durée Déterminée (CDD) renouvelable dans la limite de la durée du temps partiel ou de l'absence,

-Faire face à l'accroissement temporaire ou saisonnier d'activité (Temporaire : CDD de 12 mois maximum, renouvellement inclus, pendant 18 mois consécutifs ; Saisonnier : CDD de 6 mois maximum, renouvellement inclus, pendant 12 mois consécutifs),

-Un recrutement sur des emplois spécifiques, afin d'exercer les fonctions de collaborateur de groupe d'élus ou de collaborateur de cabinet ou d'occuper certains emplois fonctionnels (3 ans maximum renouvelables dans la limite du mandat électoral de l'assemblée. Si à l'issue d'une période de 6 ans, le contrat renouvelé, il ne peut l'être que pour une durée indéterminée).

Le recrutement de droit privé français

Le GECT peut avoir recours à des contrats de droit privé sous la forme de contrats aidés ou de contrat d'apprentissage.

públicas puede ser relevado por motivo de promoción interna en su entidad origen de conformidad con el Título I y el Título II del Estatuto General de la Función Pública francesa.

Selección para la función pública francesa

La función pública francesa agrupa la función pública del Estado (ministerios y servicios desagregados de la Administración Pública del Estado), la función pública territorial (organismos territoriales y administración local) y la función pública sanitaria (organismos públicos de sanidad).

Se emplearán funcionarios y, en determinados casos, personal no titular. En ciertas situaciones, puede también recurrirse a personal interino.

Los funcionarios pueden ser seleccionados por concurso, sobre la base de su titulación, por promoción interna, por traslado, puesta a disposición o aportación.

La selección de personal no titular o de interinos es posible para:

- Un puesto de trabajo vacante a la espera de la selección de un funcionario (máximo, un año; prorrogable hasta 2 años),

- La substitución de un funcionario o de personal no titular a tiempo parcial o de personal no disponible por motivo de determinadas circunstancias (vacaciones anuales, baja por enfermedad, por maternidad, etc.) en Contrato a Plazo Fijo (CDD) prorrogable hasta la finalización de la duración del tiempo parcial o de la ausencia,

- Poder asumir el incremento temporal o estacional de la actividad (Temporal: CDD por 12 meses máximo, renovación incluida durante 18 meses consecutivos; Estacional: CDD por 6 meses máximo, renovación incluida durante 12 meses consecutivos),

- Un proceso de selección para trabajos específicos, a fin de ejercer funciones de colaborador/a del grupo de cargos electos o de colaborador de gabinete o para ocuparse de determinadas competencias funcionales (por 3 años máximo, prorrogables hasta la finalización del mandato electoral de la asamblea. Al término de un período de 6 años, el contrato podrá ser renovado si pasa a ser indefinido).

Selección regida por el derecho privado francés

La AECT puede recurrir los contratos de derecho privado francés tales como los contratos subvencionados o el contrato de aprendizaje.

de la Funció Pública francès.

Selecció per a la funció pública francesa

La funció pública francesa reagrupa la funció pública d'Estat (ministeris, serveis desagregats de l'administració pública de l'Estat), la funció pública territorial (organismes territorials, administració local) i la funció pública sanitària (organismes públics de sanitat).

Dóna feina a funcionaris i, en determinats casos, personal no titular. En certes situacions, pot també recórrer a personal interí.

Els funcionaris són seleccionats per concurs, sobre la base de la seva titulació, per promoció interna, per trasllat, posada a disposició o aportació.

La selecció de personal no titular o d'interins és possible per a :

-Un lloc de treball vacant a l'espera de la selecció d'un funcionari (màxim d'un any, prorrogable fins a un límit de 2 anys),

-La substitució d'un funcionari o de personal no titular a temps parcial o de personal no disponible per motiu de certes circumstàncies (vacances anuals, baixa per malaltia, per maternitat, etc.) en Contracte a termini fix (CDD) prorrogable fins al límit de la durada del temps parcial o de l'excedència,

-Poder assumir l'increment temporal o estacional de l'activitat (Temporal : CDD per 12 mesos com a màxim, renovació inclosa, durant 18 mesos consecutius ; Estacional: CDD per 6 mesos com a màxim, renovació inclosa, durant 12 mesos consecutius),

-Un procés de selecció per a tasques específiques, per tal d'exercir les funcions de col·laborador del grup de càrrecs electes o de col·laborador de gabinet o per ocupar-se de determinades tasques funcionals (per 3 anys com a màxim prorrogables fins al límit del mandat electoral de l'assemblea. Si a la finalització d'un període de 6 anys, el contracte és renovat, no pot ser-ho si no ho és per una durada indefinida).

Selecció regida pel dret privat francès

L'AECT pot recórrer als contractes de dret privat francès segons la forma dels contractes subvencionats per l'Estat o de contracte d'apprentiatge.

**TITRE IV :**  
**CONTRIBUTIONS FINANCIERES,**  
**GESTION ET RESPONSABILITES**  
**DES MEMBRES**

**Article 21→ Contributions financières des membres du GECT**

La contribution des membres se fait :

- Pour les communes et les Communautés de communes : sous la forme d'une cotisation annuelle répartie en fonction de la population (de 1,75 € par habitant) et sur la base du dernier recensement connu. Ces contributions devront respecter la réalisation de l'objectif de stabilité budgétaire fixé pour ces entités.
- Pour la Mancomunitat de la Vall de Camprodon et le Pays Pyrénées-Méditerranée : sous la forme d'une participation forfaitaire.

Les contributions des membres seront versées en totalité au plus tard le 15 Mai de chaque année sous réserve du vote de leur budget.

La revalorisation des participations forfaitaires et des contributions des membres interviendra sur délibération de l'Assemblée après approbation des membres concernés.

**Article 22→ Ressources**

**22.1- Ressources**

Les ressources du GECT peuvent être composées, parmi d'autres :

- Des subventions reçues des Etats français et espagnol, de la Région Languedoc-Roussillon, de la Communauté Autonome de Catalogne, du Département des Pyrénées-Orientales, de la Députation Provinciale de Gérone, du Conseil Comarcal du Ripollès, des autres administrations publiques, ainsi que celles de l'Union Européenne,

**TÍTULO IV:**  
**APORTACIONES FINANCIERAS,**  
**GESTIÓN Y RESPONSABILIDADES**  
**DE LOS MIEMBROS**

**Artículo 21→ Aportaciones financieras de los miembros de la AECT**

La contribución de los miembros se hace :

- Para los municipios y las Comunidades de municipios: bajo la forma de una cuota anual repartida con arreglo a la población (de 1,75€ por habitante) y teniendo como base el último censo conocido. Estas aportaciones deberán respetar el cumplimiento del objetivo de estabilidad presupuestaria fijado para esas Entidades.
- Para la Mancomunitat de la Vall de Camprodon y el Pays Pyrénées-Méditerranée: bajo la forma de una cuota global.

Las aportaciones de los miembros serán pagadas totalmente lo más tarde el 15 de mayo de cada año, a reserva de la votación de su presupuesto.

La revalorización de las participaciones globales y de las aportaciones de sus miembros procederá sobre deliberación de la Asamblea después de la aprobación por los miembros afectados.

**Artículo 22→ Recursos**

**22.1- Recursos**

Los recursos de la AECT pueden estar formados, entre otros, por:

- Subvenciones recibidas de los Estados francés y español, de la Región de Languedoc-Rosellón, de la Comunidad Autónoma de Cataluña, del Departamento de los Pirineos Orientales, de la Diputación Provincial de Girona, de Consell Comarcal del Ripollès, y de otras administraciones públicas, así como las de la Unión Europea,
- Participaciones complementarias de los miembros a título

**TÍTOL IV :**  
**APORTACIONES FINANCIERES,**  
**GESTIÓ I RESPONSABILITATS**  
**DELS MEMBRES**

**Article 21→ Aportacions financeres dels membres de l'AECT**

L'aportació dels membres es fa :

- Per als municipis i les Comunitats de municipis francesos: sota la forma d'una cotització anual repartida en funció de la població (de 1,75€ per habitant) i sobre la base de l'últim padró conegut. Aquestes aportacions hauran de respectar el compliment de l'objectiu d'estabilitat pressupostària fixat per a aquestes entitats.
- Per la Mancomunitat de la Vall de Camprodon i el Pays Pyrénées-Méditerranée : sota la forma d'una participació global.

Les aportacions dels Membres seran abonades en la seva totalitat el més tard el 15 de maig de cada any, depenent de la votació del seu pressupost.

La revalorització de les participacions globals i de les contribucions dels membres adherents provindrà de la deliberació de l'Assemblea després de l'aprovació dels membres afectats.

**Article 22→ Recursos**

**22.1- Recursos**

Els recursos de l'AECT poden estar formats, entre altres, per:

- Subvencions rebudes dels Estats francès i espanyol, de la Regió del Llenguadoc-Rosselló, de la Comunitat Autònoma de Catalunya, del Departament dels Pirineus Orientals, de la Diputació Provincial de Girona, del Consell Comarcal del Ripollès, i d'altres administracions públiques, així com les de la Unió Europea,
- Participacions complementàries dels membres a títol

- Des participations complémentaires des membres au titre d'actions spécifiques,
- Des redevances dans le cadre de prestations extérieures en direction des non membres,
- Des prestations de service,
- Produits des dons et legs,
- Du revenu des biens, meubles ou immeubles affectés aux services,
- De contributions de toutes autres entités publiques et privées au titre d'actions spécifiques,

Les contributions au fonctionnement général du GECT de la part, entre autre, de la Région Languedoc-Roussillon, de la Communauté Autonome de Catalogne, du Département des Pyrénées-Orientales, de la Députation Provinciale de Gérone et du Conseil Comarcal du Ripollès, et des Etablissements Publics concernés seront versées en totalité au cours du premier trimestre de chaque année sous réserve du vote du budget respectif de chacun des membres.

### 22.2- Emprunts

Tout emprunt pourra être consenti dans le cadre d'un investissement lié au développement du Pays d'Art et d'Histoire.

### 22.3- Demande de financement européen

Afin d'être en mesure de mettre en œuvre ses objectifs, le GECT est habilité à soumettre des demandes aux financements publics et subventions notamment auprès de fonds et programmes européens.

## Article 23 → Comptabilité et règles budgétaires

Les règles comptables et budgétaires sont celles de l'Etat membre où le GECT a son siège à savoir en France.

Le GECT établit un budget annuel, à adopter par l'Assemblée, comportant en particulier un volet de fonctionnement et un volet opérationnel.

de acciones específicas,

- Contraprestaciones económicas,
- Prestaciones de servicios,
- Productos de donaciones y legados,
- De la renta de los bienes, muebles o inmuebles afectados a los servicios,
- De contribuciones de otras entidades públicas y privadas, a título de acciones específicas.

Las contribuciones al funcionamiento general de la AECT por parte, entre otras, de la Región de Languedoc-Rosellón, por parte de la Comunidad Autónoma de Cataluña, del Departamento de los Pirineos Orientales, por parte de la Diputación Provincial de Girona, por parte del Consell Comarcal del Ripollès y por parte de los Organismos Públicos implicados serán pagadas totalmente en el curso del primer trimestre de cada año a reserva de la votación del presupuesto respectivo de cada uno de los miembros.

### 22.2- Préstamos

Todo préstamo podrá ser aceptado en el marco de una inversión vinculada al desarrollo del País de Arte e Historia.

### 22.3-Solicitud de financiación europea

Con el fin de hallarse en situación de poner en ejecución sus objetivos, la AECT está habilitada para solicitar financiación pública y subvenciones particularmente de fondos y programas europeos.

## Artículo 23 → Contabilidad y normas presupuestarias

Las reglas contables y presupuestarias son las del Estado miembro donde la AECT tiene su domicilio social, es decir, Francia.

La AECT establecerá un presupuesto anual, que será adoptado por la Asamblea, que contenga, en particular, un

d'actuacions específiques,

- De cànon en el marc de prestacions externes destinades a no membres,
- Prestacions de serveis,
- Productes de donacions i llegats,
- De les rendes dels béns, mobles o immobles relacionats amb els serveis.
- De contribucions d'altres entitats públiques i privades, a títol d'accions específiques.

Les contribucions al funcionament general de l'AECT, entre d'altres, de la Regió del Llenguadoc-Rosselló Llanguedoc-Rossilló, de la Comunitat Autònoma de Catalunya, del Departament dels Pirineus Orientals, de la Diputació Provincial de Girona i del Consell Comarcal del Ripollès i dels Organismes Públics implicats seran abonades en totalitat en el transcurs del primer trimestre de cada any dependent del vot del pressupost respectiu de cadascun dels membres.

### 22.2- Préstecs

Tot préstec podrà ser acceptat en el marc d'una inversió vinculada al desenvolupament del País d'Art i d'Història.

### 22.3- Demanda de finançament europeu

Per tal de poder posar en funcionament els seus objectius, l'AECT està habilitada per sol·licitar finançament públic i subvencions particularment a fons i programes europeus.

## Article 23 → Comptabilitat i normes pressupostàries

Les regles comptables i pressupostàries són les de l'Etat membre on l'AECT té el seu domicili social, és a dir, França.

L'AECT establirà un pressupost anual, que serà adoptat per l'Assemblea, que contingui, en particular, un component sobre les despeses de funcionament i un component d'exploració.

L'établissement des comptes, et, le cas échéant, du rapport annuel les accompagnant, ainsi que le contrôle et la publication de ces comptes sont régis par les lois de l'Etat Membre où le GECT a son siège. En France, le budget général du GECT est soumis aux règles de la comptabilité publique.

L'activité du GECT fait l'objet d'une comptabilité tenue conformément au plan comptable applicable et soumise aux règles de la comptabilité publique.

Celle-ci comprend :

- Une comptabilité générale retraçant l'ensemble des écritures correspondant aux activités du GECT ;
- Une comptabilité analytique répartissant les charges et recettes du GECT.

En ce qui concerne la liquidation, l'insolvabilité, la cessation des paiements et autres procédures analogues, le GECT est soumis à la législation de l'Etat membre dans lequel il a son siège, à savoir la France, sauf disposition contraire de l'Article 24 des présents Statuts.

Code français des marchés publics

Le GECT est soumis au Code français des marchés publics.

Financement communautaire

En cas des financements communautaires, le contrôle financier est soumis aux règles des fonds structurels.

componente sobre los gastos de funcionamiento y un componente de explotación.

La elaboración de las cuentas, incluido, cuando se solicite, el informe anual de gestión adjunto a las mismas, así como la auditoría y la publicación de dichas cuentas, se regirán por las leyes del Estado Miembro donde la AECT tiene su domicilio social. En Francia, el presupuesto general de la AECT está sometido a las reglas de la contabilidad pública.

La actividad de la AECT es objeto de una contabilidad única conforme al plan contable, aplicable y sometida a las reglas de la contabilidad pública.

Ésta comprende:

- Una contabilidad general que comprende el conjunto de las partidas correspondiente a las actividades de la AECT;
- Una contabilidad analítica que reparte las cargas y las facturas de la AECT.

Por lo que respecta a la liquidación, la insolvencia, la suspensión de pagos y procedimientos similares, la AECT se regirá por la legislación del Estado miembro en que tenga su domicilio social, es decir la Francia, salvo disposición en contrario del Artículo 24 de los presentes Estatutos.

Código francés de Contratación Pública

La AECT se somete al Código francés de Contratación Pública.

Financiación europeo

El control financiero estará sometido a la normativa de los fondos estructurales cuando se obtenga financiación europea.

L'elaboració dels comptes, inclòs, quan se sol·liciti, l'informe anual de gestió adjunt a les mateixes, així com l'auditoria i la publicació d'aquests comptes, es regiran per les lleis de l'Estat Membre on l'AECT té el seu domicili social. A França, el pressupost general de l'AECT està sotmès a les regles de la comptabilitat pública.

L'activitat de l'AECT és objecte d'una comptabilitat única mantinguda conforme al pla comptable aplicable i sotmesa a les regles de la comptabilitat pública.

Aquesta comprèn :

- Una comptabilitat general que comprèn el conjunt de les partides corresponents a les activitats de l'AECT ;
- Una comptabilitat analítica que reparteix les càrregues i factures de l'AECT.

Pel que fa a la liquidació, la insolvència, la suspensió de pagaments i procediments similars, l'AECT es regirà per la legislació de l'Estat membre que tingui el seu domicili social, és a dir la França, excepte disposició en contrari de l'Article 24 dels presents Estatuts.

Codi francès de la contractació pública

L'AECT està subjecte al codi francès de la contractació pública.

Finançament europeu

El control financer està sotmès a la normativa dels fons estructurals quan s'obtingui finançament europeu.

### Article 24 → Responsabilités des membres

Le GECT est responsable de ses dettes, de quelque nature qu'elles soient.

Dans la mesure où les avoirs du GECT sont insuffisants pour honorer ses engagements, ses membres sont responsables des dettes de celui-ci, de quelque nature qu'elles soient, la part de chaque membre étant fixée proportionnellement à sa contribution, sauf si le droit national présidant à la constitution du membre exclut ou limite la responsabilité de celui-ci. Les modalités des contributions sont fixées dans les présents Statuts.

Les membres engagent leur responsabilité après avoir cessé d'être membres du GECT pour des obligations découlant d'activités du GECT réalisées alors qu'ils en étaient membres.

### Article 25 → Autorités responsables

Le contrôle de la gestion des fonds publics par un GECT est assuré par les autorités compétentes de l'Etat membre où le GECT a son siège conformément aux articles 6 et 12 du règlement (CE) N° 1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006.

### Article 26 → Litige

Les tiers qui s'estiment lésés par les actes ou omissions du GECT peuvent faire valoir leurs droits par voie juridictionnelle.

Dans tous les cas qui ne sont pas prévus par ce droit communautaire, les juridictions compétentes pour le règlement des différends sont les juridictions de l'Etat membre où le GECT a son siège.

### Artículo 24 → Responsabilidades de los miembros

La AECT será responsable de sus deudas, cualquiera que sea la naturaleza de estas.

Cuando los activos de la AECT resulten insuficientes para atender a sus responsabilidades, sus miembros asumirán las deudas de la AECT, cualquiera que sea la naturaleza de estas, fijándose la parte de cada miembro en proporción a su contribución, salvo que la legislación nacional en virtud de la cual se haya constituido el miembro excluya o limite la responsabilidad de mismo. Las modalidades de esa contribución quedarán establecidas en los presentes Estatutos.

Los miembros se comprometen a asumir, una vez que hayan dejado de ser miembros de la AECT, las obligaciones que se hayan derivado de las actividades de la AECT durante el período en que han sido miembros.

### Artículo 25 → Autoridades responsables

El control de la gestión de fondos públicos de la AECT será organizado por las autoridades competentes del Estado miembro en que tiene su domicilio social la AECT conforme a los artículos 6 y 12 del Reglamento (CE) n° 1082/2006 del Parlamento europeo y del Consejo, de 5 de julio de 2006.

### Artículo 26 → Litigios

Los terceros que se consideren perjudicados por actos u omisiones de la AECT tendrán derecho a ejercer sus acciones en un proceso judicial.

En los casos que no estén previstos en la legislación europea, los órganos judiciales competentes en materia de resolución de litigios serán los órganos judiciales del Estado miembro en que la AECT tiene su domicilio social.

### Article 24 → Responsabilitats dels membres

L'AECT serà responsable dels seus deutes, qualsevol que sigui la naturalesa d'aquestes.

Quan els actius de l'AECT resultin insuficients per atendre a les seves responsabilitats, els seus membres assumiran els deutes de l'AECT, qualsevol que sigui la naturalesa d'aquestes, fixant-se la part de cada membre en proporció a la seva contribució, tret que la legislació nacional en virtut de la qual s'hagi constituït el membre exclouï o limiti la responsabilitat de mateix. Les modalitats d'aquesta contribució quedaran establertes en els presents Estatuts.

Els membres es comprometen a assumir, una vegada que hagin deixat de ser membres de l'AECT, les obligacions que s'hagin derivat de les activitats de l'AECT durant el període en què han estat membres.

### Article 25 → Autoritats responsables

El control de la gestió de fons públics de l'AECT serà organitzat per les autoritats competents de l'Estat membre on té el seu domicili social conforme als articles 6 i 12 del reglament (CE) núm. 1082/2006 del Parlament europeu i del Consell, de 5 de juliol de 2006.

### Article 26 → Litigis

Els tercers que es considerin perjudicats per actes o omissions de l'AECT tindran dret a exercir les seves accions en un procés judicial.

En els casos que no estiguin previstos en la legislació europea, els òrgans judicials competents en matèria de resolució de litigis seran els òrgans judicials de l'Estat membre en què l'AECT té el seu domicili social.

### Article 27 → Modifications statutaires

Toutes modifications des Statuts doivent être approuvées par les membres du GECT et faire l'objet d'une délibération de l'Assemblée.

Basée sur une proposition de modification présentée par un membre du Bureau la proposition sera soumise à l'Assemblée pour décision.

Chaque membre informe son État membre (France / Espagne) de l'objectif de la modification et envoie une copie de la proposition de modification à son État membre (France / Espagne).

Toute modification substantielle des Statuts doit être approuvée par les États membres. Les modifications substantielles des Statuts sont celles qui entraînent, directement ou indirectement, une modification de la Convention.

Toute modification des Statuts est enregistrée et / ou publiée conformément au droit national applicable à l'État membre où le GECT a son siège.

L'Assemblée décide des modifications à la Convention ou aux Statuts et de la dissolution du GECT.

### Article 28 → Règlement intérieur

Les règles des présents Statuts sont précisées dans un Règlement intérieur établi et validé par l'Assemblée. Ce règlement est destiné à fixer les divers points non prévus par les Statuts, notamment ceux qui ont trait au fonctionnement interne du Groupement.

### Artículo 27 → Modificación de los Estatutos

Toda modificación de los Estatutos debe ser aprobada por los miembros de la AECT y objeto de una deliberación de la Asamblea.

Basada en una propuesta de modificación presentada por un miembro de la Mesa, la propuesta será sometida a la Asamblea para decisión.

Cada miembro informa a su Estado miembro (Francia / España) sobre el objetivo de la modificación y envía una copia de la propuesta de modificación a su Estado miembro (Francia / España).

Toda modificación sustancial de los Estatutos deberá ser aprobada por los Estados miembros. Serán modificaciones sustanciales de los Estatutos aquellas que supongan, directa o indirectamente, una modificación del Convenio.

Toda modificación de los Estatutos es registrada y / o publicada conforme al derecho nacional aplicable al Estado miembro donde la AECT tenga su domicilio social.

La Asamblea decide sobre las modificaciones del Convenio o de los Estatutos y la disolución de la AECT.

### Artículo 28 → Reglamento interno

Las normas de los presentes Estatutos son precisadas en un Reglamento interno establecido y validado por la Asamblea. Este reglamento se destina a establecer los diversos puntos no previstos por los Estatutos, particularmente los relacionados con el funcionamiento interno de la Agrupación.

### Article 27 → Modificacions estatutàries

Totes les modificacions dels Estatuts han de ser aprovades pels membres de l'AECT i ser objecte d'una deliberació de l'Assemblea.

Basada en una proposta de modificació presentada per un membre de la Mesa, la proposta serà sotmesa a l'Assemblea per a decisió.

Cada membre informa el seu Estat membre (França / Espanya) de l'objectiu de la modificació i envia una còpia de la proposta de modificació al seu Estat membre (França / Espanya).

Tota modificació substancial dels Estatuts haurà de ser aprovada pels Estats membres. Seran modificacions substancials dels Estatuts aquelles que suposin, directament o indirectament, una modificació del Conveni.

Tota modificació dels Estatuts és registrada i / o publicada conforme al dret nacional aplicable a l'Estat membre on l'AECT tingui el seu domicili social.

L'Assemblea decideix sobre modificacions del Conveni o dels Estatuts i la dissolució de l'AECT.

### Article 28 → Reglament intern

Les normes dels presents Estatuts són precisades per un Reglament intern establert i validat per l'Assemblea. Aquest reglament és destinat a establir els diversos punts no previstos pels Estatuts, sobretot els referents al funcionament intern de l'Agrupació.

**Les présents Statuts sont adoptés par ses membres statutaires à l'unanimité sur la base d'une Convention**

**Los Estatutos presentes son adoptados por sus miembros estatutarios por unanimidad teniendo como base un Convenio**

**Els presents Estatuts són adoptats pels seus membres estatutaris per unanimitat sobre la base d'un Conveni**

**Communes :**

**Municipios :**

**Municipis :**

L' Albère (FR) <b>Marc DE BESOMBES SINGLA</b> Maire / Alcalde	Le Boulou (FR) <b>Nicole VILLARD</b> Maire / Alcaldesa / Alcaldessa	Céret (FR) <b>Alain TORRENT</b> Maire / Alcalde	Les Cluses (FR) <b>Alexandre PUIGNAU</b> Maire / Alcalde
Maureillas-Las-Illas (FR) <b>André BORDANEIL</b> Maire / Alcalde	Le Perthus (FR) <b>Albert CHISCANO</b> Maire / Alcalde	Reynès (FR) <b>Jean-François DUNYACH</b> Maire / Alcalde	Saint-Jean-Pla-de-Corts (FR) <b>Robert GARRABE</b> Maire / Alcalde
Taillet (FR) <b>Alain RAYMOND</b> Maire / Alcalde	Vivès (FR) <b>Jacques ARNAUDIES</b> Maire / Alcalde		

**Collectivité :**

**Colectividad :**

**Col.lectivitat :**

Communauté de communes du Vallespir <b>Alain TORRENT</b> Président / President
--

**Autre entité :**

**Otro ente :**

**Altra entitat :**

Pays Pyrénées-Méditerranée <b>Antoine ANDRE</b> Président / President
---

<b>Communes :</b>	<b>Municipios :</b>	<b>Municipis :</b>	
Amélie-les-Bains-Palalda (FR) <b>Alexandre REYNAL</b> Maire / Alcalde	Aries-sur-Tech (FR) <b>René BANTOURE</b> Maire / Alcalde	La Bastide (FR) <b>Daniel BAUX</b> Maire / Alcalde	Corsavy (FR) <b>Antoine CHRYSOSTOME</b> Maire / Alcalde
Coustouges (FR) <b>Michel ANRIGO</b> Maire / Alcalde	Lamanère (FR) <b>Agnès PARAYRE</b> Maire / Alcaldesa / Alcaldessa	Montferrer (FR) <b>Dominique PETIT</b> Maire / Alcalde	Montbolo (FR) <b>Lucien JULIA</b> Maire / Alcalde
Prats-de-Mollo-La-Preste (FR) <b>Claude FERRER</b> Maire / Alcalde	Saint-Laurent-Cerdans (FR) <b>Louis CASEILLES</b> Maire / Alcalde	Saint-Marsal (FR) <b>Louis PUISEGUR</b> Maire / Alcalde	Serralongue (FR) <b>Jean-Marie BOSCH</b> Maire / Alcalde
Taulis (FR) <b>Nadia MELKOWSKI</b> Maire / Alcaldesa / Alcaldessa	Le Tech (FR) <b>Guillaume CERVANTES</b> Maire / Alcalde		

<b>Collectivité :</b>	<b>Colectividad :</b>	<b>Col.lectivitat :</b>
Communauté de communes du Haut Vallespir <b>René BANTOURE</b> Président / President		



<b>Communes :</b>	<b>Municipios :</b>	<b>Municipis :</b>	
Camprodon (ES) <b>Esteve PUJOL I BADÀ</b> Maire / Alcalde	Llanars (ES) <b>Esteve COSTA I SALA</b> Maire / Alcalde	Molló (ES) <b>Josep COMA I GUITART</b> Maire / Alcalde	Sant Joan de les Abadesses (ES) <b>Ramon ROQUE I RIU</b> Maire / Alcalde
Sant Pau de Segúries (ES) <b>Josep PALOS I SASTRE</b> Maire / Alcalde	Setcases (ES) <b>Carlos FERNANDEZ AMER</b> Maire / Alcalde	Vilallonga de Ter (ES) <b>Paquita PASTORET I BUSQUETS</b> Maire / Alcaldesa / Alcaldessa	

<b>Autre entité :</b>	<b>Otro ente :</b>	<b>Altra entitat :</b>
Mancomunitat de la Vall de Camprodon <b>Ester NOGUER</b> Présidente / Presidente		



PREFECTURE REGION LANGUEDOC- ROUSSILLON

## **Arrêté n ° 2015030-0001**

**signé par**  
**Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales**

**le 30 Janvier 2015**

**Préfecture de région - Secrétariat Général pour les Affaires Régionales**

Arrêté portant la liste régionale par  
établissement ou par organisme des premières  
formations technologiques et professionnelles  
hors quota «ouvrant droit à la taxe  
d'apprentissage » pour l'année 2015

## PREFET DE LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON

*Secrétariat Général pour  
les Affaires Régionales*

**Arrêté modificatif n° 2015030-0001  
portant la liste régionale par établissement ou par organisme des premières formations  
technologiques et professionnelles hors quota «ouvrant droit à la taxe d'apprentissage » pour  
l'année 2015**

-----

**Le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon,  
Préfet de l'Hérault,**

- VU** le Code du travail et notamment ses articles L6241-8 à L6241-10, R6241-3 et R 6241-3-1
- VU** la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale,
- VU** les circulaires interministérielles du 24 août 2006 et 10 septembre 2009 relatives à la publication des listes par établissement ou par organismes des premières formations technologiques et professionnelles ouvrant droit à percevoir des fonds en provenance de la taxe d'apprentissage,
- VU** la circulaire du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social du 14 novembre 2014 relative à l'élaboration des listes des formations technologiques et professionnelles initiales et organismes et services éligibles à la fraction « hors quotas » de la taxe d'apprentissage
- VU** les propositions transmises par les services régionaux de l'État concernés en région Languedoc-Roussillon
- VU** l'arrêté n°2014357-0003 du 23 décembre 2014
- CONSIDERANT** la saisine pour concertation du bureau du comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles (CREFOP) en sa séance du 10 décembre 2014,
- SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales,

### **ARRÊTE :**

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

La liste régionale par établissement, ou par organisme des premières formations technologiques et professionnelles hors apprentissage ouvrant droit à la taxe d'apprentissage pour la région Languedoc-Roussillon au titre de l'année 2015 est fixée conformément au tableau annexé au présent arrêté (format PDF).

*La liste est consultable sur le site internet de la préfecture de région à l'adresse suivante :*  
<http://www.languedoc-roussillon.gouv.fr>

**ARTICLE 2 :**

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de la région Languedoc-Roussillon.

Fait à Montpellier, le 30 janvier 2015

Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général pour les affaires régionales

signé :

Michel STOUMBOFF



PREFECTURE REGION LANGUEDOC- ROUSSILLON

## **Arrêté n °2015001-0001**

**signé par  
Le Recteur, chancelier des universités**

**le 01 Janvier 2015**

**Rectorat**

Arrêté de délégation de signature du recteur de  
l'académie de Montpellier aux secrétaires  
généraux et aux chefs de service



## DELEGATION DE SIGNATURE

MINISTÈRE DE  
L'ÉDUCATION NATIONALE

---

MINISTÈRE DE  
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR  
ET DE LA RECHERCHE

### LE RECTEUR DE L'ACADEMIE DE MONTPELLIER

**VU** le décret n° 2004-703 du 13 juillet 2004 relatif aux dispositions réglementaires des livres I et II du code de l'éducation ;

**VU** le décret du 3 octobre 2013 portant nomination de Madame Armande LE PELLEC MULLER en qualité de recteur de l'académie de Montpellier ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 portant nomination de Monsieur Stéphane AYMARD en qualité de secrétaire général de l'académie de Montpellier à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 24 octobre 2011 portant nomination, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2011, de Monsieur Serge GREVOUL, personnel de direction de 1<sup>ère</sup> classe, dans l'emploi d'administrateur de l'éducation nationale et de la recherche, adjoint au secrétaire général de l'académie de Montpellier, directeur des ressources humaines ;

**VU** l'arrêté ministériel du 16 juin 2011 portant nomination à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2011 de Monsieur Jean-Sébastien BOUCARD, dans l'emploi d'administrateur de l'éducation nationale et de la recherche, adjoint au secrétaire général de l'académie de Montpellier,

**VU** l'arrêté ministériel en date du 26 juin 2012 portant nomination, détachement et classement de Madame Martine BOLUIX dans l'emploi d'administrateur de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (AENESR), adjointe au secrétaire général de l'académie de Montpellier, chargée du département de l'Hérault.

## ARRETE

### **ARTICLE I :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Armande LE PELLEC MULLER, recteur de l'Académie de Montpellier, chancelier des universités, délégation de signature est donnée à Monsieur Stéphane AYMARD, secrétaire général de l'académie de Montpellier, et en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane AYMARD, secrétaire général de l'académie de Montpellier, délégation de signature est donnée à Monsieur Serge GREVOUL, AENESR, directeur des ressources humaines, adjoint au secrétaire général de l'académie, à Monsieur Jean-Sébastien BOUCARD, AENESR, chargé des affaires générales et financières, adjoint au secrétaire général de l'académie et à Madame Martine BOLUIX, AENESR, adjointe au secrétaire général d'académie, chargée du département de l'Hérault.

## **ARTICLE II :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Serge GREVOUL, AENESR, directeur des ressources humaines, adjoint au secrétaire général de l'académie, de Monsieur Jean-Sébastien BOUCARD, AENESR, chargé des affaires générales et financières, adjoint au secrétaire général de l'académie et de Madame Martine BOLUIX, AENESR, adjointe au secrétaire général d'académie, chargée du département de l'Hérault, délégation de signature est donnée, dans la limite de leurs attributions à :

- M. Olivier BRUNEL, responsable du service académique d'information, d'orientation et de la mission de lutte contre le décrochage scolaire,
- M. Michel RAVITSKY, délégué académique à la formation continue et à la validation des acquis,
- Mme Anne-Monique PETITJEAN, déléguée académique à la formation des personnels de l'éducation nationale,
- Mme Michèle BARTOLINI, déléguée académique à l'éducation artistique et à l'action culturelle,
- M. Franck LE CARS, délégué académique aux relations européennes, internationales et à la coopération,
- Mme Paule ALIAS, responsable de la direction de la prospective, des moyens et des enseignements,
- M. Gilles GUSTAU, responsable de la direction des établissements et de la contractualisation,
- Mme Simone CHABOT, responsable du service commun des personnels enseignants, à l'exception des actes concernant les sanctions disciplinaires, les décisions de suspension, de radiation, de licenciement ainsi que les décisions concernant la composition des CAPA et CCP,
- M. Olivier DESPORTES, responsable de la division des personnels administratifs, techniques et d'encadrement, à l'exception des actes concernant les sanctions disciplinaires, les décisions de suspension, de radiation, de licenciement ainsi que les décisions concernant la composition des CAPA et CCP, pour les actes concernant les accidents de services et les maladies professionnelles de tous les personnels enseignants, pédagogiques, administratifs, médico-sociaux, techniques et d'encadrement de l'académie, à l'exception des enseignants du 1er degré public de l'académie, et des personnels ITRF non affectés dans les services académiques et les EPLE.
- M. Philippe DELPONT, responsable du service des établissements d'enseignement privé, à l'exception des actes concernant les sanctions disciplinaires, des décisions de suspension, de radiation, de licenciement ainsi que les décisions concernant la composition de la CCMA,
- M. Michel WAREMBOURG, responsable du service commun des retraites, du chômage et de l'action sociale,
- M. Thierry DORDAN, responsable de la direction académique des examens et concours,
- Mme Line GALY, responsable de la direction académique des systèmes d'information,
- M. Frédéric MARQUE, responsable de la division du budget académique,
- M. Jean-Pierre DUFOUR, responsable du service technique des constructions et du patrimoine,
- Mme Béatrice VINCENT, responsable du service de l'enseignement supérieur, pour la gestion des bourses de l'enseignement supérieur,
- Mme Aline SANCHEZ CONTRERAS, responsable du service des affaires juridiques, à l'exception des mémoires en défense,

- M. Philippe ROLLAND, responsable du service commun de la logistique, à l'exception de la signature des baux locatifs,
- M. Thierry MESLET, coordonnateur du pôle vie des écoles et des établissements, pour les convocations à la commission académique d'appel en matière disciplinaire des élèves et les notifications des décisions arrêtées par le recteur,
- M. Franck COGNET, inspecteur en charge de l'apprentissage, adjoint au délégué académique aux enseignements technologiques, professionnels et à l'apprentissage, à l'exception des actes concernant l'habilitation à pratiquer le contrôle en cours de formation et des nominations au poste de directeur de CFA,
- Mme Sylvie MOISANT, responsable du service de prévention et de suivi des personnels, pour les convocations des personnels suivis par le service, pour celles des médecins de prévention, des membres du Groupe Académique d'Accompagnement des Parcours Individuels (GAAPI) et des membres des Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail académique et pour le département de l'Hérault.

**ARTICLE III :**

Les arrêtés de délégation de signature des 1<sup>er</sup> septembre et 6 octobre 2014 sont abrogés.

**ARTICLE IV :**

Le secrétaire général de l'académie de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil actes administratifs de la préfecture de la région Languedoc-Roussillon.

Fait à Montpellier, le

Signé

Armande LE PELLEC MULLER



**Spécimen de signature**

Stéphane AYMARD

**Spécimen de signature**

Jean-Sébastien BOUCARD

**Spécimen de signature**

Olivier BRUNEL

**Spécimen de signature**

Anne-Monique PETITJEAN

**Spécimen de signature**

Franck LE CARS

**Spécimen de signature**

Serge GREVOUL

**Spécimen de signature**

Martine BOLUIX

**Spécimen de signature**

Michel RAVITSKY

**Spécimen de signature**

Michèle BARTOLINI

**Spécimen de signature**

Paule ALIAS

**Spécimen de signature**

Gilles GUSTAU

**Spécimen de signature**

Olivier DESPORTES

**Spécimen de signature**

Michel WAREMBOURG

**Spécimen de signature**

Line GALY

**Spécimen de signature**

Jean-Pierre DUFOUR

**Spécimen de signature**

Simone CHABOT

**Spécimen de signature**

Philippe DELPONT

**Spécimen de signature**

Thierry DORDAN

**Spécimen de signature**

Frédéric MARQUE

**Spécimen de signature**

Béatrice VINCENT

**Spécimen de signature**

Aline SANCHEZ-CONTRERAS

**Spécimen de signature**

Philippe ROLLAND

**Spécimen de signature**

Thierry MESLET

**Spécimen de signature**

Franck COGNET

**Spécimen de signature**

Sylvie MOISANT



PREFECTURE REGION LANGUEDOC- ROUSSILLON

## **Arrêté n °2015001-0002**

**signé par  
Le Recteur, chancelier des universités**

**le 01 Janvier 2015**

**Rectorat**

Arrêté portant subdélégation de signature financière du Recteur et subdélégation consentie à des fonctionnaires placés sous son autorité

## ARRÊTÉ

### portant subdélégation de signature financière du Recteur et subdélégation consentie à des fonctionnaires placés sous son autorité

---

**Le Recteur de l'académie de Montpellier**

**Chancelier des Universités**

- VU** la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;
- VU** le décret n° 2004-703 du 13 juillet 2004 relatif aux dispositions règlementaires des livres I et II du code de l'éducation ;
- VU** le décret n° 85-899 du 21 août 1985 modifié relatif à la déconcentration de certaines opérations de gestion du personnel relevant du ministère de l'éducation nationale ;
- VU** le décret n° 96-751 du 14 août 1996 relatif aux établissements d'enseignement français en Principauté d'Andorre et aux personnels y exerçant leurs fonctions ;
- VU** le décret n° 31-2006 du 5 janvier 2006 portant publication de la convention entre le gouvernement de la république française et le gouvernement de la principauté d'Andorre ;
- VU** le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** le décret du 3 octobre 2013 portant nomination de Madame Armande LE PELLEC MULLER en qualité de recteur de l'académie de Montpellier ;
- VU** l'arrêté du 21 juin 1983 relatif à la compétence d'ordonnateur secondaire du recteur de l'académie de Montpellier pour le fonctionnement des établissements scolaires du co-prince français en Andorre ;
- VU** l'arrêté interministériel du 7 mars 1983 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués, et en particulier l'article 1<sup>er</sup> concernant les dépenses relatives aux allocations de recherche ;

- VU** l'arrêté du ministre de l'éducation nationale du 2 mai 1984 portant désignation des personnes responsables des marchés et de leurs délégués pour des investissements imputés sur le budget du ministère de l'éducation nationale ;
- VU** les arrêtés ministériels du 3 juillet 2009 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de l'éducation nationale et le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- VU** les arrêtés n° 2013281-0002 et n° 2013281-0003 du 8 octobre 2013, pris au titre du décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique par lesquels Monsieur Pierre DE BOUSQUET DE FLORIAN, préfet de la région Languedoc-Roussillon, préfet de l'Hérault, délègue sa signature à Madame Armande LE PELLEC MULLER, recteur de l'académie de Montpellier, chancelier des universités, pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses en qualité de responsable des budgets opérationnels et responsable d'unité opérationnelle au titre des missions « enseignement scolaire » et « Recherche et enseignement supérieur » ; pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses des programmes: « Enseignement scolaire privé des premier et second degré » ; « Enseignement scolaire public premier degré » ; « Enseignement scolaire public second degré » ; « Vie de l'élève » ; « Soutien de la politique de l'éducation nationale » ; « Formations supérieures et recherche universitaire » ; « Recherche scientifique et technologiques pluridisciplinaires » ; « Vie étudiante ».
- VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 portant nomination de Monsieur Stéphane AYMARD en qualité de secrétaire général de l'académie de Montpellier à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 16 juin 2011 portant nomination à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2011 de Monsieur Jean-Sébastien BOUCARD dans l'emploi d'administrateur de l'éducation nationale et de la recherche, adjoint au secrétaire général de l'académie de Montpellier ;
- VU** l'arrêté ministériel du 24 octobre 2011 portant nomination, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2011, de Monsieur Serge GREVOUL, personnel de direction de 1<sup>ère</sup> classe, dans l'emploi d'administrateur de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (AENESR), adjoint au secrétaire général de l'académie, directeur des ressources humaines, pour une première période de cinq ans, du 1<sup>er</sup> novembre 2011 au 31 octobre 2016 ;
- VU** l'arrêté ministériel en date du 26 juin 2012 portant nomination, détachement et classement de Madame Martine BOLUIX dans l'emploi d'administrateur de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (AENESR), adjoint au secrétaire général de l'académie de Montpellier, chargé du département de l'Hérault.
- VU** les conventions de délégation de gestion relatives à l'organisation financière du ministère de l'éducation nationale dans le cadre du déploiement de CHORUS (application au 29 Juin 2009), passées entre les directions académiques des services de l'éducation nationale de l'AUDE, du GARD, de l'HÉRAULT, de la LOZÈRE et des PYRÉNÉES ORIENTALES, en qualité de délégantes de gestion et le rectorat de l'académie de Montpellier, en qualité de délégataire de gestion ;

## ARRÊTE

### Article I

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Armande LE PELLEC MULLER, recteur de l'académie de Montpellier, chancelier des universités, subdélégation de signature est donnée à Monsieur Stéphane AYMARD, secrétaire général de l'académie de Montpellier

- I- 1) à l'effet de recevoir les crédits des programmes :
- 139 enseignement scolaire privé du premier et second degrés,
  - 140 enseignement scolaire public du premier degré,
  - 141 enseignement scolaire public du second degré,
  - 214 soutien de la politique de l'éducation nationale,
  - 230 vie de l'élève,
  - 150 enseignement supérieur et recherche,
  - 172 recherche scientifique et technologiques pluridisciplinaires,
  - 231 vie étudiante,
- 2) de répartir ces crédits entre les divers services et unités opérationnelles chargés de l'exécution et procéder à des réallocations de crédits en cours d'exercice budgétaire entre les services et unités opérationnelles,
- 3) de procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat imputées sur les programmes du paragraphe 1.
- II- 1) Cette subdélégation porte sur tous les actes relatifs à l'engagement juridique, la liquidation, le mandatement des dépenses, la réalisation des opérations de recettes ainsi que les décisions d'opposition ou de relèvement de la prescription quadriennale des créances de l'Etat sous réserve d'un avis conforme du comptable assignataire et dans la limite des seuils fixés.  
A l'exclusion des :
- opérations de fongibilité et d'utilisation des marges de manœuvre qui relèvent de la compétence des responsables de programme,
  - ordres de réquisition du comptable public,
  - décisions de passer outre aux avis défavorables du directeur régional des finances publiques en matière d'engagement des dépenses qui relèvent de la compétence du ministre du budget.
- 2) La présente subdélégation porte également sur tous les actes relatifs à la passation des marchés publics.

### Article II

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane AYMARD, secrétaire général de l'académie, subdélégation est donnée à Monsieur Jean-Sébastien BOUCARD, AENESR, chargé des affaires générales et financières, adjoint au secrétaire général de l'académie ; à Monsieur Serge GREVOUL, AENESR, directeur des ressources humaines, adjoint au secrétaire général de l'académie et à Madame Martine BOLUIX, AENESR, adjoint au secrétaire général d'académie, chargé du département de l'Hérault.

### Article III

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Sébastien BOUCARD, AENESR, chargé des affaires générales et financières, adjoint au secrétaire général de l'académie ; de Monsieur Serge GREVOUL, AENESR, directeur des ressources humaines, adjoint au secrétaire général de l'académie et de Mme Martine BOLUIX adjoint au secrétaire général de l'académie, chargé du département de l'Hérault, la subdélégation de signature est donnée pour les actes et documents dans la limite de leurs attributions à :

- Monsieur Frédéric MARQUE, APAE, responsable de la division du budget académique,
- Madame Magali AMOUROUX-PATELOUP, AAE,
- Madame Marie-Anne MALIVER, SAENES,
- Madame Aurélie HERMET, SAENES,
- Madame Perrine LOCHARD, SAENES,
- Madame Agnès MORA, SAENES,
- Madame Sandrine METIDJI, SAENES,
- Monsieur Nicolas DUGARDIN, SAENES,  
pour l'ensemble des recettes et des dépenses du titre 2 et du hors titre 2 des programmes cités au paragraphe 1 ;
  
- Monsieur Philippe ROLLAND, DDS, responsable du service commun de la logistique,
- Madame Manuela FAVREAU-POUESSEL, AAE, adjointe au responsable du service commun de la logistique,  
pour l'ensemble des dépenses du hors titre 2 des programmes 140, 141, 214 et 230 ;
  
- Madame Gabrielle SKRZYPCZAK, AAE, responsable de la cellule coordination paye,  
pour les dépenses du titre 2 de l'ensemble des programmes cités au paragraphe 1,  
pour les recettes du titre 2 de l'ensemble des programmes cités au paragraphe 1 ;
  
- Madame Simone CHABOT, AENESR, responsable du service commun des personnels enseignants,
- Madame Anne HERAIL, APAE, adjointe au responsable du service commun des personnels enseignants,  
pour les dépenses du titre 2 programmes 140, 141, 214 et 230 ;
  
- Monsieur Olivier DESPORTES, DDS, responsable de la division des personnels administratifs, techniques et d'encadrement,
- Madame Véronique REBOUL, APAE, adjointe au responsable de la division des personnels administratifs, techniques et d'encadrement,
- Madame Claire Lise LAURENT, APAE, chef du bureau des personnels techniques et des accidents de service,  
pour les validations financières des dossiers mis en paiement dans l'application ANAGRAM,  
pour les dépenses du titre 2 des programmes 139, 140, 141, 150, 214, 230 et hors titre 2, 150, 214, 230, 231 ;
  
- Monsieur Thierry DORDAN, ingénieur d'études, responsable de la direction académique des examens et concours,
- Madame Patricia GALERA, APAENES, directrice adjointe,  
pour les dépenses du titre 2 et hors titre 2 des programmes 150 et 214 ;
  
- Monsieur Patrice PEREZ, APAE, adjoint à la déléguée académique à la formation des personnels de l'éducation nationale,  
pour les dépenses du titre 2 et du hors titre 2 des programmes 140, 141, 214, 230 ;



- Monsieur Michel WAREMBOURG, AAE, responsable du service commun des retraites, du chômage, et de l'action sociale,  
pour les dépenses du titre 2 des programmes 139, 140, 141, 214, 230, 150 et du hors titre 2 des programmes 139, 150, 214 ;
- Madame Sophie PROSPERO, SAENES, chef des bureaux d'action sociale et du chômage, uniquement pour les validations financières des dossiers mis en paiement dans l'application SAXO pour les dépenses du titre 2 des programmes 139, 140, 141, 214, 230, 150 et du hors titre 2 des programmes 139, 150, 214 ;
- Madame Murielle MARCADON, APAE, chef du service commun de la vie des établissements, pour les dépenses du hors titre 2 des programmes 141 et 230 ;
- Madame Line GALY, ingénieure de recherche, responsable de la direction académique des systèmes d'information,  
pour les dépenses du hors titre 2 du programme 214 ;
- Monsieur Jean-Pierre DUFOUR, ingénieur régional de l'équipement, responsable du service technique des constructions et du patrimoine  
Et Madame Hélène HEGOBURU, APAE, adjointe au responsable du service technique des constructions et du patrimoine  
pour les dépenses du hors titre 2 des programmes 150, 231 et 214 ;
- Monsieur Philippe DELPONT, APAE, responsable du service des établissements d'enseignements privés,  
Et Monsieur Christophe BELLO, APAE, adjoint au responsable du service des établissements d'enseignements privés,  
pour les dépenses du titre 2 et hors titre 2 du programme 139.

#### **Article IV**

Subdélégation de signature est donnée au directeur académique des services de l'éducation nationale du Gard pour les dépenses du hors titre II du programme 230 concernant le domaine des bourses des élèves de l'enseignement secondaire dans la limite des attributions prévues dans l'arrêté n° 2012161-0001 du 9 juin 2012 (RAA n°49 du 29 juin 2012).

#### **Article V**

L'arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 2014 portant délégation de signature en matière financière est abrogé.

#### **Article VI**

Le secrétaire général de l'académie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Languedoc-Roussillon.

Fait à Montpellier, le

Signé

Armande LE PELLEC MULLER

**Spécimen de signature**

Stéphane AYMARD

**Spécimen de signature**

Serge GREVOUL

**Spécimen de signature**

Jean-Sébastien BOUCARD

**Spécimen de signature**

Martine BOLUIX

**Spécimen de signature**

Frédéric MARQUE

**Spécimen de signature**

Magali AMOUROUX-PATELOUP

**Spécimen de signature**

Marie-Anne MALIVER

**Spécimen de signature**

Aurélie HERMET

**Spécimen de signature**

Perrine LOCHARD

**Spécimen de signature**

Mandy MIREVAL

**Spécimen de signature**

Agnès MORA

**Spécimen de signature**

Sandrine METIDJI

**Spécimen de signature**

Nicolas DUGARDIN

**Spécimen de signature**

Gabrielle SKRZYPCZAK

**Spécimen de signature**

Simone CHABOT

**Spécimen de signature**

Anne HERAIL

**Spécimen de signature**

Olivier DESPORTES

**Spécimen de signature**

Véronique REBOUL

**Spécimen de signature**

Claire-Lise LAURENT

**Spécimen de signature**

Murielle MARCADON

**Spécimen de signature**

Thierry DORDAN

**Spécimen de signature**

Patricia GALERA

**Spécimen de signature**

Michel WAREMBOURG

**Spécimen de signature**

Sophie PROSPERO

**Spécimen de signature**

Philippe ROLLAND

**Spécimen de signature**

Manuela FAVREAU-POUESSEL

**Spécimen de signature**

Line GALY

**Spécimen de signature**

Jean-Pierre DUFOUR

**Spécimen de signature**

Hélène HEGOBURU

**Spécimen de signature**

Patrice PEREZ

**Spécimen de signature**

Philippe DELPONT

**Spécimen de signature**

Christophe BELLO



PREFECTURE REGION LANGUEDOC- ROUSSILLON

## **Arrêté n °2015001-0003**

**signé par  
Le Recteur, chancelier des universités**

**le 01 Janvier 2015**

**Rectorat**

Arrêté portant subdélégation de signature financière du recteur et subdélégation consentie à des fonctionnaires placés sous son autorité pour le BOP 309

## ARRÊTÉ

### portant subdélégation de signature financière du Recteur et subdélégation consentie à des fonctionnaires placés sous son autorité

**Le Recteur de l'académie de Montpellier**

**Chancelier des Universités**

- VU** le code des marchés publics ;
- VU** la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;
- VU** le décret n° 2004-703 du 13 juillet 2004 relatif aux dispositions réglementaires des livres I et II du code de l'éducation ;
- VU** le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** le décret du 3 octobre 2013 portant nomination de Madame Armande LE PELLEC MULLER en qualité de recteur de l'académie de Montpellier ;
- VU** l'arrêté du Ministre de l'éducation nationale du 2 mai 1984 portant désignation des personnes responsables des marchés et de leurs délégués pour des investissements imputés sur le budget du ministère de l'éducation nationale ;
- VU** les arrêtés ministériels du 3 juillet 2009 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de l'éducation nationale et le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- VU** l'arrêté n° 2013281-0004 du 8 octobre 2013, pris par M. Pierre DE BOUSQUET DE FLORIAN, préfet de la région Languedoc-Roussillon et préfet de l'Hérault, portant délégation de signature au titre du décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique à madame Armande LE PELLEC MULLER, recteur de l'académie de Montpellier, chancelier des universités pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'Etat du BOP 309 « Entretien des bâtiments de l'Etat » ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 portant nomination de Monsieur Stéphane AYMARD en qualité de secrétaire général de l'académie de Montpellier à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 16 juin 2011 portant nomination à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2011 de Monsieur Jean-Sébastien BOUCARD dans l'emploi d'administrateur de l'éducation nationale et de la recherche, adjoint au secrétaire général de l'académie de Montpellier.

## ARRÊTE

### Article I

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Armande LE PELLEC MULLER, recteur de l'académie de Montpellier, chancelier des universités, subdélégation de signature est donnée à Monsieur Stéphane AYMARD, secrétaire général de l'académie de Montpellier pour les opérations relevant du ministère de l'Education nationale à l'effet de :

- 1) recevoir les crédits du BOP 309 en autorisation d'engagement et en crédits de paiement,
- 2) répartir les crédits en autorisation d'engagement et en crédits de paiement,
- 3) procéder à des réallocations, en autorisation d'engagement et en crédits de paiement en cours d'exercice budgétaire.

Cette subdélégation porte également :

- sur l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat,
- sur les décisions d'oppositions ou de relèvement de la prescription quadriennale des créances de l'Etat,
- sur tous les actes relatifs à la passation des marchés publics.

Sont exclus de la subdélégation :

- les décisions de passer outre aux avis défavorables du directeur régional des finances publiques en matière d'engagement des dépenses qui relèvent de la compétence du ministère du budget,
- des ordres de réquisition du comptable public.

### Article II

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane AYMARD, secrétaire général de l'académie, subdélégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Sébastien BOUCARD, AENESR, chargé des affaires générales et financières, adjoint au secrétaire général de l'académie.

### Article III

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Sébastien BOUCARD, AENESR, chargé des affaires générales et financières, adjoint au secrétaire général de l'académie, la subdélégation de signature est donnée dans la limite de leurs attributions à :

- Monsieur Jean-Pierre DUFOUR, ingénieur régional de l'équipement, responsable du service technique des constructions et du patrimoine,
- Monsieur Philippe ROLLAND, CASU, responsable du service commun de la logistique,
- Monsieur Frédéric MARQUE, APAE, responsable de la division du budget académique,
- Madame Magali AMOUROUX-PATELOUP, AAE,
- Madame Marie-Anne MALIVER, SAENES,
- Madame Mandy MIREVAL, SAENES,
- Monsieur Nicolas DUGARDIN, SAENES,
- Madame Agnès MORA SAENES,
- Madame Perrine LOCHARD, SAENES.

### Article IV

L'arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 2014 portant délégation de signature dans le domaine financier sur le BOP 309 est abrogé.

### Article V

Le secrétaire général de l'académie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Languedoc-Roussillon.

Fait à Montpellier, le 1<sup>er</sup> janvier 2015

Armande LE PELLEC MULLER

**Spécimen de signature**

Stéphane AYMARD

**Spécimen de signature**

Jean-Sébastien BOUCARD

**Spécimen de signature**

Frédéric MARQUE

**Spécimen de signature**

Philippe ROLLAND

**Spécimen de signature**

Jean-Pierre DUFOUR

**Spécimen de signature**

Magali AMOUROUX-PATELOUP

**Spécimen de signature**

Mandy MIREVAL

**Spécimen de signature**

Nicolas DUGARDIN

**Spécimen de signature**

Marie-Anne MALIVER

**Spécimen de signature**

Agnès MORA





PREFECTURE REGION LANGUEDOC- ROUSSILLON

## **Arrêté n °2015001-0004**

**signé par  
Le Recteur, chancelier des universités**

**le 01 Janvier 2015**

**Rectorat**

Arrêté portant subdélégation de signature financière du recteur et subdélégation consentie à des fonctionnaires placés sous son autorité pour le BOP 723

ARRÊTÉ

**portant subdélégation de signature financière du Recteur  
et subdélégation consentie  
à des fonctionnaires placés sous son autorité**

---

**Le Recteur de l'académie de Montpellier  
Chancelier des Universités**

- VU** le code des marchés publics ;
- VU** la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;
- VU** le décret n° 2004-703 du 13 juillet 2004 relatif aux dispositions réglementaires des livres I et II du code de l'éducation ;
- VU** le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** le décret du 3 octobre 2013 portant nomination de Madame Armande LE PELLEC MULLER en qualité de recteur de l'académie de Montpellier ;
- VU** l'arrêté du Ministre de l'éducation nationale du 2 mai 1984 portant désignation des personnes responsables des marchés et de leurs délégués pour des investissements imputés sur le budget du ministère de l'éducation nationale ;
- VU** les arrêtés ministériels du 3 juillet 2009 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de l'éducation nationale et le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- VU** l'arrêté n° 2013281-0005 du 8 octobre 2013 par lequel M. Pierre DE BOUSQUET DE FLORIAN, préfet de la région Languedoc-Roussillon, préfet de l'Hérault, délègue sa signature à Madame Armande LE PELLEC MULLER, recteur de l'académie de Montpellier, chancelier des universités, en qualité d'ordonnateur secondaire du BOP 723 « Contribution aux dépenses immobilières » ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 portant nomination de Monsieur Stéphane AYMARD en qualité de secrétaire général de l'académie de Montpellier à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 16 juin 2011 portant nomination à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2011 de Monsieur Jean-Sébastien BOUCARD dans l'emploi d'administrateur de l'éducation nationale et de la recherche, adjoint au secrétaire général de l'académie de Montpellier.

## **ARRÊTE**

### **Article I**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Armande LE PELLEC MULLER, recteur de l'académie de Montpellier, chancelier des universités, subdélégation de signature est donnée à Monsieur Stéphane AYMARD, secrétaire général de l'académie de Montpellier pour les opérations relevant du ministère de l'Education Nationale à l'effet de procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses de l'Etat imputées sur les titres 3, 5 et 7 du BOP 723 ICH pour le ministère de l'éducation nationale et du BOP 723 IXC pour le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Cette délégation porte sur :

- 1) la création d'opérations en autorisation d'engagement et crédits de paiement,
- 2) l'affectation, la liquidation et l'engagement des autorisations d'engagement,
- 3) le mandatement des crédits de paiement ;
- 4) la signature de toutes les décisions relatives aux marchés afférents aux opérations d'investissement, implantées dans l'académie de Montpellier, pour lesquelles l'Etat exerce la maîtrise d'ouvrage ;
- 5) la signature de tous les actes relatifs à la passation des marchés publics relevant du pouvoir adjudicateur afférents aux affaires concernant le domaine de compétence du recteur.

Sont exclus de la subdélégation les ordres de réquisition du comptable public qui relèvent de la compétence du préfet.

### **Article II**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane AYMARD, secrétaire général de l'académie, subdélégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Sébastien BOUCARD, AENESR, chargé des affaires générales et financières, adjoint au secrétaire général de l'académie.

### **Article III**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Sébastien BOUCARD, AENESR, chargé des affaires générales et financières, adjoint au secrétaire général de l'académie, la subdélégation de signature est donnée dans la limite de leurs attributions à :

- Monsieur Jean-Pierre DUFOUR, ingénieur régional de l'équipement, responsable du service technique des constructions et du patrimoine,
- Madame Hélène HEGOBURU, APAE, adjointe au responsable du service technique des constructions et du patrimoine,
- Monsieur Frédéric MARQUE, APAE, responsable de la division du budget académique,
- Madame Magali AMOUROUX-PATELOUP, AAE,
- Madame Marie-Anne MALIVER, SAENES,
- Madame Agnès MORA SAENES,
- Madame Mandy MIREVAL, SAENES,
- Monsieur Nicolas DUGARDIN, SAENES.

### **Article IV**

L'arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 2014 portant délégation de signature dans le domaine financier sur le BOP 723 est abrogé.

### **Article V**

Le secrétaire général de l'académie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Languedoc-Roussillon.

Fait à Montpellier, le 1<sup>er</sup> janvier 2015

Armande LE PELLEC MULLER

**Spécimen de signature**

Stéphane AYMARD

**Spécimen de signature**

Jean-Pierre DUFOUR

**Spécimen de signature**

Frédéric MARQUE

**Spécimen de signature**

Marie-Anne MALIVER

**Spécimen de signature**

Mandy MIREVAL

**Spécimen de signature**

Jean-Sébastien BOUCARD

**Spécimen de signature**

Hélène HEGOBURU

**Spécimen de signature**

Magali AMOUROUX-PATELOUP

**Spécimen de signature**

Agnès MORA

**Spécimen de signature**

Nicolas DUGARDIN



PREFECTURE REGION LANGUEDOC- ROUSSILLON

## **Arrêté n °2015006-0001**

**signé par  
Le Recteur, chancelier des universités**

**le 06 Janvier 2015**

**Rectorat**

Arrêté de nomination de l'administrateur provisoire de la communauté d'universités et d'établissements "Languedoc- Roussillon Universités"

**Le recteur de l'académie de Montpellier,  
Chancelier des Universités,**

**VU** le code de l'éducation, notamment ses articles L711-1, L711-2 et suivants modifiés ;

**VU** le décret n°2014-1682 du 30 décembre 2014 portant approbation des statuts de la communauté d'universités et établissements (COMUE) « Languedoc-Roussillon Universités » ;

## **AR R E T E**

### **ARTICLE I :**

En application de l'article 21 du décret n°2014-1682 du 30 décembre 2014 portant approbation des statuts de la communauté d'universités et établissements (COMUE) « Languedoc-Roussillon Universités », Monsieur Emmanuel ROUX, maître de conférences HDR, est nommé administrateur provisoire de la communauté d'universités et établissements (COMUE) « Languedoc-Roussillon Universités » à compter du 06 janvier 2015.

### **ARTICLE II :**

Ses fonctions prendront fin à la date de l'élection du Président de la communauté d'universités et établissements (COMUE) « Languedoc-Roussillon Universités ».

### **ARTICLE III :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Languedoc-Roussillon.

### **ARTICLE IV :**

Le secrétaire général de l'académie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montpellier, le 06 janvier 2015

Signé

Armande Le Pellec Muller